

Université de Montréal

**Le plaidoyer de la Coalition Montréalaise des Tables de
Quartier dans le débat public Montréalais de lutte contre
la pauvreté et l'exclusion sociale**

Par Amandine Pillet

Département de médecine sociale et préventive
École de santé publique

Mémoire présenté
en vue de l'obtention du grade de
M. Sc. en Santé Publique

Juin 2019

©Amandine Pillet, 2019

Université de Montréal

Département de médecine sociale et préventive, École de Santé Publique

Cette thèse intitulée

**Le plaidoyer de la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier dans le débat public
Montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale**

Présentée par

Amandine Pillet

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes

Christina Zarowsky
Président-rapporteur

Louise Potvin
Directeur de recherche

François Lagarde
Membre du jury

Résumé

Montréal est une Métropole où des populations de toutes origines, de tous niveaux de vie et d'éducation cohabitent. En tant qu'acteur de santé publique notre objectif est de faire en sorte que chacun ait droit à l'égalité des chances aussi bien sociales que sanitaires. Dans la Métropole, il est possible d'observer des inégalités dans différents domaines, tels : l'éducation, le travail, le logement, l'alimentation et bien d'autres encore. Ce mémoire est une étude de Cas portant sur le plaidoyer de la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016 en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et ayant pour but d'explorer comment est exercé ce plaidoyer par les acteurs de la CMTQ.

La CMTQ qui est un Organisme à But Non Lucratif (OBNL) positionne la population au centre de ses préoccupations, milite de sorte que Montréal soit une métropole juste et égalitaire et place la pauvreté et l'exclusion sociale dans ces objectifs sur lesquels il est important d'agir pour le bien-être de la communauté. L'Initiative Montréalaise de Soutien au Développement social local (IM) qui est un programme de la Direction de Santé Publique (DSP), de Centraide du Grand Montréal et de la CMTQ, permet d'offrir un soutien financier à des institutions telles que les Tables de concertation locales dans le but d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais. La CMTQ agit en partenariat avec les tables de quartier en travaillant sur des enjeux soulevés par le développement social local, l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des citoyens et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette étude a utilisé des données majoritairement qualitatives issues d'analyses de contenus d'entretiens semi-dirigés, de prises de position, de mémoires, d'apparitions dans les médias traditionnels (La Presse) ainsi qu'une analyse de contenus quantitatifs des réseaux sociaux, plus particulièrement Twitter. Les résultats de cette recherche ont permis d'identifier les porte-parole de la CMTQ sur la place publique et mettent en lumière les stratégies et les moyens utilisés par la CMTQ pour exercer leur plaidoyer ainsi que les messages contenus dans ces stratégies et la façon dont les acteurs s'y prennent.

Mots-clés : plaidoyer, développement social, Initiative Montréalaise, CMTQ, Tables de quartier, inégalités sociales, pauvreté et exclusion sociale.

Abstract

Montreal is a metropolis where people of all origins, socio-economic background and education live. As public health advocates, our goal is to ensure that each person is afforded equal rights to both social opportunities and the benefits which make for a healthy life.

In Montreal, it is possible to observe inequalities in areas such as education, work, housing, and food security, amongst many others. This thesis is a case study of CMTQ's advocacy methods between January 1st 2011 and June 1st 2016 as well as their approach to fighting poverty and social exclusion (in the public debate). In addition this thesis will specifically explore how CMTQ activists apply their methods of advocacy in order to eliminate poverty and social exclusion.

The Montreal Coalition of Neighborhood Round Tables (CMTQ) is a Non-Profit Organization (NPO) that places the population at the center of its campaigns and works to ensure that Montreal is a fair and egalitarian city that prioritizes issues of poverty and social exclusion. The Montreal Initiative of Support for Local Social Development (IM), a program of the Montreal Public Health Department (DSP), the Centraide of Greater Montreal and of the CMTQ, provides financial support to institutions such as local round tables with the purpose of improving the quality and living conditions of Montrealers. The CMTQ works in partnership with neighbourhood councils by working on issues raised by local social development and also by working on ways to eradicate poverty and social exclusion in order to better the quality and living conditions of citizens. This study uses primarily qualitative data derived from the analysis of semi-structured interviews, the examination of official positions held by the organizations, thesis publications and discussions in traditional media (The Press), as well as a quantitative content analysis found on social medias especially Twitter. The results of this research permitted the identification of the CMTQ's advocates and also shed light on the strategies and tools used by the CMTQ as well as the contents of these strategies and message and the way activists apply these tools.

Keywords: advocacy, social development, Montreal Initiative, CMTQ, neighbourhood roundtables, social inequality, poverty and social exclusion.

Table des matières

Résumé	i
Abstract.....	ii
Table des matières	iii
Liste des tables	vii
Liste des figures.....	viii
Liste des sigles et acronymes	ix
Remerciements	x
Introduction	1
Le plaidoyer en promotion de la santé	1
La pauvreté en quelques chiffres	2
Rapport entre la pauvreté, le revenu et l'alimentation.....	3
Rapport entre la pauvreté et l'éducation.....	3
Rapport entre la pauvreté et le logement.....	3
Répercussions de la pauvreté sur la qualité de vie des individus	4
Association des concepts de pauvreté et d'exclusion sociale.....	4
La Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	6
La CMTQ et l'Initiative Montréalaise.....	6
La CMTQ et les tables de quartier	7
Objectif général	8
Chapitre 1 – Recension des écrits.....	9
1.1 Le plaidoyer	10
1.1.1 Définition du concept de plaidoyer	10
1.1.2 Les étapes de plaidoyer	12
1.1.3 Les fonctions du plaidoyer	13
1.2 Le plaidoyer en santé publique.....	14

1.2.1	Définition du plaidoyer en santé publique.....	14
1.2.2	Les composantes d'un plaidoyer efficace en faveur de la santé publique.....	15
1.2.3	Les compétences nécessaires à l'exercice d'un plaidoyer.....	17
1.2.4	Les stratégies de plaidoyer en santé publique	19
1.3	Le plaidoyer médiatique ou « <i>media advocacy</i> »	22
1.3.1	Définition du plaidoyer médiatique.....	22
1.3.2	Fonctions du plaidoyer médiatique	24
1.3.3	Éléments clés du plaidoyer médiatique	25
1.3.4	Plaidoyer médiatique vs marketing social	26
1.4	Évaluation du plaidoyer.....	30
1.4.1	Les niveaux d'appréciation des processus et des effets du plaidoyer.....	30
1.5	Critique du plaidoyer, est-il toujours positif?	32
Chapitre 2 – Les objets du plaidoyer		34
2.1	La pauvreté	34
2.1.1	Définition de la pauvreté : phénomène complexe	34
2.2	L'exclusion sociale	35
2.2.1	Définition du concept d'exclusion sociale	35
2.3	Lien entre les concepts de pauvreté et d'exclusion sociale	36
2.4	Lien entre la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier et les objets du plaidoyer	37
2.5	<i>Problématique de recherche</i>	37
2.5.1	Objectifs spécifiques	37
Chapitre 3 – Méthodologie		38
3.1	Contexte de l'étude.....	38
3.2	Le devis	38
3.2.1	Présentation du cas, objet de l'étude	39
3.2.2	Dimensions à l'étude	40
3.3	Les sources de données	43
3.3.1	Phase 1 : analyse documentaire, appropriation du matériel	43
3.3.2	Phase 2 : cueillette des autres sources de données	46

3.4	Analyse des données.....	49
3.4.1	Analyse des sources documentaires écrites	49
3.4.2	Analyse des entrevues	50
3.4.3	Analyse de la période Twitter par quantification	51
3.4.4	Le journal de bord comme outil d'analyse complémentaire	52
3.5	Les critères de qualité	52
3.6	Considérations éthiques.....	53
Chapitre 4 – Résultats.....		55
4.1	Les acteurs clés ou porte-parole de la CMTQ	55
4.1.1	Les acteurs influents de la CMTQ.....	55
4.1.2	Les porte-parole de la CMTQ.....	56
4.2	Les stratégies utilisées par la CMTQ.....	59
4.2.1	Stratégie d'influence des décideurs	60
4.2.2	La création d'un réseau	60
4.2.3	Profiter des thèmes de l'actualité ou des 'fenêtres d'opportunités'	61
4.2.4	Les prises de position écrites	62
4.2.5	Usage des données probantes ou 'fact sheets'	62
4.2.6	Les moyens utilisés au travers des stratégies	63
4.3	Les messages ou arguments utilisés au travers des stratégies par la CMTQ.....	65
4.3.1	Pauvreté et exclusion sociale.....	66
4.3.2	Le développement social	67
Chapitre 5 - Discussion		76
5.1	Principaux résultats et lien avec la littérature.....	76
5.1.1	Les stratégies utilisées par les acteurs de la CMTQ.....	76
5.1.2	Les messages utilisés au travers des stratégies.....	79
5.1.3	Les porte-parole de la CMTQ.....	79
5.2	Implications et pistes de recherche.....	80
5.3	Lien entre les résultats et les pratiques recensées dans la section 1.4.1 « Les niveaux d'appréciation des processus et des effets du plaidoyer »	81
5.4	Portée et crédibilité des résultats	82

5.5 Limites	84
Conclusion	85
Références	i
Annexe 1 : liste des Tables de quartier	xi
Annexe 2 : les sources de données écrites à l'étude	xii
Annexe 3 : Feuillet de recrutement pour les entrevues	xiv
Annexe 4 : L'entretien semi-dirigé	xv
4.1 Présentation du sujet de recherche aux interviewés	xv
4.2 Le Guide d'entretien	xvi
Annexe 5 : Approbation éthique	xviii
Annexe 6 : Formulaire de consentement (entrevue)	xix

Liste des tables

Tableau I. Concepts, dimensions, opérationnalisation, sources données et outils utilisés pour cette étude. 45

Liste des figures

Figure 1. Le monde du plaidoyer : les étapes menant au changement, adapté de Dorfman, Sorenson, & Wallack, s. d.	12
Figure 2. Les éléments clés d'un plaidoyer en santé publique, adapté de Dorfman et al., s. d.	18
Figure 3. Les étapes importantes d'un plaidoyer médiatique, adapté de Dorfman et al., s. d.	26

Liste des sigles et acronymes

CMTQ: Coalition Montréalaise des Tables de Quartier

DSP : Directeur de Santé Publique

CA: Conseil d'Administration

OBNL: Organisation à But Non lucratif

IM: Initiative Montréalaise

OMS: Organisation Mondiale de la Santé

MSSS : Ministère de la Santé et des Services Sociaux

MESS : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale

BDSP : Bibliothèque De Santé Publique

UNESCO : United Nations Educational Scientific and Cultural Organization / Organisation des Nations Unies pour l'Éducation la Science et la Culture

ATI : Approche Territoriale Intégrée

QC : Québec

MTL : Montréal

Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à ce que cette aventure, « la maîtrise » se réalise. Tout d’abord, ma mère Martine, ma sœur Emilie et ma grand-mère Gilberte sans qui je n’aurais pas pu me lancer dans ce projet; merci pour votre soutien, vos encouragements, merci d’avoir cru en moi. Je remercie aussi mon père Christophe qui a cru en moi et qui attendait avec impatience que je termine cette maîtrise.

Je remercie également ma directrice de recherche, Mme Potvin Louise pour sa confiance, sa patience et son aide tout au long de mon cheminement. Faire partie de son équipe a été très enrichissant et formateur. Mes remerciements à Ginette Boyer et Chantal Lefebvre pour leur aide lors de la réalisation de ce projet de recherche. Le temps accordé a grandement été apprécié.

Merci à l’équipe de la Coalition montréalaise des Tables de Quartier qui a été plus qu’accueillante et disponible tout au long de ma recherche. Je tiens à souligner leur contribution dans l’élaboration et la mise en œuvre de mon projet d’étude. Sans eux ce mémoire n’existerait pas.

Mes remerciements vont enfin à ma famille toute entière pour son support, je pense en particulier à mon arrière-grand-mère centenaire Carmen, à mes oncles et tantes, Max, Gérard, Mireille, Elsie et Josette, à mes cousins Danaé, Rachid, Soraya et Oscar. À mon conjoint Mitch qui m’a soutenu et encouragé tout le long de la rédaction de mon mémoire. À mes amies Stéphanie et Élisabeth qui m’ont aidé et conseillé pour ce projet; une spéciale dédicace à Milena pour son aide précieuse et ses encouragements.

Merci à vous tous!

*Je dédie ce mémoire à mon père Christophe décédé soudainement en Novembre 2017 à l'âge
de 51 ans. Pour toi mon Pepette!*

Introduction

Le plaidoyer en promotion de la santé

Le plaidoyer en santé publique et plus précisément en promotion de la santé est un processus visant à influencer les décisions politiques à propos de la distribution des ressources sociétales. C'est un processus utilisant les méthodes des défenseurs politiques, permettant d'apporter des changements dans les systèmes influençant la santé et le bien-être des populations (S Chapman, 2004). On peut donc parler de plaidoyer en promotion de la santé, car elle vise à faire valoir les droits de chacun, au travers d'un effort de sensibilisation, en mettant en place des conditions favorables et indispensables à l'épanouissement des individus et donc de la santé. Une autre définition du plaidoyer qu'il paraît intéressant de citer est la suivante : le plaidoyer est défini comme étant « l'application de l'information et des ressources toutes confondues, permettant des changements systémiques et façonnant la façon dont les gens dans une communauté vivent (Wise, 2001). La promotion de la santé et l'utilisation du plaidoyer mené par les acteurs qui promeuvent cette santé sont donc indispensables. En effet la promotion de la santé permet de maintenir et de favoriser une équité entre individus, mais aussi encourage les individus à participer à l'amélioration de leur propre vie et donc à être des citoyens proactifs (OMS, 1986).

Wise(2001) mentionne que la pauvreté est un frein pour les individus et les groupes que ce soit du point de vue de la santé ou du point de vue social (Wise, 2001). C'est un facteur limitant les chances de tout un chacun et un point très préoccupant au 21^{ème} siècle. La promotion de la santé permet de s'attaquer aux différents déterminants de la santé en mettant en place des actions à tous les niveaux qu'elles soient locales, nationales ou mondiales (Wise, 2001). Cela implique donc de travailler et de s'engager dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques dans tous les types de secteurs afin d'influencer les milieux dans le but de créer des conditions de vie favorables à la santé (Wise, 2001). Cela implique aussi donc de comprendre pourquoi et comment contribuer aux politiques qui influencent les environnements, les normes sociales et les comportements. En conclusion l'usage du plaidoyer en tant que stratégie de promotion de la santé, est donc un outil indispensable si on veut arriver

à porter des changements dans la société; c'est un processus visant à surmonter les obstacles structurels mettant un frein à la réalisation d'objectifs en santé publique (S Chapman, 2004).

En 2008 l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) déclarait :

« [...] Les inégalités en santé sont causées par une répartition inégale des revenus, des biens et des services, et des possibilités qui en découlent de mener une vie épanouie. Cette disparité dans la répartition n'est en aucun cas un phénomène 'naturel', mais elle est le résultat de politiques qui priment les intérêts de certains par rapport à ceux des autres » (OMS, 2008, p. 31);

Ce constat nous amène à nous intéresser à notre Métropole, Montréal.

La pauvreté en quelques chiffres

Malgré la richesse du Canada, une importante proportion des Canadiens, soit plus de 3 millions de personnes en 2014, vit sous le seuil de faible revenu. Constat alarmant puisqu'une étude montrait que l'ensemble des coûts privés et sociaux engendrés par la pauvreté économique totalisait entre 72,5 et 86,1 milliards de dollars en 2007 (Laurie, 2008, p. 19). À Montréal, les inégalités peuvent être constatées dans différents domaines et à différentes échelles. Pour ne citer que quelques-unes, on peut noter comme exemple de disparité: l'éducation, le travail, le logement, l'alimentation, le revenu, l'appartenance ethnique (j'entends par là, les inégalités entre la population native de Montréal et les immigrants). Dans son rapport de 2011, le Directeur de la santé publique de Montréal relate que: 24,6% (ce qui représente 450 000 personnes) de la population montréalaise vit sous la mesure de faible revenu et ceci comparativement à 16,7% de la population québécoise. Comparativement aux citoyens d'autres villes, les Montréalais doivent composer avec des conditions économiques moins avantageuses, dont un revenu moyen brut inférieur aux autres villes du Canada (Le Blanc, Raynault, & Lessard, 2011). Vivre sous le seuil de pauvreté est particulièrement alarmant puisque 24,6% des Montréalais, tous âges confondus font partie de cette catégorie, soit environ 450 000 habitants (MESS, 2014). On constate également que 26,5% des familles avec enfants de Montréal vivent dans la pauvreté contre 16,0% au Québec. Aussi 25,8% des immigrants vivent en situation de pauvreté dans la métropole. Ainsi en 2006, le statut d'immigrant rimait avec faible revenu, ceci même après plus de 10 ans au pays. Cela peut s'expliquer par la difficulté d'insertion professionnelle des nouveaux arrivants. Autre constat, Montréal est la ville comprenant la proportion la plus élevée de familles monoparentales, soit

33,0%. Ce chiffre est facilement associable au statut de pauvreté, puisque 29,0% des familles monoparentales vivent sous le seuil de faible revenu, comparativement à 16,0% des familles avec conjoints (Le Blanc et al., 2011).

Rapport entre la pauvreté, le revenu et l'alimentation

On note également que les personnes vivant avec un faible revenu ont du mal à joindre les deux bouts. En effet on peut observer qu'ils ont des difficultés à se nourrir convenablement, à se déplacer (coûts des transports ou d'une auto), à se vêtir une fois qu'ils ont payé leur loyer. Ainsi, plus d'un Québécois sur 8 peines à se procurer des biens essentiels et une personne sur 6 (17,0%) souffre d'insécurité alimentaire (Le Blanc et al., 2011). Plus alarmant encore, le tiers des utilisateurs sont des enfants (Banques alimentaires du Québec, 2016).

Rapport entre la pauvreté et l'éducation

L'éducation fait partie des facteurs aidant à la réussite. Un enfant qui a toutes les chances dès la naissance d'avoir une bonne éducation, d'apprendre, de s'instruire, de participer aux activités parascolaires, aura plus de chance qu'un enfant qui vit en situation de pauvreté. En effet, à Montréal ou encore au Québec, la maturité scolaire sera compromise par le fait d'être en situation de pauvreté. 34% des enfants issus des milieux les plus pauvres de Montréal sont considérés comme étant vulnérables dans au moins une sphère de développement comparativement à 22,0% des enfants issus des milieux favorisés (Blanchard, 2012).

Rapport entre la pauvreté et le logement

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le logement a des impacts importants sur la santé des individus (OMS, 2009). Dans un rapport de 2015, le directeur de la Santé publique de Montréal évoquait la corrélation entre l'accès à un logement salubre et abordable et à la santé des citoyens. Cela constitue une préoccupation puisqu'une proportion importante des ménages peine à combler ce besoin primaire (Raynault, Tessier, & Thérien, 2015). Les personnes en situation de pauvreté sont souvent locataires du fait du prix de l'immobilier et font face parfois à des problèmes d'insalubrité, de moisissures, de punaises de

lit ce qui affectent leur santé. Pour un logement en bon état et salubre, beaucoup y mettent une grande partie de leurs revenus. En 2011, 40,0% des ménages locataires montréalais consacraient 30,0% ou plus de leurs revenus pour se loger et 80,0% de ce pourcentage vivaient sous le seuil de faibles revenus dont 50,0% étaient des immigrants récents (Statistique Canada, 2011).

Répercussions de la pauvreté sur la qualité de vie des individus

Même si les Montréalais vivent aujourd'hui de plus en plus vieux et en meilleure santé, tous ne sont pas égaux devant la mort et/ou la maladie. Ces écarts de santé comme nous avons pu le remarquer peuvent s'expliquer par les conditions dans lesquelles nous naissons et/ou nous grandissons tel le revenu familial ou le niveau de scolarité (Le Blanc et al., 2011). Chez les personnes en situation de pauvreté on peut retrouver les prestataires d'aide sociale, un taux plus important de femmes que d'hommes et plus d'enfants, la plupart des personnes payées au salaire minimum ainsi que les personnes appartenant aux minorités visibles. Ces 'pauvres' sont 3 fois plus nombreux en situation de monoparentalité et cumulent 8 fois plus de naissances chez les adolescentes (Le Blanc et al., 2011). Ils sont aussi plus susceptibles de présenter des retards de développement et d'abandon ou d'échec en milieu scolaire. Ainsi il en découle une difficulté à s'insérer dans le milieu du travail. De plus on observe qu'un infortuné sur 6 souffrira d'insécurité alimentaire (Le Blanc et al., 2011). Tous ces facteurs amènent à creuser un écart entre les 'pauvres' et les 'riches' avec plus d'hospitalisation, plus d'incapacité et plus de décès (Le Blanc et al., 2011). Pour conclure, les conditions économiques dans lesquelles naissent et grandissent les Montréalais peuvent creuser des écarts, cependant tous ces facteurs sont des éléments sur lesquels nous pouvons agir. C'est dans cette optique qu'entrent en jeu les acteurs communautaires et régionaux qui ensemble luttent pour favoriser l'amélioration de la qualité de vie des Montréalais.

Association des concepts de pauvreté et d'exclusion sociale

Les personnes qui se situent au bas de l'échelle sociale n'ont pas les mêmes opportunités d'accès au pouvoir et aux ressources existantes, il est donc difficile de dissocier inégalité, pauvreté et exclusion sociale. Ceci peut s'expliquer par certains processus

d'exclusion sociale et de déqualification. Ces personnes sont d'ailleurs plus susceptibles de souffrir d'anxiété chronique, d'insécurité, du sentiment de perte de contrôle, de sous-estime de soi, d'isolement social; un bon nombre d'éléments qui se répercutent sur leur santé tout aussi bien physique que mentale (Brunner & Marmot, 2005; Phipps, 2003; Wilkinson, 2002). Le sexe ou l'origine ethnique constitue également des facteurs influençant la position sociale et le statut socioéconomique; c'est le cas aussi de certains groupes tels que les sans-abri, les familles monoparentales, les immigrants, les réfugiés, les marginaux, pour n'en citer que quelques-uns (Bellot et al., 2016; Raphael, 2009; Santé Canada, 2001). Il est important de prendre en compte le processus d'exclusion sociale, car il affecte et survient dans tous types de milieux qu'ils soient professionnels, scolaires, personnels, familiaux. L'exclusion sociale affecte et survient aussi dans les milieux sociaux tels que les quartiers, les commerces et les services publics et ceci de différentes manières. Plusieurs dimensions peuvent alors être touchées; la dimension politique représente le fait de pouvoir exprimer ses droits, ses intérêts, ses besoins et de les voir être pris en compte, la dimension économique représente l'accès au logement, aux revenus, à un emploi, la dimension sociale correspond au fait de pouvoir trouver des relations de soutien, d'entraide, de solidarité, enfin la dimension culturelle réfère au fait de pouvoir vivre selon les normes de sa propre culture tout en apprenant à vivre avec la culture propre au pays d'accueil (Levitas et al., 2007). Cette dernière dimension correspond aussi à l'accès aux différents centres culturels, aux activités qui peuvent être onéreuses (Levitas et al., 2007).

Ainsi il est important de comprendre l'ampleur et les conséquences de la pauvreté, mais aussi de l'exclusion sociale. L'exclusion sociale n'est pas une caractéristique des personnes ou des groupes minoritaires, mais plutôt un rapport d'inégalités entre 'riches' et 'pauvres' (Gagnon, Saillant, & Dahi, 2009; Raphael, 2009). Ce rapport a pour conséquence un accès inéquitable aux pouvoirs et aux ressources (politiques, économiques, sociales et culturelles), mais aussi une altération du bien-être (santé et conditions de vie) (Gagnon et al., 2009; Popay, 2010). Par conséquent, si l'on veut agir sur la pauvreté il paraît incontournable de s'attaquer au problème d'exclusion sociale.

La Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Certains Organismes à But Non Lucratif (OBNL), comme la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) agissent de sorte que Montréal soit une ville meilleure en intervenant sur des sujets tels que les inégalités, l'éducation, les loisirs, la culture, les transports et bien d'autres encore. La CMTQ place la population au centre de ses préoccupations et milite de sorte que Montréal soit une métropole où il fait bon vivre pour tous et place la pauvreté et l'exclusion sociale dans ces objectifs sur lesquels il est important d'agir pour le bien-être de la communauté. La CMTQ, est le seul en son genre à Montréal et bien qu'actif sur le territoire, son travail n'est pas connu de tous.

La CMTQ et l'Initiative Montréalaise

L'Initiative Montréalaise de Soutien au Développement Social Local est un programme de la Direction de la Santé Publique de Montréal et de Centraide du Grand Montréal et tire son origine d'un partenariat datant de 1997 sous le nom de Programme de Soutien Financier au Développement Social Local (Centraide du Grand Montréal, 2006, 2015). L'Initiative vise l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des Montréalais par le biais d'un soutien financier aux tables de concertation locales (Centraide du Grand Montréal, 2006, 2015). En 2006, l'IM est officiellement lancée avec sa structure de gouvernance et ses outils de gestion, suite à une collaboration entre la Ville de Montréal, Centraide du Grand Montréal, la Direction de la Santé Publique de Montréal et la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (Centraide du Grand Montréal, 2006, 2015).

Ainsi, l'Initiative Montréalaise (IM) de Soutien au Développement Social Local vise à contribuer au développement social local dans les quartiers de Montréal en luttant contre la pauvreté et les inégalités sociales. Elle soutient également la concertation des acteurs afin d'améliorer la qualité et les conditions de vie des Montréalais relativement à des enjeux prioritaires par le milieu (Centraide du Grand Montréal, 2006, 2015). De plus, elle agit sur des domaines tels que la vie sociale et communautaire, la santé, l'aménagement urbain, l'environnement, l'éducation, l'économie, l'habitation, le transport, la sécurité, l'emploi, la sécurité alimentaire, la culture, les sports et les loisirs (Centraide du Grand Montréal, 2006,

2015). Par son soutien financier à des OBNL, l'IM cherche à promouvoir et soutenir la participation des divers acteurs (professionnels et citoyens) et de contribuer ensemble à la mise au point d'actions concertées en développement social local (Centraide du Grand Montréal, 2006, 2015).

L'Initiative Montréalaise de Soutien au Développement Social Local reconnaît le rôle central des tables de quartier au niveau local, dans le développement social en leur accordant un soutien financier (Centraide du Grand Montréal, 2006, 2015). Ainsi les tables coordonnent dans leur milieu respectif (une table dans chaque quartier ou arrondissement), le travail des partenaires de différents secteurs d'intervention (éducation, santé, alimentation, etc.) et provenant de divers réseaux (communautaire, municipal, scolaire, etc.). Notons aussi que l'IM et ses partenaires reconnaissent le rôle particulier et important de la CMTQ sur le plan régional dans le développement social (Centraide du Grand Montréal, 2006, 2015). En effet la CMTQ joue un rôle important dans la mise en place, la réalisation et l'intervention d'actions au niveau régional permettant d'améliorer les conditions et la qualité de vie des habitants de Montréal (Centraide du Grand Montréal, 2006, 2015).

La CMTQ et les tables de quartier

La Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) est un acteur régional situé sur l'île de Montréal, regroupant 30 tables locales de concertation en développement social plus communément appelé tables de quartier (Annexe 1). La CMTQ intervient sur des questions ou enjeux Montréalais en se basant sur les préoccupations des différents quartiers de ses tables membres (au nombre de 30) (CMTQ, 2017a). Elle travaille sur des sujets communs aux tables tels que le développement social local, l'amélioration de la qualité de vie des citoyens, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que l'exercice d'une citoyenneté active. Les tables de quartier et la CMTQ travaillent donc ensemble sur des enjeux similaires, mais à différents niveaux.

Les tables de quartier ont pour mandat de réunir l'ensemble des acteurs du quartier qu'elles couvrent (acteurs communautaires, institutionnels, politiques, privés, mais aussi les citoyens) sur des questions de développement social. Ces acteurs ensemble dressent un portrait du quartier et identifient des priorités d'action (CMTQ, 2017). Ici aussi on favorise avant tout la participation citoyenne et on mobilise l'ensemble du quartier afin d'améliorer, de

développer le milieu et donc les conditions de vie du quartier. Que l'on parle de tables de quartier ou de CMTQ, plusieurs domaines sont ainsi pris en compte dans l'amélioration des conditions de vie des citoyens montréalais tels que : l'aménagement urbain, la santé, l'éducation, l'emploi, le transport, la culture, les loisirs, l'environnement, la sécurité alimentaire, l'habitation, etc. Domaines qui sont associés aux inégalités et dont les statistiques ont été présentées précédemment.

La CMTQ joue aussi le rôle de promoteur des tables de quartier qu'elle regroupe et s'occupe de trouver du soutien financier pour ces dernières. La Coalition a aussi pour rôle d'améliorer la connaissance et les échanges entre les différentes tables, mais aussi de faire connaître au montréalais les tables de quartier. Elle offre son soutien aux tables, met en place des activités d'amélioration et de réseautage, crée des ateliers et des formations pour favoriser la collaboration entre les tables, mais aussi former son équipe pour être prête à intervenir sur les différents enjeux rencontrés, elle favorise donc le développement des connaissances et la création d'outils de communication. Ainsi, au cours des années, la CMTQ a pu intervenir sur différents enjeux importants comme l'aménagement urbain, la culture, etc. L'un des objectifs premiers de la CMTQ et qui rentrent en lien avec l'Initiative Montréalaise, est de développer un Montréal plus juste et plus inclusif, en insistant tout d'abord sur le fait qu'un quartier est un lieu d'appartenance, mais aussi de socialisation et d'entraide (il est donc nécessaire de le développer et de le rendre meilleur pour améliorer les conditions de vie des citoyens). La CMTQ pense également qu'il est important de promouvoir une participation citoyenne active dans le but de développer et de rendre le quartier dans lequel ces citoyens résident un lieu de bien-être social, sanitaire et sécuritaire (CMTQ, 2017).

Objectif général

L'objectif général de ma recherche est d'explorer comment est exercé le plaidoyer par les acteurs afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal.

Chapitre 1 – Recension des écrits

Pour réaliser la revue de littérature, nous avons décomposé notre problématique afin d'en tirer les mots clés nous permettant de trouver des écrits pertinents. Nous avons ensuite réalisé un tableau de nos concepts avec leurs synonymes pour élargir notre recherche, et accouplé certains mots clés afin de trouver la littérature appropriée pour couvrir notre sujet et ainsi avoir une base nous permettant d'en apprendre sur le sujet. Pour ce faire, nous avons utilisé plusieurs bases de recherches dont : la BDSP (Bibliothèque De Santé Publique), ProQuest, Pubmed, Google Scholar et Atrium. Nous avons aussi utilisé l'effet boule de neige (consistant à explorer la bibliographie des articles sélectionnés pour trouver des articles qui nous semblent intéressants) qui nous a permis de trouver de la documentation judicieuse, dont un livre sur le plaidoyer.

Notre recherche portant sur le Plaidoyer mené par la CTMQ en faveur de la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016; nous avons d'abord effectué une première recherche en nous intéressant au plaidoyer. Pour cela nous avons utilisé les termes clés : plaidoyer ou *advocacy*, le plaidoyer en santé publique ou *public health advocacy* ou *public health and advocacy*, le plaidoyer médiatique ou *media advocacy* ainsi que *political advocacy*. Nous avons eu recours à la méthode 'boule de neige' et nous avons ensuite fait un survol des résultats en lisant les titres, suivi d'une lecture des résumés. L'ensemble de cette recherche nous a amené à retenir après lecture, Plusieurs articles revus par les pairs, un (1) document de l'Agence de santé publique du Canada, un (1) document de l'Organisation Mondiale de la Santé, un (1) guide dédié aux acteurs désirant utiliser le plaidoyer, un (1) glossaire rédigé par l'Agence de la Santé Publique, une (1) encyclopédie en Santé Publique et plusieurs livres discutant du plaidoyer. Ce sont ces documents qui feront l'objet de cette partie sur le plaidoyer.

1.1 Le plaidoyer

1.1.1 Définition du concept de plaidoyer

Selon l'Agence de la Santé publique du Canada, *le plaidoyer* « est un ensemble d'interventions consistant à parler, à écrire ou à agir pour défendre un enjeu, une cause, une politique, ou un groupe de personnes (...) » (Agence de la santé publique, 2017). Il s'agit d'un moyen de promouvoir des politiques qui améliorent l'équité en matière de santé; ou encore un discours ou un écrit sur un problème particulier, une cause, une idée, une personne. Le plaidoyer est aussi défini comme une stratégie permettant d'arriver à un changement social ou politique, tel que la définition du problème, la formation d'alliances, et le rassemblement et la diffusion de données. Retenons que c'est l'impact du plaidoyer qui va amener au changement de politique puis au changement social (Reisman, Gienapp, & Stachowiak, 2007).

Le plaidoyer est aussi conçu comme étant l'application d'informations et/ou de ressources permettant de produire des changements systémiques au sein d'un groupe, d'une communauté, sur la façon dont ses personnes vivent (Christoffel, 2000). Carlisle nous parle de plaidoyer « de cas » et de plaidoyer « de cause » défini par Rees en 1991. Le plaidoyer « de cas » réfère au fait de promouvoir par exemple les droits des plus défavorisés et/ou au fait de corriger les différences de pouvoir au sein d'une communauté. Le plaidoyer « de cause », associé aux activités de lobbying, quant à lui reconnaît que les embûches rencontrées par les citoyens peuvent être indépendantes de leur volonté et qu'il est primordial de s'attaquer aux facteurs structurels si l'on souhaite réduire les inégalités sociales sanitaires (Carlisle, 2000).

Il est aussi important de retenir que le plaidoyer vise à accroître le pouvoir des personnes ou des groupes et ainsi à rendre les institutions sensibles aux besoins de la population. Le plaidoyer est donc une façon de donner aux gens le pouvoir d'agir comme acteurs dans leurs propres vies, en leur permettant de cibler et définir leurs problèmes et trouver des solutions en participant à la vie sociale et politique de leur ville, pays, etc. (Lawrence Wallack, Dorfman, Jemigan, & Themba, 1993). Carlisle rajoute qu'un des rôles du plaidoyer, est de renforcer les capacités des individus en leur fournissant les outils et le soutien nécessaires pour agir, contrôler et améliorer leur condition de vie et leur santé, en devenant des défenseurs efficaces de leur cause et des politiques (Carlisle, 2000).

Il existe plusieurs caractéristiques du plaidoyer défini par Amidei en 1991 (Amidei, 1991; Lawrence Wallack et al., 1993).

- Premièrement, le plaidoyer suppose que les gens ont des droits et que ces droits sont exécutoires (Amidei, 1991). Par exemple, le droit à des soins de santé adéquats, un environnement sans pollution (Amidei, 1991). L'emploi et le logement sont des points qui reviennent souvent et les acteurs tentent au mieux de faire que ces droits soient respectés. (Amidei, 1991).
- Deuxièmement, le plaidoyer fonctionne mieux lorsqu'il est axé sur quelque chose de spécifique (Amidei, 1991). Ainsi, des groupes souvent diversifiés se réunissent afin de faire du 'plaidoyer', il est donc important dès le départ que tout le monde sache c'est quoi le but final du dit 'plaidoyer' (Amidei, 1991). Le fait d'avoir un objectif clair peut être d'une grande aide, car il permet aux acteurs de toute sorte d'avoir un terrain d'entente (Amidei, 1991).
- Troisièmement, le plaidoyer est majoritairement axé sur les droits et les avantages auxquels une personne ou une communauté a déjà droit (Amidei, 1991). Par exemple, les groupes LGBT (Lesbiennes, Gais, bisexuels, ou Transsexuels) ou encore d'autres groupes marginalisés comme les Autochtones ou les Immigrants se battent constamment pour une équité des droits que possède déjà la 'population dominante' (Amidei, 1991).
- Pour finir, le plaidoyer en matière de politiques vise à faire en sorte que les institutions fonctionnent comme elles le devraient (Amidei, 1991). Par exemple les acteurs en santé publique ont lutté au Canada pour faire passer une nouvelle loi antitabac. Pour ne citer que quelques exemples, on peut voir en novembre 2015 que la cigarette électronique et tous les autres dispositifs de même nature, y compris leurs composantes et leurs accessoires, ont alors été soumis aux mêmes règles que les produits du tabac (MSSS, 2017). En mai 2016 il était ajouté à la loi qu'il serait interdit de fumer dans les véhicules automobiles en présence d'un adolescent de moins de 16 ans (MSSS, 2017). Aussi en novembre 2017 les établissements de santé et de services sociaux et les établissements postsecondaires ont eu pour obligation l'adoption d'une politique obligeant la création d'environnements sans fumée (MSSS, 2017).

1.1.2 Les étapes de plaidoyer

La première étape d'un plaidoyer est de bien connaître le problème à poser afin d'avoir des objectifs précis, les changements que l'on se propose de réaliser (L. Dorfman et al., 2009). La deuxième étape est de bien identifier la cible, l'acteur à qui l'on souhaite s'adresser et si cette personne, organisation ou groupe possède le pouvoir de concrétiser, d'exécuter les changements (L. Dorfman et al., 2009). La troisième étape est de cadrer le problème identifié et de construire le message que l'on souhaite faire passer de façon claire et précise (L. Dorfman et al., 2009). La quatrième étape consiste à élaborer un plan global du plaidoyer afin de diffuser le message au point de vue médiatique et ainsi créer une pression afin d'arriver à l'objectif: le changement souhaité (L. Dorfman et al., 2009). Et enfin la dernière étape est d'évaluer notre plaidoyer, à savoir l'impact de notre message, est-ce qu'on a pu faire ce qu'on avait souhaité? Le plaidoyer a-t-il été efficace? (L. Dorfman et al., 2009). Le succès d'un plaidoyer médiatique dépend de l'enracinement du plaidoyer dans la communauté (L. Dorfman et al., 2009).

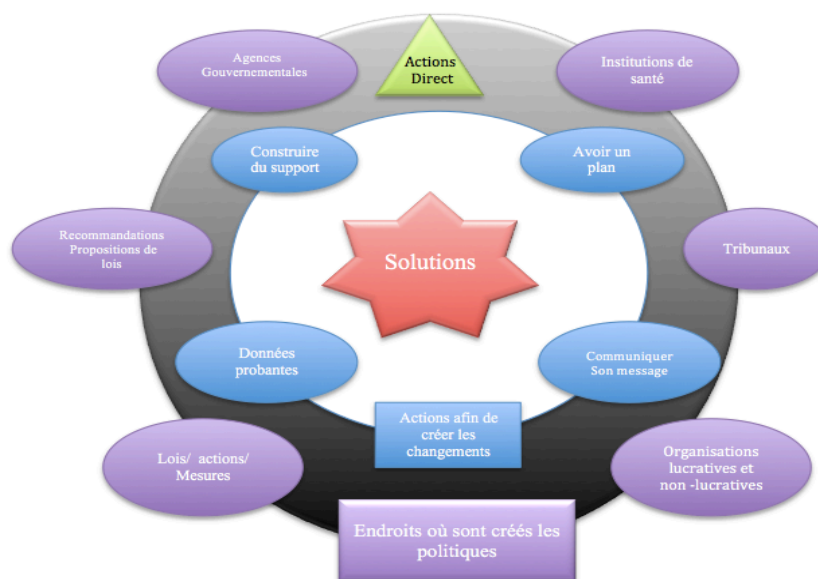


Figure 1. Le monde du plaidoyer : les étapes menant au changement, adapté de Dorfman, Sorenson, & Wallack, s. d.

Le schéma précédent fournit un moyen de visualiser et de comprendre la façon dont fonctionne une campagne de plaidoyer en nous montrant toutes les étapes et/ou parties travaillant ensemble à la réalisation de ce plaidoyer (L. Dorfman et al., 2009). Chacun des éléments figurés représente les étapes permettant de procéder au changement, à savoir: obtenir les faits (s'appuyer sur des données probantes) et le soutien à la construction, faire un plan (avoir un objectif, savoir ce que l'on souhaite obtenir de ce plaidoyer) et communiquer le message (le plaidoyer) (L. Dorfman et al., 2009).

1.1.3 Les fonctions du plaidoyer

Dans les années 80, l'Organisation mondiale de la Santé reconnaissait que le plaidoyer faisait partie d'une des trois stratégies permettant d'atteindre les objectifs en promotion de la santé (les autres étant l'habilitation et la médiation) (Carlisle, 2000; OMS, 1986). En 1995, l'OMS décrivait le plaidoyer en santé publique comme étant un ensemble d'actions individuelles et sociales imaginées permettant d'obtenir un engagement et un soutien politique, mais aussi une acceptation sociale dans le but d'arriver au changement souhaité (OMS, 1995). McCubbin et al quant à eux, caractérisaient le plaidoyer comme une façon de traduire les problèmes personnels en problèmes sociaux, en abordant des déterminants de la santé extérieure à l'individu tel que le logement de base, l'emploi, l'éducation, les soins de santé, etc. (McCubbin, Labonte, & Dallaire, 2001). Comme l'explique Wallack, le plaidoyer aura donc pour fonction de détourner l'attention du public en tournant un problème personnel tel que la maladie en un problème sociétal qu'est la santé ceci dans le but de créer des environnements sains amenant à adopter un mode de vie sain (Wallack, Dorfman, Jemigan, & Themba, 1993). C'est dans cette perspective que rentre en jeu le plaidoyer médiatique qui avec l'usage des médias permet d'obtenir l'attention du public et donc des décideurs sur des problématiques à l'ordre du jour, tel que la pauvreté et l'exclusion sociale (Lawrence Wallack et al., 1993). Le plaidoyer constitue une stratégie visant à associer à la fois la science et la politique en s'axant sur des principes de justice sociale dans le but d'améliorer le fonctionnement du système, plus particulièrement pour les plus défavorisés dont les ressources sont très faibles. L'efficacité des médias et donc du plaidoyer médiatique est donc un point

primordial dans les efforts de changement social (nous verrons donc plus bas ce cas particulier) (Lawrence Wallack et al., 1993).

1.2 Le plaidoyer en santé publique

1.2.1 Définition du plaidoyer en santé publique

En santé publique le plaidoyer se définit comme l'application d'informations et/ou des ressources permettant d'opérer des changements systémiques qui vont avoir une influence sur la façon dont les gens vivent dans une communauté. Selon l'Agence de santé publique du Canada

« [...] Le plaidoyer est utilisé dans l'intérêt de la population. C'est donc une stratégie visant le plus souvent l'amélioration des conditions de vie et de bien-être des groupes défavorisés telles que les personnes vivant en situation de pauvreté, les personnes en situation d'exclusion sociale, les collectivités des premières nations, les personnes marginalisées et plus encore » (Wallack, Dorfman, Jemigan, & Themba, 1993).

Il n'y a donc pas une grande différence entre plaidoyer et plaidoyer en santé publique, simplement l'usage peut différer. En santé publique on se concentre davantage sur des problématiques touchant un grand nombre de personnes, donc d'ordre de santé publique. Le plaidoyer en faveur de la santé publique est vu comme étant un processus visant à obtenir un engagement politique en faveur d'un programme, d'une cause particulière, etc. (Johnson, 2009). Il vise aussi à réduire la morbidité (maladies chroniques, etc., les incapacités (handicap, etc.), la mortalité d'un groupe de personnes spécifiques et cela sans se limiter aux contextes cliniques (Christoffel, 2000).

Un tel plaidoyer implique l'utilisation d'informations et de ressources permettant de réduire l'apparition ou la gravité des problèmes de santé publique. Le plaidoyer n'est pas seulement réservé aux affaires nationales ou internationales, c'est un moyen d'aider à effectuer des changements dans les habitudes de manière générale et plus spécifiquement dans les politiques. Il existe des politiques à tous les niveaux: institutionnel, local, national, international et on les retrouve dans les institutions telles que les écoles, les supermarchés, les lieux de culte (Église, Mosquée, Synagogue, Temple), les lieux de travail, les aéroports, les universités, les entreprises, etc. Ainsi, quel que soit le niveau, chaque institution possède ses propres politiques et chacune de ces politiques peut avoir des conséquences pour la santé, le

bien-être, etc. (Christoffel, 2000). L'objectif dudit 'avocat' ou 'défenseur' ou 'acteur', c'est-à-dire de la personne qui mène un plaidoyer, est d'accroître la capacité de la communauté à participer pleinement à la détermination de ses propres problèmes, à élaborer et à mettre en œuvre des stratégies qui répondent le mieux à ces problèmes; on parle alors de participation citoyenne (Christoffel, 2000).

Lorsqu'on parle de santé publique, il est souvent question d'équité en santé. On observe qu'il existe des inégalités entre les groupes de personnes et les minorités visibles, que ce soit au niveau social ou sanitaire, et ces groupes sont souvent malheureusement les premiers à souffrir de ces inégalités (Christoffel, 2000). Bien que la maladie touche tout le monde, certains groupes sont plus à risque et certains n'ont pas les mêmes moyens pour accéder aux soins et /ou services de santé (Christoffel, 2000). Ces inégalités sont en lien direct avec les déterminants de la santé qui eux rentrent en lien direct avec les conditions de vie, les distributions inégales du pouvoir, de l'argent, des ressources, etc. au sein des pays, mais aussi entre les pays (pays développés et sous-développés) (Christoffel, 2000).

Le plaidoyer pour l'équité en santé est défini par les auteurs comme étant :

« une façon délibérée d'influencer les décideurs et les autres parties prenantes afin de soutenir ou mettre en œuvre des politiques contribuant à améliorer l'équité en matière de santé en utilisant des données probantes permettant d'avoir un point de départ et permettant aussi d'appuyer nos dires en nous basant sur des preuves scientifiques (preuves qui permettent de dire qu'il existe bien des inégalités, des différences de santé) » (Farrer, Marinetti, Cavaco, & Costongs, 2015).

Ainsi l'équité en santé, bien qu'utopique (puisque les inégalités seront toujours omniprésentes et qu'on n'arrivera probablement jamais à les éliminer), demeure « l'objectif » de la santé publique: faire en sorte de tendre le plus possible vers l'équité en santé même si ce n'est qu'à un niveau minimal. C'est dans cette optique que l'utilisation du plaidoyer rentre en jeu.

1.2.2 Les composantes d'un plaidoyer efficace en faveur de la santé publique

Le plaidoyer doit toujours se baser sur des bases/ des données solides et crédibles (Farrer et al., 2015). Deux raisons peuvent justifier cela :

- Premièrement, les données permettent de fournir des informations sur l'ampleur du problème et de justifier les préoccupations et les actions prises (Farrer et al., 2015). Ainsi on ne peut vouloir agir sur la pauvreté sans en connaître le sujet/le problème (Farrer et al., 2015). Il est donc du devoir de l'acteur de s'informer, d'étudier le problème, de savoir ce qui a déjà été fait et de déterminer ce qui peut être fait (Farrer et al., 2015).
- Deuxièmement, elles permettent de mettre l'accent sur certains points (Farrer et al., 2015). En montrant par exemple que certains groupes sont affectés de manière disproportionnée par le problème, les données permettent d'établir que ledit problème est inévitablement lié à des variables sociales et environnementales spécifiques (Farrer et al., 2015).

Les auteurs rajoutent qu'il est aussi important de s'appuyer sur les connaissances et preuves que l'on a du sujet que l'on défend, car elles peuvent aider à persuader les décideurs politiques d'investir dans des services efficaces (Farrer et al., 2015). D'ailleurs, beaucoup d'auteurs suggèrent que les résultats différentiels des politiques devraient être au cœur des efforts de plaidoyers et que les données utilisées pour mener un plaidoyer devraient être précises, récentes, mais aussi marquantes, pour pouvoir toucher les décideurs sur la cause que l'on défend (Farrer et al., 2015). Un autre point important lorsque l'on fait du plaidoyer est le fait d'avoir un objectif général et des objectifs spécifiques clairs, ce qui permet de s'orienter, d'avoir un thème final et cohésif. Cela permet d'établir une norme permettant d'aider les groupes à évaluer les progrès et à recueillir les informations nécessaires au maintien et au fonctionnement des personnes concernées (Wallack, Dorfman, Jemigan, & Themba, 1993).

Aussi, le plaidoyer en matière de santé publique devrait comprendre sept points. Tout d'abord l'identification des problèmes, suivi de la recherche et la collecte de données et de l'éducation professionnelle et clinique, ainsi que l'éducation des personnes impliquées dans la création de politiques publiques. Ensuite le développement et la promotion de la réglementation et de la législation, ainsi que l'approbation de la réglementation et de la législation via les élections et l'action gouvernementale, suivie de l'application de politiques efficaces et pour finir le processus décisionnel et l'évaluation des résultats (Christoffel, 2000).

1.2.3 Les compétences nécessaires à l'exercice d'un plaidoyer

Pour avoir un plaidoyer efficace, il est recommandé que les acteurs soient sensibilisés et encouragés à suivre des formations leur permettant de mieux connaître les problématiques (par exemple les déterminants sociaux et de santé) dans le but de mieux agir dans les communautés défavorisées (Farrer et al., 2015). Cela permettrait ainsi de savoir comment exercer un plaidoyer et comment transférer les connaissances acquises vers le processus d'élaboration de politiques.

L'efficacité du plaidoyer repose également sur le travail d'équipe des organisations, sur le partage des idées, d'informations et de ressources et sur la mobilisation sociale (Farrer et al., 2015). Il est possible d'identifier 3 compétences de base nécessaires pour un plaidoyer efficace. La capacité de travailler en collaboration avec de multiples parties prenantes, la capacité à utiliser les médias de façon stratégique et la capacité à effectuer une analyse stratégique (Gomm, Lincoln, Pikora, & Giles-Corti, 2006). Cette dernière compétence renvoie à 3 questions centrales pour le plaidoyer, à savoir : quel est le problème auquel on s'intéresse? Quelle est la solution souhaitée? Et qui est la cible visée pour ce changement? (L. Wallack & Dorfman, 1996). La capacité à définir la problématique à laquelle on fait face est essentielle au plaidoyer en santé publique. Chapman (2001) rajoute également « la devise du plaidoyer est la métaphore, l'analogie, le symbole et les efforts pour présenter les données de manière résonnante et mémorable pour un public cible souvent inexpérimenté » (Simon Chapman, 2001, p. 1229); il est donc impératif de présenter les données et la ou les problématiques(s) de façon ludique, simple, compréhensive, en prenant en compte le niveau de littératie des personnes inexpérimentées en santé publique et en se montrant convaincant afin d'avoir un plaidoyer réussi.

Pour finir, l'un des points importants en matière de plaidoyer est d'avoir des messages simples et brefs (Farrer et al., 2015). Il faut aussi éviter l'utilisation du jargon, préconiser de préférence un langage précis, puissant et des verbes actifs; et utiliser les faits et les chiffres de façons créatives (Farrer et al., 2015). Il serait d'ailleurs judicieux d'utiliser des faits scientifiques en les liants aux intérêts de la population afin de rallier la population à leur cause, faisant d'eux des citoyens proactifs (Farrer et al., 2015). Par exemple l'utilisation de métaphores pourrait être un bon moyen pour faire comprendre des faits scientifiques à des

personnes n'ayant aucune base scientifique. De nombreuses sources également appuient le fait que la présentation de messages en vue d'un plaidoyer devrait s'accompagner d'images et/ ou d'histoires qui permettent plus facilement de persuader les décideurs d'agir (Farrer et al., 2015). L'utilisation de résultats de plaidoyer réussi a une bonne incidence, puisqu'elles permettent de persuader que les problèmes sociaux et sanitaires peuvent changer (Farrer et al., 2015). Aussi, l'ensemble de la littérature étudiée s'accorde pour dire que pour avoir un plaidoyer efficace il faut savoir prendre avantage 'des fenêtres d'opportunités', sachant qu'il est difficile de garder le sujet des inégalités dans l'agenda des décideurs (Farrer et al., 2015). Les hautes commissions, les personnalités prestigieuses peuvent ouvrir des 'fenêtres d'opportunités' tout comme lors d'élections législatives, ou de débats gouvernementaux (Farrer et al., 2015). Les défenseurs/ acteurs devraient donc prendre avantage de ces moments, les identifier et en profiter pour mener leur plaidoyer en vue de la lutte contre les inégalités.

Hormis les compétences nécessaires à l'exercice d'un plaidoyer, il est nécessaire de se demander, qui peut faire du plaidoyer? Pour certains auteurs, tout le monde peut faire du plaidoyer, il est même suggéré la participation de la communauté et des personnes défavorisées et concernées. Cela permet un certain pouvoir, puisqu'un certain témoignage personnel peut se révéler très convaincant (Farrer et al., 2015). Bien que les données probantes soient la base de l'effort d'un plaidoyer, il n'y a rien de plus convaincant pour appuyer ses dires que le témoignage des personnes directement affectées. Aussi, il va de soi qu'il est important de former tout un chacun à savoir exercé du plaidoyer afin de pouvoir amener et arriver à des solutions efficaces et donc d'avoir un plaidoyer efficace.

Pour conclure cette partie, la figure 2, ci-dessous, nous présente un résumé des points importants à ne pas omettre lorsqu'on fait du plaidoyer en santé publique (L. Dorfman et al., 2009).

Les éléments essentiels d'un plaidoyer en santé publique.	- des objectifs spécifiques et clairs.
	- données probantes et preuves scientifiques.
	- rapport d'équité en santé et justice sociale.
	- support des coalitions, des organisations.
	- usage des médias afin de se créer une place dans l'agenda des décideurs et dresser un état du problème.
	- usage des politiques, des lois des mesures existantes et mise en place de politiques et ou mesures pour adhérer au changement

Figure 2. Les éléments clés d'un plaidoyer en santé publique, adapté de Dorfman et al., s. d.

Notons que certaines choses sont à éviter lorsque l'on fait un plaidoyer. En effet, il faut éviter d'utiliser des stéréotypes 'négatifs' lors de présentation d'une recherche, car cela pourrait avoir pour effet de blâmer les gens pour leurs problèmes de santé et avoir comme résultat un manque d'action de leur part (Farrer et al., 2015). Les auteurs appuient aussi l'importance de l'implication des communautés et des personnes touchées par les inégalités dans les efforts de plaidoyer, car cela pourrait donner aux personnes un certain contrôle 'empowerment' et donc un certain pouvoir de persuasion (Farrer et al., 2015). Il est aussi important dans les messages que l'on véhicule d'éviter l'utilisation de 'jargons', car cela peut avoir pour effet de semer la confusion et de projeter une attitude élitiste (Brownson, Jones, & Parvanta, 2011). Prendre en compte le niveau de littératie de chacun, éviter les termes techniques, permet d'éviter la perte de notre audience et d'un allié potentiel à notre cause (Brownson, Jones, & Parvanta, 2011). Les auteurs rajoutent qu'il est important de chercher à s'exprimer et non à impressionner son public, cela passe donc par un langage simple et clair (Brownson, Jones, & Parvanta, 2011).

1.2.4 Les stratégies de plaidoyer en santé publique

Il existe plusieurs façons de classer les diverses stratégies de plaidoyer. L'intensité des activités de plaidoyer peut être de 3 natures : faible, moyenne et élevée. On entend par faible, les interventions « souterraines », comme des négociations silencieuses, des réunions avec des personnes influentes, des gestionnaires, etc. Les stratégies moyennes consistent en des rencontres publiques, rencontres avec des élus et des formations d'alliance stratégique avec d'autres groupes ou coalitions, etc. Enfin, les stratégies élevées représentent la publication de lettre ouverte, de mémoire, la prise de position, ou encore la participation à des manifestations et/ou des rassemblements publics (Gomm, Lincoln, Pikora, & Giles-Corti, 2006). Les stratégies de plaidoyer ne sont pas toujours faciles à définir, cependant les acteurs se doivent d'être imaginatifs, réactifs, opportunistes, flexibles et leurs tactiques devraient toujours reprendre ses critères s'ils souhaitent une campagne de plaidoyer réussie (OMS, 2019).

Les stratégies de plaidoyer s'appuient sur divers procédés, par exemple l'utilisation stratégique des médias, la création et/ou le maintien de coalitions efficaces, la participation

citoyenne (Johnson, 2009). En effet comme le soutient Woodruff, il est primordial d'impliquer la communauté dans toutes activités de plaidoyer, car cela permet de renforcer les capacités collectives en vue de provoquer un changement social (Woodruff, 1995). D'autres auteurs nous parlent de « mobilisation sociale » permettant de combiner les forces (citoyens et acteurs). La mobilisation sociale implique de donner une voix aux personnes défavorisées, qui sont les mieux placées pour identifier les problématiques qu'elles vivent au quotidien. Cette mobilisation sociale peut impliquer de créer des pétitions, d'organiser des campagnes ou toutes autres activités permettant d'arriver à l'objectif souhaité (Farrer et al., 2015). Ainsi avoir des citoyens proactifs permet de faire pression sur les décideurs et d'influencer les processus électoraux, ceci dans le but de mettre en œuvre des politiques favorables pour lutter contre les inégalités.

Il existe plusieurs autres stratégies, dont l'utilisation de « fact sheets », c'est-à-dire le fait de mémoriser les faits, les arguments sur le sujet que l'on souhaite défendre, d'utiliser des données probantes, ce qui permet d'avoir plus de crédibilité devant ses locuteurs. Les auteurs rajoutent d'ailleurs que c'est un élément essentiel d'une campagne de plaidoyer réussie (Gomm et al., 2006). On parle aussi comme autres stratégies des « réunions publiques ». Ces réunions sont importantes, car elles permettent de réunir les différents acteurs, les gens d'une même communauté sur des problématiques communes et permettent de donner à tout le monde une voix, de trouver des solutions communes et ainsi faire pression sur les décideurs afin d'arriver au changement social souhaité (Gomm et al., 2006). La dernière des stratégies soulevées par Gomm et Al., est celle de la rédaction de lettres. Rédiger une lettre de façon protocolaire et en utilisant des données probantes permettrait d'ouvrir le débat auprès des journalistes, des politiciens, ou tout autre décideurs (Gomm et al., 2006). Une autre stratégie clé nommée par Brownson et Al. (2011), est celle de l'optimisation des moteurs de recherche tels que la création de site web, de blog, de page YouTube, de réseaux sociaux ou de toute autre source en ligne qui apparaîtra lorsqu'un utilisateur saisira les termes de recherche en lien avec l'organisation (par exemple en utilisant le mot clé CMTQ) (Brownson et al., 2011). Notons que ce sont des outils très efficaces, et de plus gratuits (Scott & Maryman, 2016). Aussi avec la venue d'internet, les médias sociaux permettent d'élargir les moyens de communication (Scott & Maryman, 2016). De plus avoir des plateformes en ligne permet une certaine visibilité sur le net (Brownson et al., 2011).

D'autres auteurs classent les stratégies en différents groupes en fonction d'un positionnement par rapport à un problème. Premièrement, les communications stratégiques et définitions du problème (S. Chapman & Wakefield, 2001; Cohen & Marshall, 2017; Lori Dorfman & Krasnow, 2014; Freeman, Chapman, & Storey, 2008; Tsoukalas & Glantz, 2003); regroupent l'utilisation des médias de masse et multimédias pour sensibiliser le public, pouvoir cadrer le problème et générer un débat (Cohen & Marshall, 2017). Ensuite il existe la capacité à contester un problème (sur la façon dont il est construit ou défini) présenté par un groupe adverse; suivi de l'usage de pétitions, stratégie soulevée dans d'autres articles (S Chapman, 2004; Cohen & Marshall, 2017; Gomm et al., 2006). En effet cette dernière stratégie permet d'avoir un soutien plus large de la communauté et lui donne l'occasion de partager leurs préoccupations et de participer à l'élaboration d'un plaidoyer en faveur d'un changement social (S Chapman, 2004; Cohen & Marshall, 2017; Gomm et al., 2006). Pour finir, on retrouve aussi dans cette catégorie, les réunions publiques, les présentations, les séminaires, les conférences et journées de célébration qui ont pour but de sensibiliser le public (Cohen & Marshall, 2017). La seconde catégorie énumérée est la collecte ou la diffusion d'informations, regroupant l'analyse des politiques et l'utilisation de la recherche et des données utilisées pour construire un dossier dans le but d'attirer l'attention sur le problème ; on parle de plaidoyer fondé sur des preuves (Cohen & Marshall, 2017; Gomm et al., 2006; Lobstein et al., 2013; Pelletier et al., 2013; Rock, McIntyre, Persaud, & Thomas, 2011; Romero, Kwan, & Chavkin, 2013). La troisième catégorie soulevée comme stratégie de plaidoyer est le travail en collaboration, le développement d'alliance ou de partenariats dans lequel on retrouve la création d'un réseau personnel ou professionnel et la mobilisation et le renforcement des capacités communautaires ou professionnelles au travers de coalitions par exemple (Buchar, 2011; Cohen & Marshall, 2017; Freudenberg & Tsui, 2014; Hann, Kean, Matulionis, Russell, & Sterling, 2004; Huang et al., 2015; Kapilashrami et al., 2016; Knight, 2014; Masuda, Poland, & Baxter, 2010; McAndrews & Marcus, 2014; Raine et al., 2014; Shilton, 2006). Enfin la dernière stratégie présentée est l'utilisation du système juridique et réglementaire comprenant, le lobbying, les contestations, les manifestations, les lettres écrites aux législateurs ou aux employés du gouvernement ou à des acteurs d'une entreprise participant à la politique (Christoffel, 2000; Cohen & Marshall, 2017; Freudenberg & Tsui,

2014; Kreger, Sargent, Arons, Standish, & Brindis, 2011; Moseley, Melton, & Francisco, 2008; Wakefield, Clegg Smith, & Chapman, 2005).

Pour revenir à l'utilisation stratégique des médias, celle-ci joue un rôle primordial dans la diffusion des idées dans la sphère publique et leur influence permettrait d'augmenter la visibilité des efforts de plaidoyer et ainsi encourager d'avantager les décideurs à prendre des mesures (Farrer et al., 2015). La littérature mentionne aussi « le lobbying » qui est une stratégie efficace dans la réalisation d'un plaidoyer, car elle implique aussi bien la mobilisation sociale et l'implication des médias (Farrer et al., 2015). Faire du « lobbying » implique de connaître des personnalités clés, d'anticiper les changements électoraux, et de travailler avec des législateurs prêts à faire passer les lois (Farrer et al., 2015). Si l'on souhaite avoir un plaidoyer efficace, il est important de savoir « tirer parti des fenêtres d'opportunités », par exemple lors d'élections ou lorsqu'un sujet est mentionné dans les médias, ou encore lors de débats gouvernementaux (Farrer et al., 2015). Pour conclure, comme le soulève les auteurs pour faire du plaidoyer il est important de combiner les stratégies, et d'utiliser les approches dites traditionnelles 'offline' (les mémoires, les prises de position écrites, etc.) avec les approches 'online' (c.-à-d. Twitter, Facebook, etc.); car cela permet d'améliorer l'efficacité du plaidoyer (Scott & Maryman, 2016).

1.3 Le plaidoyer médiatique ou « *media advocacy* »

1.3.1 Définition du plaidoyer médiatique

Les médias sont utilisés pour transmettre ou propager des informations d'une source (qu'elle soit une personne, une organisation, une institution, une agence gouvernementale, des acteurs, etc.) au grand public (L. Dorfman et al., 2009). On entend par média, l'usage des journaux, de la radio, de la télévision, des sites internet, des blogs, ou tout autre type de médias d'informations en ligne. Le plaidoyer médiatique est l'usage des médias permettant le partage d'informations liées aux politiques, aux affaires publiques, dans le but d'influencer des actions, un ou des changements de politiques publiques, ou encore de modifier l'opinion publique sur un problème précis. Cela implique donc que les acteurs aient une bonne

connaissance des outils, des politiques, ou encore du sujet permettant d'influencer et/ou de convaincre le public, les décideurs, les politiciens, etc.

L'usage du plaidoyer médiatique débute dans les années 80 et est le fruit de la collaboration de groupes en santé publique, et d'autres organismes ou personnes ayant le même intérêt : la lutte contre l'alcool et le tabagisme (Lawrence Wallack, 2002). Le plaidoyer médiatique est défini comme l'utilisation de toute forme de média permettant de promouvoir les objectifs ou les buts d'une organisation ou d'une entreprise, ou encore d'un groupe de personnes (Farrer et al., 2015; Holder & Treno, 1997). L'usage des médias est intéressant, car il permet de faire passer un message de politique publique ou sociale à une audience la plus large possible en un minimum de temps (Farrer et al., 2015). Les médias sont importants pour permettre la diffusion d'idées dans la sphère publique et la sensibilisation des médias peut accroître la visibilité des efforts de plaidoyer et à leur tour augmenter la pression auprès des décideurs pour qu'ils prennent des mesures (Farrer et al., 2015). Le plaidoyer médiatique fait partie d'une stratégie visant à exercer une pression sur ceux dont les décisions influent sur cet environnement (Farrer et al., 2015). Cette stratégie utilise les médias de manière appropriée, agressive et/ou efficace pour soutenir le développement de politiques publiques saines (Farrer et al., 2015). Le plaidoyer médiatique est un plaidoyer permettant d'utiliser les médias pour donner plus de poids aux dires des acteurs en utilisant toutes leurs facultés afin de faire la différence et ainsi tendre au changement souhaité (Wallack et al., 1993). Le plaidoyer médiatique est l'utilisation stratégique des médias visant à influencer les politiques (Simpson, 2002).

L'utilisation des médias est donc une façon efficace d'attirer l'attention du public et des décideurs sur des questions spécifiques et à l'ordre du jour. De nos jours les médias occupent une très grande place dans la société et c'est d'ailleurs l'un des endroits où se déroule le plus grand nombre de discussions concernant les problèmes et phénomènes de notre société. On y discute aussi bien de politique, de controverse, d'événements récréatifs, de problématiques sociétales, etc. Les médias sont un forum très important d'un point de vue démocratique, il permet de fournir un cadre afin de faire passer des messages permettant de mettre le 'focus' sur les décisions des décideurs à propos des politiques au lieu de se concentrer sur le comportement en matière de santé de la population (Wallack & Dorfman,

1996). Le plaidoyer médiatique va donc se concentrer sur les politiques publiques (pour agir sur l'environnement) plutôt que sur le comportement personnel (les habitudes de vie).

1.3.2 Fonctions du plaidoyer médiatique

Selon Wallack (1994), le plaidoyer médiatique aurait 3 fonctions principales. La première concerne l'utilisation des médias permettant d'attirer l'attention du public sur une problématique en la mettant sous les projecteurs. C'est ce que Wallack nomme le processus d'établissement de l'ordre du jour. La deuxième fonction du plaidoyer médiatique consiste à attirer l'attention sur un problème, en s'intéressant aux causes en amont. C'est ce qu'il nomme le processus de cadrage. Troisièmement, le plaidoyer médiatique a pour fonction de tenter de faire progresser les initiatives sociales ou publiques comme étant la première approche du problème. Notons que les changements dans l'environnement social découlant de l'élaboration de politiques publiques favorables à la santé sont vus comme étant des moyens permettant de faire avancer la santé publique (Lawrence Wallack, 1994a).

La première fonction implique l'accès aux médias, point important pour pouvoir avoir un plaidoyer médiatique. Ceci s'explique par le fait que l'agenda public est lié au niveau de couverture médiatique directement liée à la visibilité de la problématique que l'on souhaite défendre. Les médias occupent une grande place dans la vie du public, ils informent sur les sujets auxquels les gens doivent penser; et donc plus un sujet sera couvert dans les médias plus les gens vont s'y intéresser (Lawrence Wallack, 1994a). L'accès aux médias est aussi très important, car il permet d'accéder à des leaders tels que des politiciens, des leaders communautaires, des dirigeants, les personnels de la ville, etc. Tous ces acteurs constituent des cibles médiatiques qui peuvent être très utiles dans des efforts de plaidoyer (Lawrence Wallack, 1994a). La deuxième fonction implique que les acteurs cherchent à influencer les médias dans la définition du problème (Lawrence Wallack, 1994a). La façon dont les gens vont considérer les problématiques vont déterminer la façon dont les gens vont agir sur ces dernières, ainsi si nous modifions la définition du problème cela aura un impact sur la réponse à ce problème (Lawrence Wallack, 1994a).

1.3.3 Éléments clés du plaidoyer médiatique

L'un des buts du plaidoyer médiatique est d'aider les individus à revendiquer le pouvoir en leur fournissant les connaissances et les compétences nécessaires leur permettant de mieux participer aux efforts visant à changer les facteurs sociaux et politiques qui contribuent à l'amélioration de leur santé et de leur qualité de vie (L. Dorfman et al., 2009). Alors que les programmes ont tendance à donner aux citoyens les compétences nécessaires pour surmonter les obstacles structurels pour mener une vie saine et réussie, le plaidoyer médiatique vise à donner aux individus une gamme plus large et plus accessible de choix sains en les rendant proactifs (L. Dorfman et al., 2009). Il ne faut pas simplement donner des solutions, mais aider les gens à faire partie de la solution en leur donnant les outils nécessaires leur permettant de trouver des solutions adaptées à leurs problématiques. Il ne suffit pas de dire aux citoyens qu'il faut manger six (6) fruits et légumes par jour, il faut se pencher sur la réalité de la communauté, du quartier en favorisant la participation citoyenne afin de trouver des solutions ensemble, à savoir, l'accès dans leur quartier à des commerces de fruits et légumes et leur abordabilité.

La cible du plaidoyer médiatique est le fossé des pouvoirs, aussi l'une de ces principales stratégies consiste à travailler avec les individus et/ou les groupes pour revendiquer le pouvoir des médias de changer le contexte ou l'environnement dans lequel le problème survient. Le plaidoyer médiatique tente donc de motiver un large engagement social et politique plutôt que de modifier les comportements personnels en matière de santé (Lawrence Wallack, 1994a). Le plaidoyer médiatique représente une force importante permettant d'influencer le débat public, de faire pression sur les décideurs, ou sur les personnes ayant une influence sur les décisions (Lawrence Wallack, 1994a). Les médias peuvent être utilisés par tout groupe de défense (dont les citoyens) pour promouvoir des changements dans l'enracinement social (Wallack, 1994). Les individus sont amenés à utiliser leurs 'voix', leurs vécus pour exercer un pouvoir sur les décideurs afin de promouvoir un changement social/environnemental plutôt que de continuer à véhiculer des campagnes traditionnelles sur la santé/les habitudes de vie (Wallack, 1994). L'utilisation des médias est donc une sorte d'outil hybride combinant des approches de plaidoyer avec l'utilisation stratégique et innovante des médias, permettant d'exercer une pression sur les décideurs afin de soutenir les

changements au niveau des politiques publiques (Wallack, 1994). Notons que les médias locaux sont plus soucieux de leur communauté (L. Dorfman et al., 2009). Si la communauté est impliquée et proteste pour un certain changement, plus le plaidoyer médiatique aura de chance d’être couvert par les médias locaux qui définiront le problème comme étant digne d’intérêt (L. Dorfman et al., 2009).

Définition du plaidoyer médiatique.	<u>Objectif:</u> faire pression sur les décideurs et recadrer le débat public.
	<u>Focus:</u> fixer notre plaidoyer dans l'agenda des décideurs et faire un portrait de l'état du problème/de la situation afin d'inclure des recommandations, des politiques liés au problème que l'on défend.
	<u>Cible:</u> les autres défenseurs/acteurs, les citoyens/les membres de la communauté, les décideurs (politiques).
	<u>Tactiques:</u> couverture des nouvelles, accès à la page de l'éditeur, publicités, fenêtres d'opportunité (médiatiques) etc.

Figure 3. Les étapes importantes d’un plaidoyer médiatique, adapté de Dorfman et al., s. d.

Le tableau ci-dessus est la présentation des points importants concernant le plaidoyer médiatique. Il est essentiel de rappeler que l'objectif premier du plaidoyer médiatique est de faire pression sur les décideurs pour créer des environnements plus sains (L. Dorfman et al., 2009). Il faut donc définir l’agenda et façonner le plan en incluant les solutions apportées aux problèmes de santé (L. Dorfman et al., 2009). Les solutions proposées comprennent des modifications aux politiques existantes ou des nouvelles politiques permettant de contrer le problème de santé (L. Dorfman et al., 2009). Ce plaidoyer s’adresse autant au public concerné qu’aux autres acteurs, décideurs et aux simples citoyens (L. Dorfman et al., 2009).

1.3.4 Plaidoyer médiatique vs marketing social

1.3.4.1 Le marketing social

Le marketing social fait son entrée en santé publique dans les pays en développement dans les années 60 avec l’objectif de réduire la mortalité infantile et de planifier les naissances

(Gagné, Lachance, Thomas, Brunson, & Clément, 2014; Walsh, Rudd, Moeykens, & Moloney, 1993). L'intérêt pour ce concept se multiplie (Gagné et al., 2014; Lefebvre, 2011) et son application dans les pays industrialisés est utilisée pour des problématiques de santé telles que la sédentarité, le tabagisme, l'alimentation, etc. (French, 2010; Gagné et al., 2014; Stead, Gordon, Angus, & McDermott, 2007). En 1989, le marketing social (MS) était défini comme étant une approche permettant de promouvoir le comportement volontaire des publics cibles en leur fournissant les solutions aux problèmes rencontrés, en réduisant les obstacles croisés en utilisant la persuasion afin de motiver leur participation au programme mis en place (Gagné et al., 2014; Kotler & Roberto, 1989). En 2002, le MS est défini comme étant une stratégie d'intervention populationnelle dont le but est la modification des comportements liés à la santé et au bien-être (Gagné et al., 2014; Kotler, Roberto, & Lee, 2002).

Le marketing social est une stratégie utilisant les principes et les techniques du marketing, à savoir la conception de produit, la tarification appropriée, les ventes et la distribution, et la communication; pour créer, communiquer et apporter des valeurs permettant d'influencer les comportements des citoyens et des communautés, ou encore du public cible, dans le but que ces comportements nouveaux leur soient bénéfiques (Cheng, Kotler, & Lee, 2011; Firestone, Rowe, Modi, & Sievers, 2017). Le MS repose donc sur les principes du marketing commercial en particulier sur les stratégies du marketing connues comme les 4 P, à savoir le Produit, le Prix, la Place et la Promotion, permettant d'obtenir un changement de comportement (Cheng et al., 2011). Le MS est similaire au marketing commercial, les vendeurs eux vendent des biens et des services tandis que les acteurs pratiquant le MS eux vendent des comportements (Cheng et al., 2011; Kotler & Lee, 2008). Les spécialistes du MS cherchent en général à influencer leur public cible vers 4 changements de comportement. En premier, accepter le nouveau comportement (par exemple faire du recyclage et du compostage à son domicile). En deuxième, rejeter le comportement dit indésirable (par exemple commencer à fumer du cannabis, qui maintenant est légal au Canada). En troisième, modifier un comportement actuel (sédentarité : augmenter ou débiter une activité physique, par exemple 30 minutes de marche par jour comme il est recommandé). Enfin quatrièmement, abandonner un ancien comportement dit indésirable (par exemple fumer la cigarette : cessation tabagique) (Cheng et al., 2011; Kotler & Lee, 2008).

Pour finir, tout comme le plaidoyer, le marketing social utilise divers moyens lui permettant de réussir une campagne, à savoir la publicité, les événements spéciaux (par exemple les campagnes publiques, les élections, etc.), les rencontres souterraines, le bouche-à-oreille, mais aussi les médias pour atteindre son public cible et arriver au comportement souhaité. Certains chercheurs remarquent que le MS dans plusieurs cas semble plus efficace dans les interventions dites préventives plutôt que dans des situations où le comportement dit mauvais est déjà installé (Cheng, Kotler, & Lee, 2011; Firestone, Rowe, Modi, & Sievers, 2017).

1.3.4.2 Différence entre marketing social et plaidoyer médiatique

Bien que le plaidoyer et le marketing social utilisent les mêmes moyens, tels que les médias pour arriver à l'objectif souhaité; le marketing se concentre plus sur les comportements tandis que le plaidoyer cherche à agir sur l'environnement dans sa globalité afin d'améliorer l'état de santé des individus. Comme l'explique Wallack (1993), le marketing social suppose que le pouvoir sur l'état de santé découle d'un plus grand contrôle sur les comportements individuels reliés à la santé (Wallack et al., 1993). Le MS fournit aux individus des outils leur permettant d'adopter des comportements sains et de pouvoir participer à l'amélioration de leur santé et bien-être (Wallack et al., 1993). Une des plus grandes critiques du MS selon Wallack est que le MS a tendance à blâmer les individus en mettant l'accent sur le comportement individuel plutôt que sur les causes environnementales et sociales sous-jacentes de la problématique à l'étude (Wallack et al., 1993). En effet, selon Wallack et al., il est important de travailler en amont du problème, en luttant contre les impacts environnementaux et sociaux et les facteurs structurels qui créent les problèmes de santé et non en aval lorsque la problématique est déjà installée et bien ancrée (Grier & Bryant, 2005; Lawrence Wallack, 2002). Le plaidoyer médiatique quant à lui suppose que l'amélioration de l'état de santé des individus dépend de l'environnement dans lequel il vit, à savoir l'environnement politique, social. Il est donc important d'avoir un contrôle accru sur cet environnement, puisque les décisions qui y sont prises ont un impact direct sur la santé des citoyens (Grier & Bryant, 2005; Wallack, 2002). Notons que les deux approches ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation des problèmes de santé auprès des médias de masse (Wallack et al., 1993). Bien

que différentes les deux approches sont complémentaires et peuvent être utilisés pour améliorer la santé des individus.

1.3.4.3 Le marketing préventif communautaire (MPC) pour l'adoption de politique

Le marketing préventif communautaire tire son origine du marketing social, en appliquant les concepts et techniques du MS visant à mettre en œuvre des interventions destinées à promouvoir des comportements sains (Bryant et al., 2014). En 2009, les chercheurs du MS en collaboration avec une Coalition et d'autres partenaires communautaires ont retravaillé le cadre du marketing préventif communautaire et créé ce qu'on appelle le marketing préventif communautaire pour l'adoption de politiques (Bryant et al., 2014). Ce nouveau cadre de planification systématique a pour but d'aider les acteurs (Coalition et partenaires) à identifier et promouvoir des politiques organisationnelles, locales ou étatiques. Sa conception vise à offrir aux Coalitions, un cadre de planification, axé sur les programmes et les principes du MS (Bryant et al., 2014). Le MS fournit ainsi aux acteurs une approche par étapes permettant d'évaluer les politiques probantes, d'identifier les politiques assurant un meilleur rendement sur l'investissement, de segmenter les auditoires à rejoindre pour l'obtention d'appuis, d'élaborer des études formatives dans le but de cerner les auditoires prioritaires et à utiliser les résultats obtenus pour l'élaboration d'un plan marketing stratégique en faveur des changements de politiques (Bryant et al., 2014). Le MPC pour l'adoption de politiques, contrairement au MS de base, vise à travailler en amont des problèmes en combinant les techniques de MS et de plaidoyer en santé publique pour promouvoir un changement de politiques organisationnelles, locales et étatiques (Bryant et al., 2014).

Pour conclure, le MPC pour l'adoption de politiques constitue un nouveau cadre intéressant pour les acteurs (Coalitions et partenaires), puisqu'il leur permet de travailler en amont des problèmes en combinant le MPC pour l'adoption de politiques et le plaidoyer dans le but d'améliorer la santé et le bien-être des individus concernés. Le but ici n'étant donc pas de promouvoir des comportements, mais d'abord d'agir sur l'environnement. Le plaidoyer permettra donc de pouvoir atteindre notre auditoire en défendant notre cause et le MPC pour l'adoption de politiques permettra de mettre en place ou de modifier des politiques en cours.

1.4 Évaluation du plaidoyer

1.4.1 Les niveaux d'appréciation des processus et des effets du plaidoyer

Il existe différentes raisons permettant de justifier la mise en œuvre de l'évaluation du travail de plaidoyer. En effet l'évaluation peut permettre par exemple aux organisations non lucratives de justifier leurs investissements et les moyens utilisés, justifier le temps alloué à cette cause, de voir si l'objectif souhaité a été atteint, de jeter un œil sur les problèmes rencontrés, de connaître les stratégies qui ont été les plus efficaces, etc. De plus, les acteurs ont constaté que les efforts d'évaluation permettent de produire des informations utiles et instructives puisqu'elles permettent de déterminer l'efficacité du plaidoyer, mais aussi la manière dont le plaidoyer pourrait être amélioré (Reisman et al., 2007). Les auteurs identifient 3 étapes à suivre dans le processus d'évaluation : commencer par une théorie du changement, puis identifier les catégories de résultat et sélectionner une approche pratique et stratégique de la mesure (Reisman et al., 2007).

On entend par théorie du changement, un plan, une feuille de route représentant l'ensemble des stratégies, des résultats et des objectifs ainsi que leurs interconnexions logiques. Elle est généralement représentée par un diagramme visuel, accompagné de récits détaillant les hypothèses clés en lien ainsi que d'autres contextes pertinents permettant de mieux comprendre la théorie du changement (Reisman et al., 2007). Cette étape est fondamentale et demande la participation de toutes les parties concernées si on veut concevoir une évaluation appropriée du travail de plaidoyer (Reisman et al., 2007). Deux résultats importants découlent de cette étape : la spécificité des stratégies et des résultats et l'accord commun sur l'impact. Le but de cette première étape est de fournir à tous les partenaires et parties prenantes une idée sur le comment, quoi et pourquoi du travail du plaidoyer. Les stratégies et les résultats auront pour but de clarifier le comment et le quoi, et l'articulation de l'impact ultime permettra de décrire le pourquoi du travail de plaidoyer. Le produit du travail fourni permettra d'apporter des réponses essentielles au développement du travail d'évaluation. En effet elle permettra de répondre à par exemple : quels sont les stratégies et résultats spécifiques qu'il est nécessaire de mesurer? Ou encore à, sous quel format devrions-nous présenter les résultats? (Reisman et al., 2007).

Une fois la théorie du changement définie, la prochaine étape permettant de déterminer la conception de notre évaluation sera d'identifier les résultats importants pour le travail de plaidoyer (Reisman et al., 2007). Cette deuxième étape peut se diviser en 6 catégories étroitement liées aux efforts de plaidoyer. Ces résultats fournissent une orientation concrète et des éléments d'appuis permettant de défendre le succès de la campagne et d'approfondir la compréhension du progrès. La première catégorie désigne le décalage dans les normes sociales correspondant aux connaissances, attitudes, valeurs et comportements composant la structure normative de la culture et de la société. La seconde catégorie nommée la capacité organisationnelle renforcée correspond à l'ensemble de compétences, au recrutement et au leadership, à la structure et aux systèmes organisationnels, mais aussi aux finances et à la planification stratégique parmi les OBNL ou les Coalitions menant des activités de plaidoyer (Reisman et al., 2007). Le développement de ces capacités de base est primordial dans les efforts de plaidoyer. La troisième catégorie intitulée alliances renforcées est décrite comme étant le niveau de coordination, de collaboration et d'alignement des missions entre les différents partenaires communautaires et du système, qu'il s'agisse d'alliances traditionnelles ou non (Reisman et al., 2007). Ce dernier point s'avère très important dans la présentation de messages et d'objectifs communs, et dans le renforcement de politique dans le cas où cette dernière serait menacée. La base de soutien renforcée correspond à la quatrième catégorie (Reisman et al., 2007). Il s'agit des niveaux de base, du leadership, du support institutionnel pour les changements de politiques particulières. Cette catégorie de résultat regroupe l'engagement sociétal, la participation citoyenne, la fusion des groupes d'intérêt, les actions des acteurs, et l'attention positive des médias. L'importance de l'appui du grand public, des leaders d'opinion, des groupes d'intérêt, constitue une condition structurelle majeure dans les efforts de plaidoyer (Reisman et al., 2007). La cinquième catégorie ou politiques améliorées, correspond aux étapes des changements politiques dans le domaine des politiques publiques. On entend par étapes, l'élaboration de politiques, la proposition de politiques, l'adoption de politiques, le financement et la mise en œuvre de ces politiques. C'est dans cette étape que l'on retrouve la mesure du succès du plaidoyer et des politiques (Reisman et al., 2007). La sixième et dernière catégorie correspond aux changements d'impact. Cette étape correspond aux changements souhaités, c'est-à-dire à l'impact du plaidoyer sur la problématique

défendue, par exemple d'un changement au niveau de l'environnement affectant l'individu (Reisman et al., 2007).

Une fois les résultats sélectionnés, la prochaine étape dans l'élaboration d'un modèle d'évaluation réside dans la détermination de la structure et du processus qui seront utilisés pour mesurer les résultats précédemment sélectionnés (Reisman et al., 2007). Cette étape fait référence à la collecte de données et il revient à se demander, quel niveau de rigueur sera employé lors de la collecte? À quelle fréquence faudra-t-il mener la collecte? Quand seront-elles recueillies? De qui seront-elles connectées? Quels types de questions les données adresseront-elles? Toutes ces questions nous fournissent un cadre qui permettra de définir les échantillons dans lesquels les données seront collectées, les outils nécessaires, le temps nécessaire, la fréquence à laquelle la collecte aura lieu, la nature quantitative ou qualitative des données (Reisman et al., 2007). Tous ces choix dépendront alors des moyens que l'on possède, du financement alloué, etc. Pour conclure, notons que l'évaluation d'un plaidoyer peut s'avérer complexe, il est donc important de prendre en compte le processus d'évaluation et de bien structurer l'ensemble des données afin de pouvoir apprécier les résultats obtenus.

1.5 Critique du plaidoyer, est-il toujours positif?

Bien que le plaidoyer ait fait ses preuves, et que bon nombre d'écrits existent pour nous guider dans son application, sa pratique est critiquée. Certains auteurs sont d'accord pour dire que la participation des acteurs de santé publique au plaidoyer en lien avec les politiques sociales et économiques est limitée (Cohen & Marshall, 2017). Aussi comme l'explique Chapman la question, croyez-vous que tout est permis en terme de plaidoyer ramène aux fondements de base du plaidoyer. Dans quelle mesure les stratégies de plaidoyer peuvent-elles générer de la controverse sur les frontières éthiques entre informations et persuasions? Tout dépend ainsi de la façon dont les problématiques sont définies ou formulées (Simon Chapman, 2001). Cependant selon Chapman, les hypothèses épidémiologiques sur la 'réalité' des problèmes peuvent différer de celles qui seront reconnues comme étant légitimes par le public dans le domaine du plaidoyer (Simon Chapman, 2001). Un autre point soulevé également est les préoccupations à propos de l'introduction d'un argument dans le plaidoyer, jugé comme

étant non pertinent ou ‘émotionnel’. La communication dans le plaidoyer implique toujours des choix sur la façon dont on fait passer le message (Simon Chapman, 2001). Chapman rajoute également que ce serait se bercer d’illusion de croire qu’il existe une manière neutre de présenter des informations (Simon Chapman, 2001). Le discours en santé publique dans le milieu universitaire est régi par des lois, des principes, des critères de rigueurs, de critique et d’évaluation, tandis qu’en terme de plaidoyer il s’agit d’utiliser des métaphores, des analogies, des symboles, dans un effort de présentation de données de façon résonnante et mémorable pour notre public cible souvent inexpérimenté (Simon Chapman, 2001). Aussi, bien que le terme ‘opportuniste’ puisse paraître péjoratif, il constitue dans le domaine du plaidoyer une qualité essentielle permettant de répondre aux nombreux rebondissements qui se produisent lors des efforts de plaidoyer (Simon Chapman, 2001). En tant qu’acteur il est important de savoir rebondir au besoin avec différentes stratégies nous permettant d’arriver à notre objectif. Pour conclure, il est important de souligner que la nécessité de former les acteurs est importante, puisqu’elle permet de savoir comment agir face aux problématiques rencontrées et de savoir comment mener le plaidoyer en vue du changement souhaité (Simon Chapman, 2001; Cohen & Marshall, 2017; Lawrence Wallack et al., 1993). Malgré les écrits et les formations de plus en plus fréquents, on observe des plaidoyers dits parfois négatifs par le caractère accusatoire, moralisant, blâmant (Simon Chapman, 2001; Cohen & Marshall, 2017). Il est donc du devoir des acteurs d’agir de sorte que leur discours ne soit pas moralisateur.

Chapitre 2 – Les objets du plaidoyer

Cette étude porte sur le plaidoyer de la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016 en faveur de la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans cette partie on fera donc état des objets du plaidoyer qui sont la pauvreté et l'exclusion sociale et on expliquera leur lien avec la CMTQ, afin de mieux comprendre et appréhender la problématique de recherche.

2.1 La pauvreté

Le concept de pauvreté est assez complexe, puisqu'il est difficile à définir et que chacun à sa propre définition et/ou vision de la pauvreté. En effet le terme pauvreté est employé quotidiennement sans qu'il y ait pour autant un consensus sur sa définition. On peut d'ailleurs à travers les années voir l'évolution du concept.

2.1.1 Définition de la pauvreté : phénomène complexe

La pauvreté est un phénomène complexe, difficile à définir et en constante évolution. En décembre 1984, le Conseil Européen disait « qu'une personne est considérée comme étant pauvre, lorsque ces ressources, qu'elles soient matérielles, culturelles et/ou sociales sont si faibles qu'elles sont exclues des modes de vie minimaux acceptables dans la société » (Bey, 1999). Dans la loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui fut adoptée en décembre 2002, à l'unanimité par l'Assemblée nationale du Québec il est dit:

« on entend par pauvreté, la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique et pour favoriser son intégration et sa participation à la société Québécoise » (Légis Québec, s. d., 2002, c.61, a.2,p.3).

Dans une publication de la Direction des Communications du Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, il est mis l'accent sur le fait que la pauvreté n'est pas simplement économique (Pilon et al., 2007). D'autres facteurs entrent en jeu, tel la composante matérielle ou statut socioéconomique; on entend par là la capacité de pouvoir se nourrir, se vêtir, se loger (Pilon et al., 2007). Ainsi une personne en situation de pauvreté se

retrouve souvent dans la privation de ses droits fondamentaux (Pilon et al., 2007). Mais ce n'est pas tout, lorsqu'on est pauvre on subit également d'autres formes de privation et d'exclusion qui sont liées aux rapports que les personnes ont avec leur milieu et leur entourage et les conséquences en sont souvent l'isolement, la marginalisation, mais aussi le sentiment d'impuissance; sentiment provoqué par le fait de ne pas avoir les moyens et/ou ressources nécessaires pour prendre part activement à la vie de leur milieu et plus largement de la société (Pilon et al., 2007). C'est ce qu'on nomme la composante sociale de la pauvreté (Pilon et al., 2007).

2.2 L'exclusion sociale

L'exclusion sociale est, elle aussi un phénomène complexe et étroitement lié à la pauvreté. Rares sont les écrits dissociant les deux termes. Bien que difficile à définir, nous pourrions voir que certains éléments communs à toutes les définitions reviennent et qu'il est aussi important de prendre en compte ce phénomène lorsque l'on parle d'inégalités.

2.2.1 Définition du concept d'exclusion sociale

Pour définir l'exclusion sociale, deux camps s'affrontent, d'un côté certains s'accordent à dire qu'il s'agit d'un statut et de l'autre côté certains parlent de processus. Comme Roy le dit « qu'elle soit totale ou partielle, définitive ou provisoire, l'exclusion, au sens propre du mot, est ainsi toujours l'aboutissement de procédures officielles et représente un véritable 'statut' » (Roy, 1995, p. 19). Selon cette définition, l'exclusion se rapporte à l'état d'une personne atteignant la zone de désaffiliation. Pour les autres, il est évident que l'exclusion est un processus.

« L'exclusion sociale n'est donc pas l'état d'une personne, mais un processus dynamique marqué par des étapes (non linéaires), des allers-retours, des singularités venant du contexte et de l'histoire de vie, mais qui, globalement, vont dans le sens d'un éloignement de la précarité, des pôles d'insertion, d'intégration, d'inclusion » (Châtel & Roy, 2008, p. 19).

Certains auteurs pensent qu'il est simplement nécessaire de voir le concept d'exclusion comme étant à la fois un statut et un processus (Lechaume & Brière, 2014). Il s'agirait comme

nous l'explique Soulet d'un processus évolutif, dynamique et multidimensionnel (Soulet, 2004). Ce n'est pas un simple état, mais aussi un processus complexe, multidimensionnel qu'il faut prendre en compte si nous, chercheurs, voulons travailler sur les inégalités amenées à la fois par l'exclusion sociale, mais aussi par la pauvreté (Soulet, 2004).

Malgré les nombreux critiques et débats, le terme d'exclusion sociale permettait de décrire les conséquences des changements radicaux de l'époque sur le point économique, industriel et/ou social : chômage, instabilité familiale, isolation sociale et déclin des réseaux sociaux de proximité (Lechaume & Brière, 2014). L'exclusion sociale était ici assimilée à l'absence d'emploi et l'absence de liens sociaux et en particulier familiaux (UNESCO, 2017).

Le Comité de direction du Centre d'Étude sur la Pauvreté et l'Exclusion sociale, adoptée le 25 mai 2012 dans le cadre d'un projet sur le phénomène de l'exclusion sociale nous dit que : « l'exclusion sociale est le résultat d'un ensemble de processus économiques, politiques, institutionnels, culturels, souvent interdépendants et cumulatifs, qui mettent des personnes ou des groupes à part dans la société » (Lechaume & Brière, 2014, p. 18). Il est aussi expliqué que l'exclusion sociale et la pauvreté peuvent se renforcer l'une l'autre et que l'exclusion sociale une fois associée à la pauvreté peut limiter les individus sur le point économique, sanitaire, éducationnel, mais peut aussi agir sur leur participation au marché du travail, entraver les relations aussi bien familiales que sociales (Lechaume & Brière, 2014). Ils ont pour conséquence d'entraver la sortie de ces individus de la pauvreté. Pour conclure, notons que : « les mécanismes de l'exclusion sociale peuvent être corrigés par une action collective et par des politiques publiques » (Lechaume & Brière, 2014, p. 18).

2.3 Lien entre les concepts de pauvreté et d'exclusion sociale

En conclusion on retiendra que les concepts de pauvreté et d'exclusion sociale sont étroitement liés. Laberge et Roy (1994) soutiennent que les formes que prend fréquemment l'exclusion sont généralement liées à la pauvreté (Laberge & Roy, 1994). Groulx à son tour affirme que la pauvreté chronique « est souvent assimilée à l'exclusion, car elle réduit de façon importante et durable les ressources, les moyens, les choix et le pouvoir d'accéder aux droits de participer à la vie sociale. Elle augmente [...] la probabilité de vivre des formes multiples d'exclusion » (Groulx, 2011, p. 9).

2.4 Lien entre la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier et les objets du plaidoyer

La CMTQ est une OBNL qui mène des actions de plaidoyer dans le but d'améliorer les conditions de vie de la population de Montréal, en agissant sur la pauvreté et l'exclusion sociale et ceci à l'aide des Tables de Quartier qu'elle regroupe (au nombre de 30). En effet, la CMTQ a pour but d'améliorer la concertation entre ses membres sur des enjeux soulevés par le développement social local, l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des citoyens, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et la promotion de l'exercice d'une citoyenneté active dans ses dimensions individuelles et collectives (CMTQ, 2017).

2.5 *Problématique de recherche*

La problématique de cette étude s'intéresse à savoir: quels sont les stratégies et moyens utilisés par les acteurs de la CMTQ dans leur plaidoyer afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale? Et, comment les acteurs de la CMTQ construisent leur plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale?

2.5.1 Objectifs spécifiques

Le premier objectif spécifique est d'identifier les acteurs clés exerçant ce plaidoyer au travers de la CMTQ afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le second est d'identifier les stratégies utilisées pour exercer le plaidoyer. Le dernier est d'identifier les arguments/ messages utilisés à travers ces stratégies.

Chapitre 3 – Méthodologie

3.1 Contexte de l'étude

Cette étude s'inscrit à l'intérieur d'un programme de recherche intitulé « des données probantes pour les interventions de santé publique visant à réduire les inégalités sociales de santé, l'Initiative montréalaise : enjeux locaux et régionaux de l'action communautaire (volet 2) » (numéro d'octroi ROH 115211, subvention programmatique 2011-2016). Le projet de recherche de Dr Potvin dans lequel s'inscrit ma recherche porte sur « l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local ». Cette recherche constitue une stratégie novatrice de soutien de l'action communautaire et d'appui aux acteurs locaux dans des projets d'action concertée visant l'amélioration des conditions de vie qui recoupent largement les déterminants sociaux de la santé.

Cette étude s'intéresse à plusieurs paliers, aussi bien local que régional. Pour ma part, la partie qui m'intéresse concerne le palier régional. Au plan de la gouvernance de l'Initiative montréalaise, l'étude de Dr Potvin permettra de mieux saisir l'articulation des logiques ascendantes et descendantes dans le développement et la gestion d'un tel programme de même que l'influence de la CMTQ dans le débat public montréalais de lutte contre la pauvreté. C'est pour contribuer à cette dernière partie, à savoir l'influence de la CMTQ dans le débat public montréalais de lutte contre la pauvreté que ma recherche sur le plaidoyer de la CMTQ entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016; a été menée.

3.2 Le devis

Pour cette recherche, il s'agit d'une étude qualitative et il a été convenu que le devis de recherche serait une étude de cas. L'étude de cas est une technique particulière de collecte de données, de mise en forme et de traitement de l'information qui vise à rendre compte du caractère évolutif et complexe des phénomènes relatifs à un système social empreint de ses propres dynamiques (Mucchielli, 1996, p. 77; Karsenti & Savoie-Zajc, 2011)

L'étude de cas est considérée selon Yin comme étant une enquête empirique où un phénomène est analysé dans son contexte de vie réelle et dans laquelle les sources d'informations multiples sont utilisées. Encore selon Yin, l'étude de cas se distingue des autres études par sa contribution. En effet elle permettrait d'apporter une compréhension des

systèmes complexes, tels les systèmes sociaux ou les systèmes humains (Karsenti & Savoie-Zajc, 2011; Yin, 2003).

L'étude de cas consiste donc à rapporter une situation réelle, prise dans son contexte, et à l'analyser pour découvrir comment se manifestent et évoluent les phénomènes auxquels le chercheur s'intéresse (Karsenti & Savoie-Zajc, 2011). À travers ce cas, on va pouvoir associer le cadre théorique du plaidoyer à un cadre pratique, ce qui va nous permettre d'apprendre davantage sur l'usage du plaidoyer en santé publique, plus précisément de son usage par les acteurs régionaux en tant qu'outils. Notons que dans l'étude de cas, il est possible de distinguer trois grands stades. On a d'abord l'élaboration du cadre général de la recherche, puis la cueillette des informations et la mise en forme du cas et enfin l'analyse du cas. Ce devis est plus particulièrement orienté vers une étude de cas unique qui « suppose une analyse en profondeur des divers aspects d'une situation pour en faire apparaître les éléments significatifs et les liens qui les unissent, dans un effort pour saisir la dynamique particulière de cette situation » (Yin, 1984, p. 43).

Le cas étudié sera le plaidoyer de la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) allant du 1^{er} janvier 2011 au 1^{er} juin 2016. Rappelons que la CMTQ est une instance régionale dont l'un des objectifs est de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal. Elle regroupe 30 tables de quartiers répartis sur le territoire et est une instance unique en son genre sur la Métropole (CMTQ, 2017a). Son modèle a d'ailleurs inspiré une autre Métropole, Paris, qui a choisi de prendre exemple sur la CMTQ, nous pouvons donc parler de transférabilité dans des contextes similaires.

3.2.1 Présentation du cas, objet de l'étude

Le cas que nous allons étudier est celui du plaidoyer de la CMTQ entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016 en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Le choix de débiter la période en 2011 s'explique par le premier Lac-à-l'épaule, qui marque un point tournant pour la CMTQ. Ce Lac-à-l'épaule permet de faire le bilan des années précédentes, de mettre en place des stratégies pour leur rayonnement et voir comment continuer à se placer sur la place publique. On peut aussi appuyer ce choix, par le fait que la CMTQ occupe à ce moment (en 2011) une plus grande place médiatique que l'on peut observer à travers différentes actions ou stratégies, mais aussi des médiatisations que nous allons pouvoir étudier

tout au long de la période choisie. Nous avons choisi de s'arrêter au 1^{er} juin 2016 pour la période étudiée, car cette année nous permet de clôturer notre sujet de recherche sur un point important de notre mémoire : le troisième plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui a été publié cette année-là.

On voit la CMTQ être de plus en plus sollicitée sur la place publique, bien qu'elle ne soit pas connue de tous, elle occupe une place dans le milieu et est de plus en plus sollicitée lors de colloques, elle est amenée à prendre la parole, à participer au débat public, fait des échanges auprès des élus municipaux, des ministres du gouvernement du Québec et elle intervient de plus en plus dans les médias en tant qu'acteur montréalais du développement social. C'est donc tout cela qui nous amène à nous intéresser au plaidoyer de cette instance si particulière et à étudier plus particulièrement leur plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre 2011 et 2016.

Dans cette étude nous avons donc 4 sources de données. Dont la première concerne tous les documents/productions écrits de la CMTQ, à savoir les prises de position dans les médias traditionnels tel le Journal de Montréal, le Journal Métro et la Presse ou encore dans des Mémoires publiés par la CMTQ. La deuxième source concerne les entretiens semi-dirigés menés auprès d'acteurs de la CMTQ. La troisième s'intéresse au fil Twitter d'un acteur de la CMTQ sur une période d'un an allant du 1^{er} juin 2015 au 31 mai 2016; choix fait du fait de sa grande visibilité auprès des autres acteurs, des organismes et des élus et enfin le journal de bord constituent notre dernière source de données.

3.2.2 Dimensions à l'étude

Rappelons que les objectifs spécifiques de cette étude sont en premier d'identifier les acteurs clés exerçant le plaidoyer au travers de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en second d'identifier les stratégies utilisées pour exercer le plaidoyer et enfin d'identifier les arguments et/ou messages utilisés à travers ces stratégies. La première dimension liée à notre objet d'étude qui est le plaidoyer de la CMTQ entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016, concerne les stratégies utilisées pour mener le plaidoyer. La deuxième dimension à laquelle nous nous intéressons concerne les acteurs influents, mais précisément les porte-parole de la CMTQ sur la place publique. Enfin la dernière dimension à

laquelle nous nous intéressons concerne le message/les arguments utilisés à travers les stratégies de plaidoyer.

Les stratégies

Le concept de stratégie définit « l'art de coordonner l'action de forces militaires, politiques, économiques et morales impliquées dans la conduite d'une guerre ou la préparation de la défense d'une nation ou d'une coalition » (Éditions Larousse, s. d.). Ainsi la stratégie « consiste à définir, à planifier et/ou coordonner des actions cohérentes selon une logique séquentielle pour atteindre l'objectif du plaidoyer » (Jourdain, 2007, p.17).

Élaboration d'une stratégie de plaidoyer

En plaidoyer, si on veut avoir une ou des stratégies efficaces, il faut savoir être logique et flexible (ONU, 2004). Réussir sa stratégie de plaidoyer implique de parvenir à influencer les décisions concernant le sujet que l'on défend, la politique, la pratique, etc. Pour cela il est important de connaître le sujet que l'on défend, les atouts, les faiblesses, connaître les moyens que l'on a à notre disposition. Avoir une bonne stratégie de plaidoyer implique plusieurs points. En premier, il faut pouvoir convaincre notre interlocuteur sur notre crédibilité; que l'opinion que l'on véhicule est bonne à prendre. En second, il est important de connaître nos interlocuteurs, les personnes auxquelles nous nous adressons. Enfin il est aussi important d'appuyer nos démarches par des actions. Lorsque l'on met en place une stratégie de plaidoyer, il est important de bien connaître ses buts, ses objectifs et ses cibles. Aussi les objectifs doivent être SMART, c'est-à-dire Simples, Mesurables, Appropriés, Réalistes et Temporellement circonscrits (ONU, 2004). Il faut aussi pouvoir organiser des actions permettant de réaliser ses objectifs et de tendre vers notre but final : le changement souhaité. Pour cela il est important d'analyser le(s) problème(s) sur le(s) quelle(s) porte l'action. Enfin, il faut être en mesure de suggérer des changements pertinents, avoir de bonnes recommandations (Jourdain, 2007). Nous allons donc lors de l'analyse de nos sources de données prêter attention à ces éléments afin d'identifier les stratégies utilisées par les acteurs de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

3.2.2.1 Acteur clé ou porte-parole

Lorsque l'on fait du plaidoyer, il est important de désigner un ou des porte-parole, c'est-à-dire les acteurs clés qui vont véhiculer notre message devant la place publique afin de défendre le problème, le sujet (Jourdain, 2007). Un porte-parole se doit d'avoir une bonne réputation, de maîtriser le dossier qu'il défend, d'avoir une bonne capacité à communiquer et doit pouvoir parler avec conviction (Jourdain, 2007). Notons que c'est le porte-parole qui fera valoir notre cause donc il est important qu'il soit formé et prêt à défendre son sujet en ayant une parfaite maîtrise de ce dernier (Jourdain, 2007). Cette deuxième dimension va pouvoir être observée notamment à l'aide des entretiens semi-dirigés avec une des questions qui permet de les identifier, en plus de l'entretien préalable avec un des acteurs clés en amont des entrevues pour la présentation du sujet et mon introduction à la CMTQ; mais aussi des notes prises dans le journal de bord sur les sources de données afin d'identifier les acteurs prenant la parole le plus sur la place publique (les plus interviewés, les plus cités, les auteurs qui reviennent le plus souvent, etc.).

3.2.2.2 Les arguments ou messages

Un message est un type de communication permettant de transmettre une information à quelqu'un ou un groupe de personnes. Ainsi dans le plaidoyer lorsque l'on souhaite transmettre un message il est important que ce dernier soit clair, précis, et qu'il s'appuie sur des données crédibles et incontestables (Jourdain, 2007). Cela revient encore à l'importance de connaître le sujet que l'on défend. Aussi il est important que le message soit bref, concis, car cela attire mieux l'attention, mais aussi qu'il comporte les éléments suivants : une brève analyse du problème en s'appuyant sur des données probantes, décrire les causes et les conséquences en lien avec le problème si aucune action n'est prise, doit comporter des recommandations, et montrer à l'interlocuteur en quoi cela est important (Jourdain, 2007). Afin que l'interlocuteur s'intéresse à notre message, il est aussi important d'avoir un vocabulaire approprié et de qualité, une bonne mise en relation des idées, un texte structuré et organisé avec des exemples sélectionnés (Jourdain, 2007).

Enfin cette troisième et dernière dimension va donc pouvoir être observable lors de l'analyse des sources de données écrites. La définition précédente de la dimension du « message » va nous fournir les outils permettant de bien définir les messages, les arguments que les acteurs de la CMTQ utilisent au travers de leurs stratégies pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale et ainsi nous permettre de répondre à notre dernier objectif spécifique.

3.3 Les sources de données

Dans la phase préliminaire, un premier entretien a eu lieu avec un acteur influent de la CMTQ, ce qui nous a permis de présenter notre projet de recherche, de mieux connaître le terrain sur lequel nous allions nous aventurer, mais aussi de voir ensemble les documents qui nous seraient nécessaires pour mener notre analyse. Nous avons donc ensemble monté une liste des documents pertinents, à savoir qui couvrait notre période et nous avons communiqué par la suite via email afin de recenser les documents nécessaires et de faire les recherches nécessaires pour tous les avoir.

3.3.1 Phase 1 : analyse documentaire, appropriation du matériel

Comme première source de données, nous avons les documents écrits allant du 1^{er} janvier 2011 au 1^{er} juin 2016 comprenant les mémoires de la CMTQ, les prises de position de cette Institution, les articles des médias permettant d'observer la visibilité de la CMTQ avec eux et un document permettant d'observer la transférabilité de ce modèle (Annexe 2).

Afin de s'approprier le matériel, une première analyse sommaire des documents a été faite. Cette première phase nous a permis de nous familiariser avec notre cas, de mieux connaître les activités de la CMTQ et ainsi faire émerger des informations qui nous serait pertinentes pour la suite de notre analyse et pour la collecte des données lors des entrevues. Cette première partie nous a donc permis de développer notre grille d'entrevue préalable pour nos entretiens semi-dirigés et de développer des compétences en lien avec le plaidoyer. En effet grâce à cette première phase il nous a été possible d'identifier des pistes pertinentes à poursuivre avec les participants lors des échanges. Cette première analyse sommaire nous a

aussi permis de développer notre première grille de codage permettant d'analyser ensuite nos sources documentaires.

Analyse documentaire : critères de sélection

Les documents à l'étude (cf. tableau 1 et Annexe 2) ont été sélectionnés selon les critères suivants à savoir tous les documents concernant le plaidoyer de la CMTQ entre la période du 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016 et touchant de façon directe ou indirecte notre sujet qui est le plaidoyer de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale pour la période donnée.

Grille d'analyse documentaire

La grille d'analyse préliminaire a été développée à l'aide des dimensions évoquées plus haut, ainsi que de notre revue de littérature et de notre cadre conceptuel.

Ainsi les codes préliminaires que l'on pouvait retrouver étaient les suivants :

- Le plaidoyer de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans ce code on retrouvait, la pauvreté et l'exclusion sociale, ainsi que le développement social (qui a été décortiqué en sous-code à la suite de cette première analyse, cf. tableau 1 : les sous- concepts en lien)
- Les messages/arguments utilisés par les acteurs de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (suite à cette première analyse préliminaire, il nous a été possible de faire émerger d'autres codes: arguments en lien avec le développement social et des sous-concepts en lien, mais aussi de faire émerger des codes comme les recommandations, ou des sous-codes en lien avec chaque item comme l'usage des données probantes cf. Tableau 1)

Suite à cette première grille et les entrevues semi-dirigées, il a donc été possible de construire la grille finale permettant d'analyser nos sources documentaires.

Tableau I. Concepts, dimensions, opérationnalisation, sources données et outils utilisés pour cette étude.

<p align="center">Concepts à l'étude</p> <p align="center">Concept principal : le plaidoyer pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.</p> <p align="center">Sous-concepts en lien : développement social comprenant la culture, le logement et le transport.</p>			
Dimensions à l'étude	Opérationnalisation	Sources données	Outils utilisés
- Porte-paroles de la CMTQ	<ul style="list-style-type: none"> - Acteurs influents qui véhiculent les messages devant la place publique afin de défendre le problème - Acteurs visibles sur la place publique - Acteurs dont le nom est cité dans les médias ou prises de position ou qui prennent la parole sur la place publique 	<ul style="list-style-type: none"> - Entrevues semi-dirigées (6 entrevues souhaitées, 3 entrevues réalisées) - Journal de bord 	<ul style="list-style-type: none"> - Question du guide d'entretien permettant d'identifier les acteurs influents (voir Annexe 4) - Sous-partie du journal de bord sur les acteurs influents de la CMTQ (les plus cités dans les entrevues, les sources de données, qui prennent le plus la parole sur la place publique, etc.)
- Stratégies utilisées par les acteurs de la CMTQ pour mener à bien leur plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître les interlocuteurs - Pouvoir convaincre les interlocuteurs de notre crédibilité - Avoir des moyens de communications pertinents - Suggérer des changements pertinents et/ou émettre des recommandations 	<ul style="list-style-type: none"> - Entrevues semi-dirigées (3) 	<ul style="list-style-type: none"> - Grille de codification des entrevues établit à l'aide du guide d'entretien, des dimensions et concepts à l'étude et des transcriptions d'entrevues - Analyse des différentes sources de données - Unité de sens ressortis des analyses permettant d'identifier les stratégies utilisées mais aussi les moyens et les outils utilisés pour ces stratégies
- Messages ou arguments tenus par les acteurs de la CMTQ	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en avant de l'importance d'agir pour contrer ce problème - User d'exemples concrets - Présenter le problème pour lequel on mène un plaidoyer (causes et conséquences du problème) - User de données probantes pour faire état du problème - Présenter des recommandations pour pallier aux problèmes - User d'arguments portant sur la pauvreté, l'exclusion sociale, le développement social (culture, logement, transport) 	<ul style="list-style-type: none"> - Mémoires (6) - Visibilité dans les médias (7) - Prises de position (5) - Colloques (pas de données) - Réseaux sociaux (Twitter, du 01-06-15 au 31-05-16) - Rencontres formelles ou non-formelles (pas de données) <p>(Voir Annexe 2)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Grille de codification des sources écrites réalisées à partir des concepts et dimensions à l'étude et lecture des documents - Analyse des différentes sources de données, mise en commun - Création d'une liste de terme à quantifier sur Twitter à partir de nos analyses documentaires - Quantification de Twitter - Unités de sens reflétant les messages des acteurs

3.3.2 Phase 2 : cueillette des autres sources de données

3.3.2.1 Les entrevues semi-dirigées

Pour en savoir un peu plus sur le cas qui rappelle le plaidoyer de la Coalition montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016; il a été choisi de mener des entretiens semi-dirigés qui comme leur nom l'indique permettent de diriger l'entretien sans pour autant fermer la conversation. Ces entretiens constituent ainsi notre deuxième source importante de données. Les entrevues semi-dirigées de par leurs questions ouvertes, permettent aux participants d'élaborer leurs expériences et/ou leurs attitudes, mais aussi donner à l'intervieweur une certaine liberté en lui permettant d'explorer des éléments nouveaux amenés par l'interviewé (Power, 2001).

Selon Karsenti et Savoie-Zajc, dans l'entrevue semi-dirigée, le chercheur et l'interviewé se trouvent dans une situation d'échanges plus contraignante que dans l'entrevue non dirigée. Le chercheur établit un schéma d'entrevue (guide d'entretien) réunissant une série de thèmes se basant sur la recherche. Ces thèmes proviennent du cadre théorique de la recherche, à l'intérieur duquel les concepts étudiés sont définis et leurs dimensions établies (Karsenti & Savoie-Zajc, 2011). Les thèmes peuvent être suggérés selon l'ordre et la logique des propos tenus pendant la rencontre. Toutefois une certaine constance est assurée d'une entrevue à l'autre, même si chacune peut différer selon l'ordre et la nature des questions, les détails abordés et sa dynamique particulière (Karsenti & Savoie-Zajc, 2011).

Pour ce qui a trait aux entrevues, nous avons décidé qu'elles auraient une durée de 30 à 45 minutes et nous avons utilisé le cellulaire de l'étudiante chercheuse avec l'application 'dictaphone' pour éviter de perdre des informations qui pourraient être utiles lors de l'analyse des données. Nous avons prévu de mener 6 entrevues, qui devaient être tenues auprès d'acteurs influents jouant un rôle majeur dans les fonctions que se donne la CMTQ (l'une d'elles étant de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale). L'objectif opérationnel était donc d'obtenir des informations complémentaires aux analyses faites en amont sur les différents documents collectés tels que les Mémoires, les prises de position, les apparitions dans les médias, etc.

Entrevues semi-dirigées : critères de sélection

En ce qui concerne les entretiens nous avons communiqué avec un acteur important de la CMTQ avec qui nous étions en contact dès le début de notre étude afin d’avoir une idée des acteurs les plus pertinents pouvant répondre à nos interrogations. Il a ensuite été décidé que seuls les personnes faisant partie du Conseil d’Administration (CA), les directeurs et le coordonnateur de la CMTQ seraient contactés. Nous avons ensuite réalisé un feuillet de recrutement pour les entrevues que nous pouvions envoyer aux différents acteurs afin de présenter notre projet, la raison de notre demande d’entrevue (Annexe 3). Aussi, seules les personnes ayant eu un poste dans la période couverte c’est-à-dire entre 2011 et 2016 répondaient donc à nos critères d’inclusions. Il fallait aussi que cette personne soit assez influente, c’est-à-dire qu’elle ait de la visibilité sur la place publique, qu’elle soit investie dans son rôle au sein de la CMTQ, etc. Cette deuxième phase nous a donc permis d’identifier les porte-parole de la CMTQ (cf. tableau 1, les porte-parole). Nous nous sommes basés sur cette liste pour envoyer nos mails afin de trouver nos répondants.

Le guide d’entretien

Le choix de l’utilisation d’un guide d’entretien (Annexe 4) a été fait pour, comme son nom l’indique, nous guider lors de nos entrevues afin d’avoir une base d’appui nous permettant de ne pas oublier certains éléments, mais pour aussi éviter des longs silences. Cela reste cependant un simple guide, ce qui permet de sortir du questionnaire et débattre sur d’autres sujets si des éléments intéressants surgissent lors de l’entretien.

Notre guide d’entretien rédigé au préalable à l’aide de notre première grille d’analyse préliminaire, a été conçu de manière à englober les concepts à l’étude et les dimensions à l’étude (cf. tableau 1) et les thèmes que nous souhaiterions aborder durant les entrevues. Ainsi notre guide d’entretien se composait de deux parties, la première permettant de répondre à notre objectif de tête, à savoir l’identification de nos acteurs clés/ porte-parole, ce qui nous permettait de connaître le rôle qu’ils jouaient au sein de la CMTQ, leur parcours, leurs visées et objectifs à atteindre. Cela permettait aussi à l’intervieweur de mettre à l’aise, en confiance le participant. La seconde partie quant à elle nous permettait de nous intéresser à notre second objectif, qui concerne les stratégies de plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale, mais aussi aux moyens/outils utilisés au travers de ces stratégies.

Le guide d'entretien avait donc pour objectif de nous apporter des éléments nouveaux sur notre cas, de nous aider à répondre à nos objectifs spécifiques, mais aussi de nous permettre d'avoir une meilleure compréhension du cas à savoir la façon dont est structuré ce plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Gestion des données

Les entrevues semi-dirigées en lien avec ce mémoire ont toutes été menées par l'auteure de ce mémoire et ont eu lieu à un endroit choisi par les participants, à savoir dans leurs locaux; ce qui rendait les choses plus faciles. Les entrevues quant à elles, ont été enregistrées à l'aide du téléphone cellulaire intelligent avec l'application 'dictaphone'; puis transféré sur l'ordinateur de travail de l'auteure protégé par un code d'utilisateur et un autre mot de passe sécuritaire afin de préserver les données des participants. Les transcriptions ont ensuite été faites par l'auteure du mémoire, qui par la suite a confié la deuxième lecture à deux collègues étudiants bénévoles afin de vérifier le travail fourni qui consistait à écouter les bandes audio et lire les transcriptions en vérifiant la qualité et permettre aussi de réviser les passages un peu flous ou manquants afin de les corriger et de les restituer, lorsque possible. Une dernière écoute audio et une dernière relecture ont ensuite été faites par l'auteure du mémoire avant de débiter l'analyse.

3.3.2.2 La plateforme Twitter

Pour ce qui a trait à Twitter nous avons dans un premier temps communiqué avec l'acteur s'occupant de sa tenue ainsi que du compte Facebook de la CMTQ, nous avons discuté des 2 plateformes, avantages, inconvénients et buts puis nous avons donc retenu Twitter comme réseau social du fait de sa mise en avant, de sa visibilité auprès des élus, des autres acteurs, etc. Des données s'étalant sur une période de un an allant du 1^{er} juin 2015 au 31 mai 2016 ont été recueillies et analysées de façon quantitative en relevant une liste de termes préétablis à la suite des lectures des documents (Annexe 2). Cette base de données constitue donc notre troisième source de données.

3.3.2.3 Le journal de bord

Il a été décidé que nous ferions l'usage d'un journal de bord, constituant ainsi notre dernière et quatrième source de données. Ce choix a été fait, car cela permet de recenser tous types d'informations, de remarques, d'observations qui pourraient sembler anodines ou inutiles, mais représentant une source de données complémentaires pour l'analyse future des sources de données citées plus haut. Notons aussi que ce journal permet également de tenir compte de tout ce qui pourrait changer la méthode d'analyse.

3.4 Analyse des données

3.4.1 Analyse des sources documentaires écrites

Suite à la première étape d'apprentissage, une grille finale a été construite et un vrai travail de codage des unités de sens a pu commencer. Nous avons d'abord commencé par codifier les documents par groupe d'appartenance; c'est-à-dire, les mémoires, les prises de position, la visibilité dans les médias et le document de transférabilité. Bien que le codage fût divisé par groupe de documents, nous sommes parties sur la même base (1^{er} travail de codage) et en nous basant toujours sur nos concepts à l'étude et nos dimensions (voir Tableau 1) pour débiter notre codage. Nous avons ensuite comparé le codage de chacun des groupes entre eux afin d'en faire ressortir les idées communes. Ainsi nous avons pu faire ressortir d'autres codes et parfois des sous-codes et des sous-sous codes. Comme le cite Bernard Lefebvre (1989), les catégories sont des rubriques ou classes qui regroupent les unités constitutives d'un texte ou d'une entrevue, d'après leurs caractères communs. Leur niveau de généralité doit être raisonnable, c'est-à-dire ni trop large ni trop étroit. Suite à des relectures successives, on crée des sous-catégories à l'intérieur des catégories trop générales ou en regroupe, si nécessaire celles qui sont trop étroites (B. Lefebvre, 1989). Le codage des unités de sens a été fait suivant une analyse de contenu suivant une approche inductive. Elo et Kyngas (2008) mentionnent que cette méthode de codage est appropriée s'il existe suffisamment de connaissance sur le problème, comme c'est le cas pour notre étude de cas portant sur le plaidoyer de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre 2011 et 2016; car elle permet

d'étudier un sujet de recherche peu connu et dont les recherches sur le sujet (le plaidoyer) existent peu (Elo & Kyngäs, 2008). Cette première étape a permis de faire ressortir les messages des acteurs de la CMTQ (cf. tableau 1).

3.4.2 Analyse des entrevues

L'analyse des entrevues a débuté au cours de la période des interviews, ce qui a permis d'avoir des réflexions préliminaires (notées dans le journal de bord) sur le contenu des entrevues et orienté les prochaines entrevues. Chaque entretien a été transcrit intégralement par moi-même et deux étudiants en ont fait la relecture afin d'être sûrs de n'être passés à côté d'aucun élément et d'avoir bien compris les dires des participants.

Suite à cette étape préliminaire, j'ai ensuite procédé à une première lecture des verbatims afin d'en tirer le sens général des propos et en inscrivant des codes préliminaires pour chacun des propos surlignés (Gendron, 2001). Les codes annotés évoquaient l'idée ou l'objet auquel se référait le segment (Gendron, 2001). Ainsi suite à cela, une première synthèse des idées et de notre analyse était inscrite dans le journal de bord permettant de nous orienter pour notre analyse finale et ainsi ne pas perdre de vue nos objectifs spécifiques et nos questions de recherche. Selon Mucchielli et Paillé, il est d'ailleurs important tout au long de l'analyse de revenir sur certains points, à savoir : quelles sont les questions de recherche? Les objectifs de la recherche? Comment se sont déroulées les entrevues et quelles informations on en tire? (Paillé & Mucchielli, 2016) Ces questions sont très importantes, car elles permettent de guider notre analyse tout le long et de distinguer les données significatives. Cela va de soi également pour l'analyse documentaire.

La deuxième étape (qui a eu lieu après avoir terminé toutes les entrevues) a été d'effectuer une deuxième lecture des unités de sens ce qui a permis de coder les verbatims de façon plus systématique. Ainsi un code a été attribué à chaque segment. Toutes réflexions liées aux codes aux segments ont été notées dans le journal de bord. Aussi, toutes notes ou idées émergentes ont aussi été notées dans le journal de bord. Il a ensuite été lieu de définir chacun des thèmes et codes recueillis dans le journal de bord, ceci a permis de pouvoir revenir aux verbatims et d'ainsi contraster les segments entre eux et de regrouper ensemble les codes venant de la même « famille ». Par exemple les codes « logements », « culture », « transport » ont été regroupés dans un thème « le développement social ». Une relecture a ainsi permis de

catégoriser les codes et de les redéfinir. C'est ce qui nous amène donc à l'étape de décontextualisation, c'est-à-dire le fait de segmenter le texte en catégorie, ce qui a permis de constater les ressemblances et les divergences entre les idées exprimées (Turgeon, 2005). Notons que dans notre cas il a été plus question de constater des idées allant dans le même sens, par exemple l'importance de la culture qui est souvent revenue. Ce travail a ainsi permis de dégager les thèmes centraux pour notre analyse et ensuite de les comparer entre eux afin de faire ressortir leurs liens et relations (Gendron, 2001). Tout ce travail nous a donc permis d'effectuer notre travail final d'analyse en de tirer des résultats sur la façon dont les acteurs de la CMTQ exercent leur plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il a été possible ainsi de faire ressortir nos dimensions à savoir les stratégies, et d'identifier les porte-parole de la CMTQ.

3.4.3 Analyse de la période Twitter par quantification

En ce qui a trait à Twitter le choix de cette période a été fait, car elle correspondait selon nous au moment où l'acteur tenant le compte Twitter avait une plus grande maîtrise du réseau, mais aussi période où il occupait les devants de la scène sur la place publique (occupait son poste depuis un moment, meilleure connaissance des enjeux, débats menés par la CMTQ).

Twitter : critères de sélection

En ce qui concerne l'analyse de la période de Twitter, la première étape a été de lire l'ensemble du corpus et d'éliminer les Tweets n'ayant aucun rapport avec le Canada, surtout Montréal (donc exclus l'actualité des autres pays). Il fallait que ce soit un Tweet ou retweet de l'acteur en lien avec les prises de position de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et que ces Tweets soient en lien avec nos dimensions et concepts à l'étude (cf. Tableau 1). Enfin il fallait que ces Tweets aient l'un des termes nécessaires à notre quantification. Une deuxième lecture a été faite afin de s'assurer d'avoir bien éliminé les Tweets hors critères. La troisième étape a permis à l'aide de surligneurs de repérer les termes venant de notre liste. Cette étape a été reprise trois fois afin de s'assurer d'avoir bien surligné tous les termes de notre liste.

Le choix des termes a été établi du fait de leur récurrence au sein de notre analyse documentaire et de leur importance dans le débat public montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La liste des termes pour Twitter est la suivante : pauvreté, exclusion

sociale, transport, logement, éducation, emploi/revenu, développement social, Table(s) de Quartier/Quartier, culture, qualité de vie et participation citoyenne/citoyenneté active/citoyen proactive. L'idée sera donc de quantifier sur la période donnée les termes cités ci-dessus.

La dernière étape a été de classer ces termes dans un tableau afin de les quantifier. Cette étape d'analyse nous a permis d'avoir une idée des messages que l'acteur A cherche à transmettre via la plateforme Twitter (Tableau 1).

3.4.4 Le journal de bord comme outil d'analyse complémentaire

Tout au long de l'étude, un journal de bord a été tenu par l'auteure et toutes les notes de terrain y ont été consignées le journal de bord est un outil complémentaire essentiel permettant d'approfondir l'analyse. Dans un article de Baribeau il est mentionné que pour avoir un bon journal de bord, il est important de structurer ses idées, en identifiant les différents types de notes que l'on prend; à savoir les notes descriptives, méthodologiques et théoriques (Baribeau, 2004). Nous nous sommes donc inspiré de ce modèle pour notre journal ce qui a permis d'enrichir mon analyse et de renforcer la validité interne de ma recherche grâce à la contextualisation. Nous avons pu par exemple dans la seconde partie concernant les notes méthodologiques prendre des notes sur la méthodologie choisie par l'auteure du mémoire avec les observations de la directrice de recherche ainsi que tous les acteurs ayant joué un rôle au bâti du mémoire (exemple un acteur de la CMTQ ayant permis de joindre les participants lors d'une entrevue au début du lancement du projet d'études ainsi que les documents liés à l'étude) (Baribeau, 2004). La troisième partie concernant les notes théoriques, portant sur les concepts et les dimensions à l'étude, la problématique de recherche, etc.(Baribeau, 2004), nous a permis lors des entrevues et de nos analyses documentaires d'annoter des observations nous permettant d'identifier nos porte-parole (Tableau 1).

3.5 Les critères de qualité

Pour renforcer la fiabilité et la validité de nos données, nous avons eu recours à la triangulation de données (Baribeau, 2004; Yin, 2003); notons qu'en qualitatif, la crédibilité est l'équivalent de la validité interne (Seale, 1999). En ayant eu recours à plusieurs techniques de cueillette, dont les entrevues, les sources documentaires écrites, Twitter et le journal de bord, cela a permis de compenser le biais inhérent à chacune des techniques (Baribeau, 2004; Yin,

2003). La triangulation permettra également de vérifier la justesse et la stabilité des résultats produits (Baribeau, 2004; Yin, 2003).

Aussi en recherche qualitative la notion de validité externe est nommée selon Guba et Lincoln : la transférabilité (Mendell, 2006; Seale, 1999). La notion de transférabilité ici ne fait pas référence à la généralisation de l'étude, mais plutôt au fait que l'étude puisse offrir une description riche et détaillée du lieu de l'étude afin d'offrir assez d'informations pour que d'autres personnes puissent juger si cela est applicable à leur milieu (Bisset, Cargo, Delormier, Macaulay, & Potvin, 2004).

Enfin, Guba et Lincoln proposent également dans le cas d'une étude qualitative des critères de confirmabilité et d'imputabilité procédurale comme équivalent de l'objectivité et de la fiabilité (Mendell, 2006; Seale, 1999). Pour ce qui est de notre recherche, notre quatrième source de données : le journal de bord, a été tenu tout le long du processus de collecte de données ce qui a permis de recenser toutes sortes de données complémentaires permettant la vérification des analyses. Aussi tout le long de l'étude il y a eu la validation et la vérification de chacune des étapes de la rédaction du mémoire par la directrice de recherche.

3.6 Considérations éthiques

Cette étude est reliée au programme de recherche intitulé « des données probantes pour les interventions de santé publique visant à réduire les inégalités sociales de santé : l'Initiative Montréalaise : enjeux locaux et régionaux de l'action communautaire (volet 2); ayant reçu un soutien financier de l'institut de la santé publique et des populations des instituts de recherches en santé du Canada –Subvention programmatique 2011-2016 (ROH115211). La présente recherche a obtenu son approbation éthique du Comité d'Éthique de la Recherche en Santé (CERES) de l'Université de Montréal le 11 janvier 2017 (No de certificat : 16-171-CERES-D) (Annexe 5).

Les participants ont été contactés par courriel avec un feuillet d'entrevue (Annexe 3), leur présentant le projet et les coordonnées (email et numéro de portable) de l'étudiante chercheuse ainsi que de la personne responsable des liens entre les partenaires en cas d'interrogations. Au début de chacune des entrevues, les participants ont pu bénéficier d'explications sur le but/les enjeux de l'étude, leur rôle, la confidentialité; la lecture du formulaire de consentement (Annexe 6) a été faite et leurs interrogations ont été répondues. Il

a été mentionné aux interviewés qu'ils pouvaient avoir accès à la retranscription de leur entretien si tel était leur souhait et qu'ils pourraient revenir sur certains propos ; et il a aussi été convenu qu'un compte-rendu de la recherche pourra leur être fourni à la fin de l'étude. Les participants ont aussi été informés qu'ils pouvaient s'enlever à tout moment de la recherche si tel était leur désir et que toutes données les concernant seraient aussitôt détruites.

Afin d'assurer la confidentialité des renseignements fournis par les participants, les bandes audio enregistrées via le téléphone cellulaire de l'étudiante chercheuse, ont été transférées sur l'ordinateur de l'étudiante chercheuse et ensuite protégées via un mot de passe. Concernant la vérification des transcriptions, elles ont été transmises aux deux étudiantes via courriel électronique protégé (bande audio et transcription), puis détruit par ces dernières après lecture. Les informations ont été maintenues tout au long de l'étude sur un disque dur protégé par un mot de passe ainsi que sur un dossier spécial divisé en sous-groupe pour chacun des participants. Concernant les autres sources documentaires, elles ont été obtenues via un acteur influent, le site internet de la CMTQ et via un compte *Dropbox* créé spécifiquement afin de garder les documents liés à l'étude. En ce qui concerne les feuillets de consentement signés ainsi que les documents imprimés et le journal de bord, le tout est conservé sous clé, dans un meuble classeur au domicile de l'étudiante le temps de l'étude. Après l'étude les données recueillies et documents signés seront remis à la directrice de recherche qui les gardera à son bureau sous clé.

Chapitre 4 – Résultats

Les résultats portant sur le plaidoyer de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016 sont présentés en fonction de 3 thèmes centraux dégagés de notre analyse et tirés des dimensions à l'étude. Ces 3 thèmes centraux sont (1) les acteurs clés ou porte-parole de la CMTQ dans le débat public Montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (2) les stratégies utilisées par la CMTQ pour mener leur plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal et enfin (3) les messages ou arguments utilisés par la CMTQ au travers des stratégies pour mener leur plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal. Chacun de ces thèmes est relié l'un à l'autre et ils sont tous importants dans l'élaboration d'un plaidoyer dans le débat public montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

4.1 Les acteurs clés ou porte-parole de la CMTQ

4.1.1 Les acteurs influents de la CMTQ

Dans notre guide d'entretien dédié à nos entrevues semi-dirigées, nous avons une question nous permettant d'identifier les acteurs les plus influents de la CMTQ. Des trois entrevues menées, nous avons retenu que ses acteurs les plus influents étaient les membres de son Conseil d'Administration (CA), le coordonnateur de la CMTQ, le directeur et sous-directeur de la CMTQ.

Les membres du CA sont influents, car ce sont eux qui s'occupent de dossiers spécifiques et/ou de défendre des causes auprès d'autres organismes. Ils occupent souvent un poste dans une Table de quartier associée à la CMTQ et s'emploient à relayer les informations et à défendre les problématiques de leur quartier; ils sont représentants de la CMTQ et de leur Table.

« [...] C'est sûr que le Conseil d'administration le fait davantage parce qu'il y a des représentations, peut-être pas des prises de parole médiatiques ou des choses comme ça, mais des représentations qui vont être faites, par exemple 'l'acteur C' va représenter sur les questions de sécurité alimentaire, d'accès à

l'alimentation, c'est lui qui représente la Coalition dans les instances qui s'en occupent à Montréal donc il va faire ce travail-là, là. 'L'acteur D' de Saint-Michel va le faire sur la question par exemple des locaux communautaires, c'est un problème présentement à Montréal, c'est elle qui voit ce comité, donc c'est elle qui doit faire le travail là-dessus pour aller représenter, parler au nom de la Coalition » (Acteur A : coordinateur de la CMTQ).

Les membres du CA sont donc les représentants de la CMTQ auprès de la ville, des organismes tels Centraide du Grand Montréal, etc. Cependant comme le dit l'acteur A, ce ne sont pas eux qui vont parler sur la place publique et prendre la parole au niveau des médias. On ne peut donc pas parler de porte-parole de la CMTQ.

« [...] Les gens qui sont dans un conseil d'administration sont des gens très impliqués au parlement [...] de la Coalition montréalaise. [...] Chaque représentant des Tables qui est à la CMTQ a un degré d'influence dans son quartier. [...] Ce sont des personnes pivots de l'information qui circule au niveau des enjeux, beaucoup de personnes ressource [...]» (Acteur C : sous-directeur de la CMTQ).

4.1.2 Les porte-parole de la CMTQ

Seul deux des acteurs de la CMTQ nous paraissaient porter le titre de porte-parole. Nous en sommes arrivés à cette conclusion en nous basant sur plusieurs critères lors de notre analyse. Tout d'abord en identifiant dans nos sources de données les personnes dont le nom apparaissait le plus dans nos documents. Puis nous nous sommes basés sur la question de notre guide d'entretien posée lors des entrevues afin d'identifier parmi les acteurs les plus influents de la CMTQ, ceux portant le titre de porte-parole de la CMTQ.

4.1.2.1 Acteur A

Lors des entrevues nous avons identifié, l'acteur A, le coordonnateur de la CMTQ comme porte-parole du fait de sa constante présence sur la place publique. Il nous l'a confirmé d'ailleurs. Avec l'acteur B, ils s'occupent de la représentation et de la diffusion du plaidoyer de la CMTQ sur la place publique, en exposant le plaidoyer d'enjeux importants concernant les Montréalais, comme par exemple la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale qui constitue l'un de leurs objectifs.

« [...] Je suis vraiment avec l'acteur B la Présidente [...], les personnes [...] qui prennent la parole pour la Coalition des tables de quartiers sur la place publique ou qui vont faire beaucoup de représentations dans différents lieux pour aller

porter notre point de vue, les mémoires, etc. [...] » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

« [...] Je suis responsable, autant de la vie associative, que de l'organisation que de sa représentation dans différents lieux, sur différents enjeux, à partir de, je dirais de grandes lignes, de grandes balises d'intervention qui sont déterminées par l'Assemblée générale, mais beaucoup par le Conseil d'Administration aussi sur positions ou discussions qui sont faites par les membres » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

Le document « S'occuper d'autres choses que les nids de poule! », souligne bien l'intention de cet acteur de s'occuper d'enjeux plus importants que les nombreux trous dans les chaussées de Montréal. Il le dit d'ailleurs : « comment se fait-il que le sort de la population n'occupe pas davantage l'espace public? Montréal ne peut se préoccuper que des nids-de-poule! En tant que métropole qui s'assume » (Visibilité dans les médias, VM1)

Il donne son point de vue dans « l'exil en ville » paru dans La Presse, dans une lettre ouverte intitulée « A plea for a People's Montreal » dans La Gazette. Il intervient encore dans un autre document paru dans le courrier du Journal Métro, intitulé « Plus qu'une mission éducative ». Dans ce dernier document l'acteur A intervient sur la question de l'éducation, précisément sur l'avenir des commissions scolaires en mettant l'accent sur leur travail depuis nombres d'années avec les actions menées pour contrer les problèmes de pauvreté et en expliquant l'importance de la prise en compte de la mission sociale et non simplement éducative des commissions scolaires. Pour ne citer que certains de ces arguments, on peut lire :

« [...] La mission sociale d'une commission scolaire est inséparable de sa mission éducative [...] ce qui explique que les commissions scolaires de l'Île de Montréal ont choisi au fil des ans de s'investir dans des mesures visant le soutien alimentaire, l'intégration des nouveaux arrivants ou le maillage avec la communauté [...] » (Visibilité dans les médias, VM4).

Il intervient également dans un bon nombre de prise de positions, comme par exemple dans le document de 2014 « portrait des positions en développement social interventions publiques depuis le lac-à-l'épaulé de 2011 », où il défend plusieurs enjeux tels que l'accès abordable aux transports en particulier pour les plus défavorisés, et il précise: « le transport en commun est un service essentiel pour les populations économiquement défavorisées (les sans-

emploi, les travailleurs à petits revenus) qui permet de contribuer à la vie citoyenne de la cité » (Prises de position, PP4). Il cible le gouvernement sur ses actions :

« [...] Le gouvernement a des responsabilités à assurer pour soutenir les organismes dans nos communautés. Nous vous interpellons aujourd'hui, en tant que chefs des principaux partis, pour que vous vous engagiez à adopter et mettre en œuvre une stratégie globale afin de conserver et de rénover des bâtiments à l'usage des organismes communautaires, de loisirs et d'économies sociales » (Prises de position, PP4).

Un autre élément qui renforce l'idée que l'acteur A est un des porte-parole de la CMTQ, est le fait qu'il soit le détenteur du compte Twitter pour la CMTQ. « Tous les élus sont abonnés au fil Twitter de 'A' et c'est clair qu'il est un influenceur à ce niveau-là » (Acteur C : sous-directeur de la CMTQ).

L'acteur A a d'ailleurs décidé de par son background en tant que journaliste d'utiliser son propre nom afin d'avoir une meilleure visibilité auprès des décideurs, autres journalistes, organismes, etc.

« [...] J'ai décidé de le faire en mettant mon nom et non pas le nom de la Coalition parce que je trouvais que c'était plus stratégique, plus marquant. Comme je connaissais déjà des journalistes, donc de mettre Acteur A Coordonnateur de la Coalition, ça permettait tout de suite d'entrer en contact avec des gens que je connaissais [...] » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

4.1.2.2 Acteur B

Le deuxième acteur influent identifié comme porte-parole est l'acteur B, président de la CMTQ. Encore une fois il a été possible d'identifier cet acteur en parti grâce à la question : « Selon vous qui sont les acteurs importants qui mènent ce plaidoyer? » du guide d'entretien.

« [...] Avec la personne qui est à la présidence, on est les 2 personnes qui sont celles qui prennent la parole pour la Coalition des tables de quartiers sur la place publique ou qui vont faire beaucoup de représentations dans différents lieux pour aller porter notre point de vue, les mémoires, etc. [...] » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

L'acteur B, président de la CMTQ, porte aussi le titre de porte-parole, mais son rôle diffère un peu de l'acteur A. L'acteur B joue le rôle de relayeur entre le CA et l'acteur A.

« [...] De façon très technique c'est moi qui préside les rencontres du conseil d'administration et les assemblées des membres, je vous dirais aussi que je

prends la parole évidemment au nom de la CMTQ en collaboration avec l'acteur A, donc des fois seul, des fois avec l'acteur A, soit par écrits ou lors de colloques ou d'invitations ou cela peut être dans des conférences de presse, ou répondre aux médias tout ça et également je vous dirais [...], je représente dans le fond les patrons de l'acteur A qui sont au CA, donc c'est moi qui ai les interactions les plus régulières avec l'acteur A pour qu'on étudie les dossiers et tout ça, donc en gros c'est mon rôle » (Acteur B : directeur de la CMTQ).

Dans un document de prise de position de 2012, intitulé « l'allocation », l'acteur B amène le sujet de la culture, qui est un des enjeux importants de la CMTQ.

« [...] La culture est un vecteur de changement, de rapprochement interculturel, d'intégration sociale, d'expression citoyenne. Démocratiser l'accès à la culture passe inévitablement par la participation citoyenne et l'amélioration de la qualité de vie [...], aujourd'hui, vous nous dites 'développons la culture au niveau local', nous vous répondons 'présents'. La Coalition et ses 29 tables de quartier s'activent déjà sur le terrain et sont prêtes à poursuivre la collaboration entre les acteurs culturels et sociaux, en route vers 2017 » (Acteur B : directeur de la CMTQ).

Dans une lettre ouverte parue dans le Journal de Montréal intitulé « réservons des terrains pour du logement social », il déclare sur la problématique du logement :

« [...] La situation du logement est critique dans de nombreux quartiers de Montréal, où près de 200 000 ménages locataires consacrent plus de 30 % de leur revenu pour les dépenses relatives au logement [...], se loger est de plus en plus difficile dans un contexte de raréfaction de logements locatifs privés et de hausse vertigineuse des loyers. Le marché immobilier est quasi exclusivement axé sur la construction de condos, trop petits pour les familles et trop chers pour la majorité des Montréalais locataires [...]. La construction de nouveaux logements sociaux et communautaires est donc essentielle afin de garantir le droit au logement pour tous » (Acteur B : directeur de la CMTQ).

4.2 Les stratégies utilisées par la CMTQ

Au cœur du plaidoyer mené par la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, on retrouve un certain nombre de stratégies permettant aux acteurs influents de mener à bien leur plaidoyer. La stratégie réfère au fait de parvenir à influencer des décisions en lien avec une pratique ou une politique.

4.2.1 Stratégie d'influence des décideurs

Parmi les stratégies utilisées par la CMTQ, on retrouve la stratégie d'influence des décideurs qui se caractérise par des rencontres formelles ou non formelles avec par exemple des décideurs ou politiciens, mais aussi avec des journalistes; pour sensibiliser, convaincre, et tendre vers le changement souhaité.

« [...] Nous nos stratégies vont être souvent d'essayer de rencontrer des décideurs, de parler avec des décideurs qu'ils soient administratifs ou politiques et d'essayer de les sensibiliser puis de les amener à défendre les mêmes causes qu'on défend. [...] Donc on est pas dans la confrontation on est plus dans comment peut-on faire ensemble pour atteindre nos objectifs » (Acteur C : sous-directeur de la CMTQ).

Pour ce qui est des rencontres non formelles, elles sont tout aussi importantes comme nous expliquent les acteurs, puisque même si elles ne sont pas rendues publiques, elles permettent parfois de se faire entendre, de donner son opinion sur un sujet précis, de faire avancer un dossier, etc.

« [...] Il y a des rencontres qui se font, qui sont non formelles. Ce ne sont pas des rencontres officiellement demandées qui des fois font avancer des dossiers, qui permettent d'aller sur la place publique aussi. Donc il y a tout un travail aussi qui se fait qui n'est pas de contact, de mise en réseau, avec les acteurs clés aussi de Montréal que ce soit en culture, en environnement et tout ça et qui font qu'on est de plus en plus pris en compte ou incontournables sur ces questions-là parce qu'on développe des relations, des contacts qui sont pas dans des cas formels de mémoire, de prises de position et tout ça, mais qui sont vachement importantes dans la création en tant que stratégie pour occuper l'espace à Montréal » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

4.2.2 La création d'un réseau

La création d'un réseau (personnel ou professionnel) est une stratégie importante dans l'élaboration d'un plaidoyer, elle permet de rencontrer des personnes influentes comme par exemple des journalistes, des décideurs et/ou politiciens pouvant être utiles lorsque les acteurs veulent opiner sur un ou des enjeux. Avoir un tel agenda permet à la fois à la CMTQ de se faire connaître et de faire connaître leur travail et donc que l'on fasse appel à elle lorsque des problématiques d'ordre social sont mises en avant de la scène; donnant ainsi aux acteurs de la CMTQ la possibilité d'émettre des opinions, et proposer des solutions sur un sujet précis.

« [...] C'est aussi de développer ces contacts-là, je t'en parlais tantôt... mais souvent ça ne mène pas nécessairement à des articles tout ça, mais c'est des contacts qui vont être utiles à un moment donné quand on va avoir des opinions, quand les journalistes surtout vont avoir des opinions, ils vont t'écrire ou vont t'appeler pour avoir euh... il y a aussi un petit jeu d'influence qui se fait qui n'est pas visible. [...] Devenir membre d'un réseau important pour suivre certains dossiers. Du côté médiatique, développer des contacts avec des journalistes, [...]. Avec des gens qui sont dans les médias [...] » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

Ce réseau, c'est donc plus de contacts, mais surtout l'occupation de l'espace montréalais et la reconnaissance des acteurs de la CMTQ comme experts.

« [...] Parce qu'on développe des relations, des contacts qui sont pas dans des cas formels de mémoires, de prises de position et tout ça, mais qui sont vachement importants dans la création en tant que stratégie pour occuper l'espace à Montréal » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

4.2.3 Profiter des thèmes de l'actualité ou des 'fenêtres d'opportunités'

Une autre stratégie mise en avant par les acteurs est le fait de profiter des moments clés, pour émettre des opinions, mener des actions de plaidoyer sur certains enjeux quand ces derniers sont portés au-devant de la scène. « Essayer d'intervenir dans certains moments clés, avec des lettres ouvertes, des communiqués de presse ou des points de vue émis sur Twitter par exemple » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

Les moments clés, sont les événements qui font l'actualité nous dit l'acteur B, et il faut savoir profiter de ces moments pour se créer une ouverture, faire valoir son opinion dans les médias au travers d'une lettre ouverte, d'un mémoire, d'une entrevue, etc. « Donc quand il y a des événements ou des choses qui sont d'actualités, on va essayer d'avoir une place dans les médias soit par une lettre ouverte, ou des entrevues, [...] » (Acteur B : directeur de la CMTQ).

Pour ne citer qu'un exemple, la CMTQ est intervenue en 2015 au travers de plusieurs actions pour sauver l'entente de lutte contre la pauvreté entre Montréal et le gouvernement du Québec, avec par exemple un article de La Presse, où l'acteur A est intervenu et qui s'intitule « Québec renonce à sabrer de moitié la lutte contre la pauvreté à Montréal ».

« [...] On a travaillé pour maintenir l'entente de lutte contre la pauvreté entre QC et MTL [...], on a su à un moment donné que cette entente-là était menacée [...].à, on est assez rapidement entré en action à tous les niveaux je dirais, on a poussé sur les fonctionnaires, on a poussé au niveau des élus; moi je suis allé

poser une question au conseil municipal, on a donné des entrevues dans les médias [...] et l'entente a fini par être renouvelée» (Acteur B : directeur de la CMTQ).

4.2.4 Les prises de position écrites

La publication de mémoires, des prises de positions publiques, mais aussi des présentations ou des ateliers dans des colloques ou événements, des lettres ouvertes, des communiqués de presse sont tous des stratégies utilisées pour un même but, mais différemment selon le message que l'on souhaite faire passer et selon le public que l'on souhaite atteindre. Il est donc important d'avoir un plan d'attaque et des objectifs préalablement fixés. L'usage d'un mémoire n'est pas anodin puisqu'il constitue une stratégie de défense permettant d'exposer des faits et des idées que l'on souhaite porter en avant à la connaissance de quelqu'un, par exemple des décideurs.

« [...] Il y a les [...] officiels qui sont comme je le disais tantôt aller déposer un mémoire, proposer d'aller faire des ateliers dans des colloques ou des présentations dans des colloques, dans des événements [...] » (Acteur C : sous-directeur de la CMTQ).

4.2.5 Usage des données probantes ou 'fact sheets'

Il est important lorsque l'on fait du plaidoyer de s'appuyer sur des données probantes, cela permet de donner du poids à ses arguments, mais aussi de montrer que l'on maîtrise la problématique que l'on défend. Ainsi on peut constater dans nos différentes sources de données écrites que les acteurs font usage de données probantes dans leurs efforts de plaidoyer.

« [...] Pour faire un bon plaidoyer et on essaie de faire ça à la CMTQ, [...] c'est d'abord de partir avec de la rigueur. Donc d'avoir des faits, des chiffres, des exemples concrets pour démontrer ce qu'on a à démontrer [...], nous on essaie toujours de dire que quand on veut défendre un point on va partir sur un fait, voici la situation telle qu'elle est et voici des exemples concrets, de relier le fait aussi à la cause, [...], donc on va essayer de partir sur du solide et nos stratégies vont être beaucoup d'aller par l'influence souterraine je dirais » (Acteur B: directeur de la CMTQ).

4.2.6 Les moyens utilisés au travers des stratégies

Si les stratégies sont les actions qui vont permettre aux acteurs de la CMTQ de se faire entendre sur la place publique, ce sont les moyens utilisés qui vont permettre aux acteurs de mener à bien leur plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ainsi les stratégies de plaidoyer de la CMTQ s'appuient sur divers procédés :

4.2.6.1 La participation citoyenne

Un autre élément utilisé par la CMTQ pour mener son plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale est la participation citoyenne comme outil stratégique. Les citoyens deviennent acteurs dans leur propre vie et apprennent à maîtriser les outils nécessaires pour solutionner les problèmes qui les concernent.

« [...] La question de l'engagement citoyen est important, parce qu'on veut que les gens soient les propres artisans de l'amélioration de leur qualité de vie et ne pas toujours être en attente qu'on fasse les choses pour eux, donc on travaille beaucoup à impliquer les gens dans leur quartier, à prendre les moyens qu'il faut pour se sortir de la pauvreté [...]» (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

« [...] Les Tables de quartier placent les citoyens au cœur de leurs démarches et mobilisent le quartier afin d'œuvrer à l'amélioration de la qualité de vie dans une perspective de développement durable/ au développement du milieu » (Mémoires, M1, M2, M3, M4, M5, M6)

Pour conclure, la participation citoyenne constitue non seulement une stratégie pour la CMTQ dans son plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, mais c'est aussi comme on peut le lire dans les documents de prise de position : « [...] le gage de succès du développement de Montréal » (Prises de position, PP4).

4.2.6.2 Les médias

En santé publique les médias sont souvent utilisés comme objet de communication ou outil de pression et s'avèrent très efficaces puisqu'ils permettent de prioriser le problème dans l'agenda des décideurs et de mobiliser les groupes qui peuvent faire pression sur les décideurs.

« [...] Si on veut avoir un impact, si on veut avoir un poids politique pour que les choses changent, il faut absolument utiliser tous les moyens qui sont à la disposition. Il y a des moyens plus formels et plus polis qui sont les mémoires et tout ça, mais il y a les moyens qui sont plus « punchés », qui sont plus marquants, qui amènent, à faire bouger des acteurs plus ou moins importants que ce soit des administrations municipales ou des élus et puis ça... ben ça passe par les médias » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

Les médias permettent donc un impact plus marquant, et font plus vite avancer les choses. Les acteurs de la CMTQ utilisent la communication comme outil de pression pour mettre en évidence des solutions aux problèmes qu'ils défendent. Comme ils nous expliquent en entrevue, les médias constituent un moyen d'atteindre, de faire pression sur les décideurs, pour qu'il y ait des changements ou des améliorations au niveau des politiques. Les contacts sont un outil complémentaire ouvrant des fenêtres d'opportunités permettant de se mettre en avant sur la place publique avec les médias lors de certains événements comme par exemple les élections municipales.

« [...] On va aussi utiliser quand même les médias. Donc, quand il y a des événements ou des choses qui sont d'actualité, on va essayer d'avoir une place dans les médias, soit par une lettre ouverte, ou des entrevues, c'est pas toujours facile parce que nous, on se refuse d'aller dans la victimisation, donc on essaie d'amener un discours qui est un peu plus rationnel et des fois c'est pas facile d'avoir une place dans les médias avec ce genre de discours là [...] » (Acteur B : directeur de la CMTQ).

4.2.6.3 L'usage de Twitter comme outil de plaidoyer

Twitter permet de donner son point de vue en ciblant un public bien spécifique. Les Tweets favorisent un contact indirect avec des journalistes, des décideurs et/ou d'autres organismes et permettent d'opiner en tweetant ou en retweetant l'actualité des autres usagers en y ajoutant son point de vue. Cependant si Twitter permet de joindre des décideurs ou autres il est important de l'accompagner de stratégies telles des rencontres qui permettront de mener les objectifs de la coalition dans l'agenda des décideurs.

« [...] Twitter est très efficace au niveau des décideurs, [...]. Tous les élus sont abonnés au fil Twitter de l'acteur A et c'est clair qu'il est un influenceur à ce niveau-là. Mais ça pourra pas être fait seul, donc c'est un des outils, tu sais le secret dans le fond pour un bon plaidoyer c'est une multitude d'outils adaptés à tes publics, donc Twitter c'est un bon outil pour faire penser à quelque chose à un élu, mais une fois que tu as fait ça, faut que t'accompagnes ça, de rencontres,

de téléphones parce que sinon c'est du vent là » (Acteur C : sous-directeur de la CMTQ).

L'acteur A nous parle aussi de ce que Twitter constitue pour lui, étant lui même le détenteur du compte :

« [...] Et c'est vraiment utile pour joindre des journalistes et être en communication, en réseau avec des journalistes et des grandes têtes de réseau montréalais. Donc ça veut dire des présidences de culture de Montréal, du Conseil régional de l'environnement, du Centre d'écologie urbaine, de la Chambre de commerce, les grands réseaux [...]. Là on est plus dans l'opinion, on est plus dans partager des informations sur des enjeux, ça peut être des articles de journaux, des documents qui sont publiés, mais aussi les commenter brièvement, donner son opinion brièvement sur quelque chose [...] » (Acteur A: coordonnateur de la CMTQ).

4.2.6.4 Création d'une plateforme telle que Facebook

Selon le message que l'on souhaite faire passer, il est important de choisir le bon réseau social. Dans le cas de la Coalition, Facebook est utilisé pour faire circuler l'information sur le plaidoyer que mène la CMTQ et faire connaître au public le travail des Tables de quartier et de la CMTQ.

« [...] Développer une plate-forme comme Facebook pour faire circuler des prises de position qu'on fait. Il y a vraiment, il y a une façon différente d'utiliser Facebook ou Twitter, les objectifs ne sont pas du tout les mêmes [...] Facebook c'est utile, c'est utile pour donner une visibilité à la Coalition bien sûr, mais donner une visibilité aussi à ce que font les Tables de quartier parce que c'est connu, mais en même temps c'est pas si connu que ça. [...] Ça permet d'avoir une plateforme qui donne une visibilité à ce que font les tables, à ce que fait la Coalition [...] » (Acteur A : coordonnateur de la CMTQ).

4.3 Les messages ou arguments utilisés au travers des stratégies par la CMTQ

Après codification des différentes productions étudiées (Annexe 2) de nos différentes sources certains concepts ressortent et les messages/arguments utilisés par les acteurs pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale peuvent se classer en deux groupes. Les messages/arguments seront présentés en 2 divisions : la pauvreté et l'exclusion sociale d'une part, le développement social de l'autre et ses subdivisions culture, logement et transport. Un

message bien structuré devrait comprendre, une analyse du problème ses conséquences possibles et ses recommandations. Nous tenterons donc dans chaque partie de faire ressortir ces éléments.

4.3.1 Pauvreté et exclusion sociale

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale fait partie des principaux objectifs de la CMTQ et ses acteurs dans leurs prises de position dénoncent souvent ces inégalités dans leurs mémoires: « [...] intervient sur des enjeux communs à l'ensemble des tables de quartier tels [...] la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale [...] » (Mémoires, M1, M2, M3, M4, M5, M6).

Les acteurs font état du problème en utilisant des données probantes afin que les lecteurs constatent l'ampleur de la problématique :

« [...] On le sait il y a un fort taux de pauvreté à Montréal : un peu plus de 30% de la population vit sous le seuil de faible revenu et 40% des travailleurs et travailleuses gagnent moins de 20 000 \$ par année [...] » (Mémoires, M4).

« [...] Si la pauvreté a légèrement diminué au Québec entre 1997 et 2010, ce n'est toutefois pas le cas à Montréal. [...] Montréal compte 1,9 millions d'habitants; 850 000 ménages. 24,6% de la population montréalaise vivent sous la mesure de faible revenu (comparativement à 16,7% de la population québécoise), cela représente 450 000 personnes à Montréal. 29,3% des enfants de 0-5ans à Montréal vivent sous la mesure de faible revenu (16,8% pour l'ensemble du Québec). 26,5% des familles avec enfants de Montréal vivent dans la pauvreté (16% au Québec). 25,8% des immigrants (1 personne sur 4!) vit en situation de pauvreté [...] » (Mémoires, M6).

Les acteurs dans leur plaidoyer abordent également les conséquences possibles du problème. Dans le document « l'exil en ville », l'acteur se met dans la peau d'un citoyen lambda en situation de pauvreté et nous relate son histoire en nous montrant l'impact que cela peut avoir :

« [...] Il en fait des efforts, Quidam. Il n'est même plus dans les statistiques du chômage avec le petit boulot qu'il s'est dégoté. De toute façon, Quidam n'avait pas droit à l'assurance-emploi, comme six chômeurs sur dix. Ce qu'il comprend difficilement, puisqu'il a payé des cotisations d'assurance emploi toute sa vie de travailleur. Le taux de chômage stagne autour de 10 % à Montréal, mais la pauvreté augmente, constate Quidam » (Visibilité dans les médias, VM7).

Les acteurs nous sensibilisent sur ce problème de la pauvreté et l'exclusion sociale et invitent les décideurs à agir pour contrer la question en émettant des recommandations dont le but est de contrer ces inégalités, renforcer ou mettre en place des politiques publiques et sociales investir davantage dans les interventions terrains à Montréal et ainsi améliorer les conditions de vie de la population Montréalaise, peu importe le statut, l'origine, l'appartenance; que tous aient les mêmes droits sur le plan social. Dans le mémoire sur le plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale paru en 2016, on peut lire :

« [...] En raison du taux de pauvreté élevé à Montréal et des nombreux défis particuliers de la métropole, nous estimons nécessaire que le gouvernement reconnaisse ces spécificités montréalaises dans l'adoption ainsi que la gestion des politiques publiques et sociales et qu'il s'engage à investir davantage à Montréal dans le soutien aux interventions sur le terrain. [...] Poursuivre l'appui aux stratégies territoriales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, de même que le soutien à la mobilisation des communautés locales en milieu urbain » (Mémoires, M6).

Les acteurs appuient également l'importance du travail au niveau local pour contrer ces inégalités. Dans un document de prise de positions intitulées « portrait des positions en développement social, interventions publiques depuis le lac-à-l'épaule de 2011, on peut aussi lire :

« [...] La lutte contre la pauvreté doit se faire à tous les niveaux et, au plan local, l'amélioration des conditions et du cadre de vie des personnes qui y vivent peut assurément avoir un impact important sur la pauvreté. [...] Le développement de Montréal doit concerner tous les Montréalais, peu importe l'endroit où l'on habite, son revenu, son origine [...] » (Prises de position, PP4).

La CMTQ souligne dans ses messages l'apport des Tables de quartier dans le plan de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale « parce qu'elles sont des intervenants privilégiés dans la lutte contre la pauvreté au plan local, le gouvernement doit reconnaître le travail, l'expertise et le modèle des Tables de quartier » (Mémoires, M6).

4.3.2 Le développement social

Lorsqu'on parle de pauvreté et d'exclusion sociale, il est difficile de dissocier le terme développement social, constituant une des priorités de la CMTQ et des Tables de Quartier que regroupe la CMTQ. Ce terme fait référence aux conditions requises permettant à chaque individu de développer complètement ses potentiels, de profiter pleinement de son quartier,

de participer à la vie sociale de son quartier, d'avoir accès aux mêmes droits que tous (principe de la justice sociale) à la culture, au logement, au transport abordable et de proximité. Donc, plusieurs éléments sont à prendre en compte pour agir sur les inégalités sociales, l'amélioration des conditions de vie et du bien-être de la population montréalaise. Ce sont ces éléments qui font que la CMTQ porte une attention particulière au développement social qui constitue l'un de ces axes d'intervention. Ce qu'explique l'un des acteurs en entrevue :

« [...] Donc on croit beaucoup au fait que d'avoir des quartiers qui sont développés de manière fort équitables est un outil également de lutte contre la pauvreté parce que la pauvreté oui c'est d'abord les sous, mais c'est pas seulement ça, la pauvreté c'est aussi et on fait référence à l'exclusion sociale, c'est aussi le fait d'avoir un réseau, c'est aussi le fait d'avoir une vie de quartier gratuitement qui nous permet de ne pas être isolé, de sortir de chez soi, de pouvoir envoyer son enfant dans une école agréable, de pouvoir marcher dans la rue et puis faire ses petits achats quotidiens dans des commerces de proximité donc c'est tout ça aussi, la lutte contre la pauvreté. Donc, nous c'est vraiment notre cheval de bataille à la CMTQ » (Acteur B : directeur de la CMTQ).

Comme il est possible de le lire dans les mémoires étudiés, le développement social de Montréal fait partie du mandat de la CMTQ, « [...] ont pour mandat de réunir l'ensemble des acteurs du quartier [...] sur des questions de développement social et de lutte contre la pauvreté » (Mémoires, M1, M2, M3, M4, M5, M6).

Il est important de prendre en compte le développement social dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cela va permettre d'améliorer les conditions de vie des Montréalais et d'avoir un Montréal plus égalitaire.

« [...] Il faut donner aux plus défavorisés des outils afin d'être moins pauvres : interventions sur le logement, l'emploi, le cadre bâti, l'inclusion des communautés culturelles, etc. [...] Une attention particulière est accordée aux actions et aux interventions en matière de lutte contre la pauvreté dans nos quartiers. Nous travaillons localement de façon globale sur l'ensemble des facteurs qui concernent le développement social et la pauvreté afin d'éviter le saucissonnage en diverses problématiques » (Prises de position, PP3).

4.3.2.1 La culture

La culture est un élément clé du développement social sur lequel la CMTQ concentre ces efforts de plaidoyer afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Dans le mémoire en lien avec le document d'orientation sur les quartiers culturels, les acteurs définissent ce qui selon eux représente un quartier culturel:

« [...] Un milieu de vie animé, où la présence des arts et (de) la culture est reconnues comme une contribution essentielle au développement harmonieux des communautés locales, notamment en ce qui a trait au sentiment d'appartenance, à la vitalité économique, aux relations entre citoyens, à la qualité du milieu de vie, etc. » (Mémoires, M2).

L'accès à un quartier culturel est un point important du bien-être de l'individu et c'est dans cette optique qu'il constitue l'un des axes d'intervention de la CMTQ :

« [...] Le développement social étant l'axe d'intervention des tables de quartier, c'est dans ce cadre que les tables se préoccupent plus particulièrement de culture. De façon générale, les tables locales de concertation font de l'accès à la culture pour tous, une priorité puisqu'il s'agit là d'un élément essentiel de la qualité et des conditions de vie » (Mémoires, M2).

La CMTQ l'affirme :

« [...] La culture est un vecteur de changement, de rapprochement interculturel, d'intégration sociale, d'expression citoyenne. Démocratiser l'accès à la culture passe inévitablement par la participation citoyenne et l'amélioration de la qualité de vie » (Prises de position, PP1, PP4).

Peu importe l'appartenance, le revenu, l'accès à un quartier culturel permet de contrer l'isolement, de lutter contre l'exclusion sociale et aide à la création d'un réseau qui contribue au bien-être de l'individu. Comme le dit l'acteur C :

« [...] Oui être pauvre c'est ne pas avoir de sous, mais oui c'est aussi être isolé et ne pas participer à la vie de la ville donc on pense que si un accès culturel qui est facile, qui est gratuit ou à très faible coût dans les quartiers ça contribue à ce que les gens brisent leur isolement se tissent des réseaux, s'instruisent d'une certaine manière et au bout du compte tout ça mis ensemble ça a un effet sur la pauvreté tu sais ?! » (Acteur C : sous-directeur de la CMTQ)

... Ou un autre acteur dans un document portant sur les prises de position de la CMTQ depuis leur lac-à-l'épaule de 2011:

« [...] La culture est un vecteur de changement, de rapprochement interculturel, d'intégration sociale, d'expression citoyenne. Démocratiser l'accès à la culture passe inévitablement par la participation citoyenne et l'amélioration de la qualité de vie » (Prises de position, PP4).

Dans un autre document paru dans La Presse et intitulé « l'exil en ville », l'acteur A nous fait état du problème à travers une histoire fictive pour alerter les lecteurs et attirer l'attention des décideurs sur la problématique de l'accès à la culture surtout pour les personnes en situation de pauvreté.

« [...] Quidam espionne les autres maisons, scrute les autres personnes, qui vont et viennent au restaurant, au hockey, au spectacle, et il voit bien qu'il ne fait pas partie de la même ville. Heureusement, il lui reste la télé [...] » (Visibilité dans les médias, VM7).

La CMTQ émet des recommandations pour contrer le problème. Ses acteurs commencent d'abord par expliquer ce dont un quartier culturel devrait tenir compte:

« [...] Selon nous, un Quartier culturel doit aussi tenir compte des éléments suivants : des équipements et infrastructures culturels en nombre suffisant et biens répartis sur le territoire (consolidation et développement); une offre culturelle accessible (proximité, réseau de transport, tarifs); favoriser l'accessibilité aux activités de loisirs culturels; des bibliothèques et des Maisons de la culture ouvertes sur le milieu; faciliter l'utilisation des espaces et équipements publics pour les artistes et pour les organismes sociaux organisant des événements festifs; encourager et valoriser la présence des artistes dans les quartiers; reconnaître que la culture favorise les rapprochements interculturels; soutenir les projets de médiation culturelle; mettre en valeur le patrimoine et l'histoire des quartiers; contribuer à développer la concertation multiréseau avec les acteurs locaux. [...] » (Mémoires, M2; Prises de position, PP4)

Puis nous rappellent en s'appuyant sur des données probantes qu'il soit important de prendre en compte les populations les plus défavorisées qui sont les plus touchées par l'inaccessibilité à la culture :

« [...] S'assurer en priorité que les citoyens plus défavorisés peuvent avoir accès aux arts et à la culture (31,2% de la population vit sous le seuil de faible revenu, plus de 40% dans certains arrondissements) [...] ». On peut aussi lire dans un des mémoires à propos des populations défavorisées : « la culture doit être accessible pour tous peu importe son lieu de résidence sur l'île et peu importe son revenu. [...] Il faudra se doter d'un plan d'action sur plusieurs années, puisque nous ne pourrions pas réalistement tout faire en même temps, mais en ne négligeant aucun territoire » (Mémoires, M2).

Ces verbatims nous renforcent dans l'idée de l'importance de la mise en place d'actions rendant la culture accessible à tous. On retrouve ce plaidoyer en faveur de la culture également dans les documents de prises de position:

« [...] Soutenir le développement des quartiers culturels : développement de meilleures pratiques de diffusion, amélioration de l'accès et de la participation des citoyens aux arts et à la culture, reconnaissance du travail de médiation culturelle, préservation et implantation des ateliers d'artistes dans les quartiers, soutien à la concertation locale en culture, etc., et aux initiatives de développement des quartiers culturels, etc. ». (Prises de position, PP3).

Renforcer les actions déjà en place, favoriser la participation citoyenne, reconnaître l'apport des Tables de quartier dans le développement des quartiers culturels et s'appuyer sur les initiatives existantes afin de faire avancer les choses est très importants et comme on peut le lire dans le mémoire sur les quartiers culturels :

« [...] La CMTQ [...] souhaite que le développement des quartiers Culturels se fasse dans tous quartier » (Mémoires, M2) « [...] nous vous proposons donc de vous appuyer sur les initiatives existantes afin de construire ensemble ce développement des quartiers culturels » (Mémoires, M2).

4.3.2.2 Le logement

Le logement constitue une autre clé du développement social. Nous avons tous besoin d'un toit pour vivre, mais n'avons pas forcément les mêmes moyens ou ressources (revenus, prix du logement) pour en avoir un de décent (qualité du logement, salubrité), d'abordable, de sécuritaire, etc. Comme nous le fait remarquer l'acteur B dans son entrevue :

« [...] Au premier plan c'est la question du logement, donc on intervient beaucoup quand même à la CMTQ sur l'importance de donner un logement en bon état et abordable aux gens qui sont plus pauvres, parce qu'à partir du moment où les gens ont une habitation convenable qui est pas trop dispendieuse, un, ils vont pouvoir mettre plus de sous ailleurs s'ils n'en ont pas beaucoup, dans la nourriture par exemple, et ensuite, ils vont être plus stables dans un quartier. [...] Donc la question de l'habitation pour nous est fondamentale » (Acteur B : directeur de la CMTQ).

Le logement est primordial dans la vie de chacun, il constitue une préoccupation importante dans la vie des Montréalais et plus encore chez les plus défavorisés de par le prix

des loyers, l'accès aux logements sociaux, etc. Dans les mémoires, les acteurs nous exposent le problème à travers des preuves scientifiques :

« [...] Un ménage sur trois dans la région métropolitaine consacre plus de 30% de ses revenus au logement. 15 000 noms sont inscrits sur les listes d'attente pour avoir un logement dans un logement de type OBNL ou coopératif. Les investissements en matière de construction de logements sociaux sont insuffisants » et aussi « [...] 41% des ménages locataires vivent dans une situation de logement inabordable » (Mémoires, M1).

Ce constat est alarmant et préoccupant et la CMTQ se veut défenseur des droits de la population en amenant les décideurs à prendre des mesures. Un autre élément que nous rapportent les acteurs dans les mémoires est le suivant :

« [...] Les habitations situées aux abords des pôles de transport collectif sont très recherchées et coûtent déjà très cher. Habiter près d'une station de métro représente un avantage pour plusieurs personnes et crée une plus-value sur le marché locatif. S'en suivent une augmentation des loyers et, éventuellement, le départ de ménages qui n'ont plus les moyens de demeurer dans le secteur » (Mémoires, M1).

Le marché de l'immobilier constitue un marché très attractif et peut s'avérer désavantageux pour les plus défavorisés, comme nous avancent les acteurs, « il est donc difficile pour plusieurs ménages d'avoir accès à des logements répondant à leurs besoins sans se ruiner. 227 835 ménages consacrent 50% et plus de leurs revenus à se loger! » (Mémoires, M5).

Les acteurs souhaitent donc que les mesures gouvernementales prennent en compte les éléments sus cités afin que Montréal soit une Métropole plus égalitaire en priorisant les logements sociaux, les logements familiaux et les loyers abordables pour tous. Malgré les efforts réalisés, la situation à Montréal reste préoccupante selon les acteurs :

« [...] Le coût du logement ne cesse de grimper; la proportion de logements locatifs diminue; il ne se construit que des condos, des petites unités très dispendieuses; il y a un manque de logements de 3 chambres pour les familles[...] » (Mémoires, M5).

C'est pour cela que la CMTQ souhaite que l'on renforce les actions en place et que l'on favorise la construction de logements sociaux axés sur la famille. Dans le mémoire sur le plan métropolitain d'aménagement et de développement de la communauté métropolitaine (PMAD) de Montréal, les acteurs souhaitent que les décideurs adoptent :

« [...] Des mesures concrètes sur la mixité sociale : maintien des ménages dans le milieu, cibles pour la mixité sociale, politique obligatoire d'inclusion de logements sociaux, etc. (Mémoires, M1). [...] Faire du logement aux familles une des priorités d'action du PMAD » (Mémoires, M1).

Dans le mémoire sur le plan de développement de Montréal, les acteurs recommandent de :

« [...] Se doter d'une véritable stratégie de développement d'habitation : constituer une réserve foncière pour du logement social afin que celui-ci ne dépende pas uniquement du développement du marché privé; rendre la stratégie d'inclusion de logements abordables obligatoire et la renforcer; dans l'optique de garder nos familles à Montréal, orienter le marché afin d'amener les promoteurs privés à construire un % plus élevé de logements de grandes dimensions; améliorer la qualité du parc locatif notamment en resserrant les interventions en matière de salubrité » (Mémoires, M4).

Des recommandations sont faites dans les documents de prises de position, comme il est le cas dans le document paru lors des élections de 2013

« [...] Dans l'optique de garder nos familles à Montréal, orienter le marché privé afin que les promoteurs construisent un % plus élevé de logements avec au moins trois chambres à coucher [...] se donner les moyens de contrer l'insalubrité des logements (prévention, saisie d'immeubles ou de loyers lorsque nécessaire, augmentation du nombre d'inspecteurs, etc.) » (Mémoires, M4).

4.3.2.3 Le transport

Une autre clé du développement social pointée du doigt par la CMTQ est le transport.

« [...] La CMTQ souscrit à l'objectif de faire du transport en commun un des axes importants de l'aménagement et du développement dans l'optique de réduire les déplacements en automobile et ainsi contribuer à l'amélioration de la qualité de vie » (Mémoires, M1).

Dans leur message, les acteurs souhaitent sensibiliser les décideurs sur la question du transport, car comme ils nous l'expliquent au travers des écrits, le transport n'est pas qu'un simple moyen de locomotion, il permet aussi de participer à la vie citoyenne, il permet de garder un emploi, il permet de vaquer à ses tâches (aller à l'épicerie, aller au travail, à l'école, etc.). Comme il est dit dans un des documents de prises de position intitulée « portrait des prises de position en développement social, interventions publiques depuis le lac-à-l'épaule » : « [...] Le transport en commun est un service essentiel pour les populations

économiquement défavorisées (les sans-emploi, les travailleurs à petits revenus) qui permet de contribuer à la vie citoyenne de la cité » (Prises de position, PP4).

Qu'il s'agisse d'aller au travail, à l'école, ou d'aller faire les courses, etc., la voiture ou les transports en commun nous sont souvent nécessaires. Cependant comme le soulignent les acteurs, les coûts d'une voiture et du carburant ou les coûts des tickets ou du forfait de la carte opus ne sont pas forcément accessibles à tous. Pour encore prendre exemple sur l'histoire fictive relatée par l'acteur A dans l'article « l'exil en ville » paru dans La Presse, on peut lire au sujet du transport :

« [...] Pourtant, Quidam travaille. Il gagne un salaire au-dessus du minimum, 14 \$ de l'heure. 2240 \$ par mois, avant impôt. 38 % de son salaire est bouffé par le loyer. [...] Quant au transport... Pas d'auto pour lui. De toute façon, ça pollue, se dit-il pour se convaincre. Pas pour lui non plus, la carte mensuelle de la STM ou le BIXI [...] » (Visibilité dans les médias, VM7).

Dans un autre article de La Presse, intitulé : « s'occuper d'autre chose que des nids de poule! », l'acteur a dit :

« [...] Ça fait beaucoup de monde qui en arrache. Beaucoup de gens pour qui le logement bouffe la plus grande part du budget, mais qui s'alimentent peu et mal. Des gens qui ne peuvent se payer le transport en commun sur une base régulière, qui n'inscrivent pas leurs enfants à des activités sportives ou culturelles, qui vivent le long des voies routières qui polluent poumons et oreilles » (Visibilité dans les médias, VM1).

L'acteur B ajoute dans son entrevue à ce propos :

« [...] Ce qu'on met de l'avant, c'est d'avoir des transports facilités à l'intérieur des quartiers, parce que souvent on va voir des améliorations pour se déplacer d'un point X vers le centre-ville, ça va être souvent comme ça à Montréal, mais nous ce qu'on dit c'est que les personnes qui n'ont pas beaucoup de sous qui n'ont pas de voiture, ou qui n'ont pas ces moyens-là, vont avoir besoin de pouvoir se déplacer à l'intérieur d'un quartier facilement, et ce n'est pas toujours le cas » (Acteur B : directeur de la CMTQ).

C'est pour cela que les acteurs de la CMTQ formulent des recommandations afin d'inciter les décideurs à émettre des actions sur ces problématiques. Dans un des documents de prises de position, parus lors des élections de 2013, ils recommandent :

« [...] Prioriser le développement du transport en commun, développer plus de mesures d'apaisement de la circulation, favoriser le développement du transport actif dans l'aménagement urbain, renforcer l'accessibilité économique au transport en commun (par un gel des tarifs ou par une tarification sociale pour les personnes à faible et très faible revenu) » (Prises de position, PP3).

Dans ce même document, on peut aussi lire :

« [...] Améliorer la desserte locale en transport en commun ainsi que celle interquartiers, renforcer les axes de circulation routière interquartiers afin que la circulation automobile y soit concentrée, et ainsi libérer les rues secondaires de la circulation de transit afin de les rendre plus sécuritaires, développer plus de mesures d'apaisement de la circulation [...] » (Prises de position, PP3).

Ils invitent les décideurs à agir, car des actions doivent être mis en place en place pour renforcer l'accessibilité au transport par une amélioration de la desserte des transports en commun surtout entre quartiers et particulièrement dans les quartiers plus défavorisés, et revoir les prix ou mettre des actions en place pour les plus défavorisés afin que le coût des transports leur soit abordable. Nous lisons dans les mémoires, les nombreuses préoccupations des acteurs quant au transport :

« [...] Nous tenons toutefois à ajouter aux préoccupations l'importance de l'exploitation du réseau de transport qui est souvent négligée en terme d'investissements. Nous pensons ici à la qualité du service, à l'accès en termes de desserte, de fréquence et de tarifs qui sont des facteurs importants lorsqu'on parle d'augmentation des déplacements » (Mémoires, M1).

Ils souhaitent : « obtenir un financement accru de la part des gouvernements supérieurs en matière de transport en commun » (Mémoires, M1).

Pour conclure, disons qu'il ne peut y avoir de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sans développement social et tous ces points clés dont les acteurs de la CMTQ n'arrêtent pas de faire mention dans leurs messages.

Chapitre 5 - Discussion

5.1 Principaux résultats et lien avec la littérature

L'objectif principal de cette étude était d'explorer comment est exercé le plaidoyer par les acteurs afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal. Nos objectifs spécifiques étaient d'identifier les acteurs clés exerçant ce plaidoyer, les stratégies utilisées pour exercer ce plaidoyer et les arguments/ messages utilisés à travers ces stratégies.

Cette recherche s'étale donc sur la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 1^{er} juin 2016, et constate les rôles et les actions des acteurs de la CMTQ. Les résultats de cette recherche suggèrent que pour exercer son plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, la CMTQ a recours à des porte-parole dont le rôle est de véhiculer leurs messages sur la place publique. Les acteurs de la CMTQ font usage de stratégies tels la stratégie d'influence des décideurs, la création d'un réseau, le fait de profiter des thèmes de l'actualité ou 'fenêtre d'opportunités, la prise de positions écrites (mémoires, lettres ouvertes, etc.) et l'usage de données probantes ou 'fact sheets'. Ils utilisent aussi différents moyens pour atteindre leur objectif tels la participation citoyenne, l'utilisation des médias et des réseaux sociaux (Twitter et Facebook). Il est également possible d'identifier au travers de ces stratégies le type de messages ou arguments se classant en deux groupes. Tout d'abord la pauvreté et l'exclusion sociale puis le développement social. Ce deuxième groupe comprend la culture, le logement et le transport; qui sont trois points auxquels la CMTQ porte une attention particulière. Nous constatons que nos résultats rejoignent la littérature étudiée. En effet il est dit que pour avoir un plaidoyer efficace, plusieurs étapes sont à suivre dont l'identification de sa cible, la définition de ses stratégies, l'identification des porte-parole et la construction du message (Dorfman, Sorenson, & Wallack, s. d.; Jourdain, 2007).

5.1.1 Les stratégies utilisées par les acteurs de la CMTQ

Un des objectifs de notre recherche était d'identifier les stratégies utilisées par les acteurs de la CMTQ pour exercer leur plaidoyer en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Comme on a pu le voir dans la revue de littérature, les stratégies peuvent être de trois natures: faible, moyenne, élevée. Si on se réfère à nos résultats on peut voir que la stratégie d'influence des décideurs peut à la fois se classer comme étant de nature faible,

lorsqu'elle est non formelle et donc souterraine et de nature moyenne lorsqu'il s'agit des rencontres publiques comme avec les journalistes, etc. La création de réseau est une stratégie de nature moyenne. Enfin on aura comme stratégie de nature élevée les prises de position se manifestant par la publication de mémoires, de lettres ouvertes, etc.

Comme autre stratégie, nous avons les données probantes qui dans la littérature est nommée comme étant des 'fact sheets', cette stratégie permet de donner du poids à nos arguments et d'avoir une certaine crédibilité devant nos lecteurs. Aussi comme autre stratégie identifiée on a le fait de savoir profiter des thèmes de l'actualité. Cette stratégie est d'ailleurs reprise dans notre revue de littérature sous le nom de 'fenêtre d'opportunités'. Comme l'expliquent les auteurs, pour avoir un plaidoyer efficace il faut savoir prendre avantage des 'fenêtres d'opportunités' (Farrer et al., 2015). Sachant qu'il est difficile de garder un tel sujet dans l'agenda des décideurs, il est donc important de profiter de tous ces moments (élections législatives, débats gouvernementaux, etc.). Dans nos résultats nous mentionnons l'exemple cité par les auteurs, le cas des élections municipales, soulignée par la prise de position de 2013 intitulée « Plateforme de la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier » (Prises de position, PP3), où l'acteur A intervient sur le sujet du développement social et de la pauvreté.

Nous avons pu voir dans nos résultats que les acteurs faisaient usage de divers moyens dans leurs stratégies, leur permettant ainsi de mener à bien leur plaidoyer. Comme il est mentionné dans la littérature les stratégies de plaidoyer s'appuient sur divers procédés. L'un des procédés utilisés par la CMTQ est la participation citoyenne qui revient assez souvent comme procédé suggéré. Qu'ils s'agissent des auteurs ou des acteurs de la CMTQ, ils insistent tous sur l'importance de la contribution des citoyens dans l'élaboration du plaidoyer. Des citoyens proactifs permettent de faire pression sur les décideurs et d'influencer les processus électoraux, et de mettre en œuvre des politiques favorables permettant de lutter contre les inégalités à Montréal (Christoffel, 2000; Dorfman et al., s. d.; Farrer et al., 2015; OMS, 1986).

Nous avons constaté combien la CMTQ utilisait le plaidoyer médiatique avec les nombreuses apparitions publiques et les interventions des acteurs A et B. Par exemple on peut voir dans nos résultats, l'acteur A se positionner afin de tenter de sauver l'entente de lutte à la pauvreté entre Montréal et le gouvernement du Québec (VM6). Utiliser des médias comme outil stratégique lorsque l'on fait du plaidoyer peut en effet s'avérer très efficace comme le

soulignent les auteurs (Dorfman et al., s. d.; Farrer et al., 2015; Simpson, 2002; Wallack & Dorfman, 1996; Wallack, 1994; Wallack, Dorfman, Jemigan, & Themba, 1993). La CMTQ en faisant usage des médias augmente ses chances de faire pression sur les décideurs et donc d'arriver au but fixé. L'utilisation des médias (qu'ils s'agissent de la presse écrite, de la télévision, de blogs, etc.) est un bon outil stratégique permettant de partager de l'information liée aux politiques et aux affaires publiques (Simpson, 2002). Son usage permet d'influencer les actions, les politiques publiques ou encore de modifier l'opinion du public sur un problème précis (Simpson, 2002).

Le troisième et quatrième moyen utilisé par les acteurs est l'usage des réseaux sociaux, cette troisième catégorie, fait référence dans la littérature aux procédés utilisés dans la stratégie d'optimisation des moteurs de recherche (Brownson et al., 2011). Ces procédés permettent aux acteurs d'avoir une certaine visibilité et donc de se faire connaître de tous. L'utilisation des réseaux sociaux, Twitter et Facebook, dépend du public que l'on souhaite atteindre et du message que l'on souhaite passer. Twitter sera plus destiné à émettre des opinions auprès des personnes influentes, des décideurs, tandis que Facebook sera plutôt destiné à faire connaître le travail de la CMTQ et des Tables de quartier et à partager l'information à un plus large public. Faire usage des réseaux sociaux peut aussi aider à se bâtir un réseau (Scott & Maryman, 2016). Comme l'explique les auteurs, auparavant la communication avec les décideurs, les politiciens se limitaient aux lettres, aux appels téléphoniques, ou aux rencontres nez à nez, cependant maintenant avec la venue d'internet, les médias sociaux permettent d'élargir les moyens de communication (Scott & Maryman, 2016). D'ailleurs on note que la plupart des décideurs, politiciens, fonctionnaires entretiennent un compte Facebook et/ou Twitter. On peut d'ailleurs le constater aux États-Unis avec les nombreux Tweets du président Trump. Twitter, que ce soit côté follower ou teneur du compte permet de faire passer de brefs messages et de partager des informations. Ce sont des outils très efficaces, ils sont gratuits, et aujourd'hui tout le monde y est abonné (Scott & Maryman, 2016).

Pour conclure, comme on a pu voir avec la CMTQ, les acteurs utilisent plusieurs types de stratégies et d'outils pour mener leur plaidoyer. Comme le soulève les auteurs pour faire du plaidoyer il est important de combiner les stratégies, et d'utiliser les approches dites traditionnelles 'offline' (les mémoires, les prises de position écrites, etc.) avec les approches

‘online’ (c.-à-d. Twitter, Facebook, etc.); car cela permet d’améliorer l’efficacité du plaidoyer (Scott & Maryman, 2016).

5.1.2 Les messages utilisés au travers des stratégies

Dans « l’exil en ville » (Visibilité dans les médias, VM7), l’acteur a fait état des problèmes concernant le développement social à travers une courte histoire fictive mettant en scène un homme du nom de Quidam vivant en situation de pauvreté et dont les revenus sont insuffisants pour avoir un logement décent, une voiture ou encore avoir accès à toutes les activités culturelles qu’il souhaiterait partagé avec ses enfants. L’acteur A à travers cette histoire nous expose le problème en appuyant ses dires par des données scientifiques. Il nous démontre qu’il maîtrise le sujet et son histoire a pour but dans l’ensemble d’alerter le lecteur et de forcer les décideurs à s’intéresser à cette problématique et à agir en conséquence.

Ces éléments vus dans nos résultats nous ramènent à certains points vus dans la littérature. Si on se réfère à la littérature étudiée, il est dit que l’un des points importants dans l’application du plaidoyer est d’avoir des messages simples et brefs. Il est également expliqué qu’il est important de préconiser un vocabulaire précis et d’utiliser les chiffres de façon créative en les liant aux intérêts de la population, car cela permet de les rallier à notre cause et de faire d’eux des citoyens proactifs (Farrer et al., 2015). De nombreux articles étudiés disent qu’il serait également astucieux d’utiliser les faits d’histoires ou d’images permettant de persuader les décideurs d’agir (Farrer et al., 2015).

5.1.3 Les porte-parole de la CMTQ

Il a été possible grâce à notre journal de bord, notre corpus documentaire et nos entrevues d’identifier dans nos résultats 2 porte-parole de la CMTQ. Notons tout de même que la CMTQ regroupe plusieurs acteurs influents et chacun d’eux à son importance dans la réalisation du plaidoyer. Les membres du Conseil d’administration sont des personnages influents dans leur milieu et dans leur fonction et font eux aussi du plaidoyer à leur niveau, cependant comme le suggèrent nos résultats, seuls l’acteur A (coordonnateur de la CMTQ) et l’acteur B (directeur de la CMTQ) détiennent le titre de porte-parole puisqu’ils sont ceux qui

exercent le plaidoyer de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur la place publique. Il est possible de faire ce constat en lisant dans nos sources de données, les différentes interventions auprès des médias avec citation de leur nom, ou encore au travers des entrevues que moi (l'étudiante) ai pu mener. Dans l'entrevue de l'acteur A, on a pu voir que ce dernier par son background en journalisme avait une aisance à parler, à rentrer en contact avec les journalistes ou les décideurs. Lorsque l'on fait du plaidoyer, il est important de bien choisir ces porte-parole. Ces derniers se doivent d'être de bons interlocuteurs et d'avoir une bonne maîtrise des dossiers. Le choix d'avoir l'acteur A comme porte-parole n'est donc pas anodin. Il est expliqué d'ailleurs dans la littérature, que les porte-parole sont des acteurs clés/influents qui vont véhiculer le message devant la place publique afin de défendre la problématique du jour. (Jourdain, 2007). Un porte-parole doit pouvoir maîtriser le dossier qu'il défend (connaissance du sujet, données scientifiques), avoir une bonne réputation et avoir une bonne capacité à communiquer, et ceci avec conviction (Jourdain, 2007).

5.2 Implications et pistes de recherche

La contribution principale de cette recherche repose sur le fait qu'elle permet d'associer au cadre théorique du plaidoyer en santé publique le cadre pratique du plaidoyer de la CMTQ en soutenant l'importance d'avoir un plaidoyer bien structuré si on souhaite influencer les décideurs et aboutir à un changement. Cette étude permet de mieux comprendre la façon dont les acteurs s'y prennent pour exercer le plaidoyer, en passant par le choix des porte-parole, les stratégies et moyens utilisés et le contenu des messages.

Pour finir bien qu'on ait appris beaucoup sur la façon dont les acteurs exercent leur plaidoyer, il serait judicieux aussi de s'intéresser sur l'impact de ce plaidoyer et sur l'influence que peut avoir la CMTQ dans le débat public montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans une recherche future afin d'évaluer les retombées dudit plaidoyer.

5.3 Lien entre les résultats et les pratiques recensées dans la section 1.4.1 « Les niveaux d'appréciation des processus et des effets du plaidoyer »

Bien que le but de cette étude n'était pas de faire l'évaluation du plaidoyer de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016; nous allons tenter de faire quelques liens entre nos résultats et les pratiques recensées à la section 1.4.1 de Reisman et al., (2007), sur les niveaux d'appréciation des processus et des effets du plaidoyer. Dans la revue de littérature il est dit que l'évaluation d'un plaidoyer permet aux organisations et aux acteurs de faire le bilan sur leurs pratiques, les points forts ou à améliorer, de justifier les moyens utilisés, le temps alloué à la cause, les investissements etc. C'est donc un moyen de revoir les stratégies utilisées et de déterminer leur efficacité et ce qu'il faut perfectionner.

Pour ce faire Reisman et al., (2007) expliquent que cette évaluation se déroule selon 3 étapes importantes (Reisman et al., 2007). La première étape nommée la théorie du changement est une façon de justifier le travail fait avec les partenaires et d'autres parties prenantes en donnant une idée sur le comment, le quoi et pourquoi du travail de plaidoyer. Dans notre étude, on peut voir qu'en 2011 et 2014, la CMTQ a produit 2 documents de compte rendu sur leur lac-à-l'épaule. Ce lac-à-l'épaule est une façon de faire le bilan sur les années précédentes et de mettre en place des stratégies futures (par exemple comment se positionner sur la place publique). Nos résultats ne nous permettant pas d'observer comment se sont déroulés ces lac-à-l'épaule et la façon dont ils ont été structurés, il serait intéressant dans une recherche future sur l'évaluation du plaidoyer de la CMTQ de s'intéresser à ces éléments.

La seconde étape correspond à l'identification des résultats importants pour le travail du plaidoyer et se subdivise en 6 catégories. Bien qu'il ne nous soit pas possible de clairement les identifier au travers des résultats, on va tenter de faire le lien entre certaines pratiques des acteurs de la CMTQ et certaines catégories en citant quelques exemples.

Commençons par la première catégorie : changement dans les normes sociales. Si on part du fait que les objectifs du plaidoyer sont le changement de politiques, de croyances, de valeurs ou attitudes, les moyens utilisés pour mener à ce changement pourraient être selon nos

résultats d'analyse: l'usage des médias, la participation citoyenne, ou encore l'usage des réseaux sociaux (Twitter ou Facebook). La seconde catégorie : la capacité organisationnelle renforcée. Si l'un des résultats souhaités dans cette catégorie est la capacité à communiquer et à promouvoir les messages dudit plaidoyer, la stratégie que l'on pourrait identifier dans les résultats serait donc l'utilisation des acteurs clés de la CMTQ. L'utilisation de ces personnages est un choix stratégique car leur expérience, leur leadership, leur formation, font d'eux des experts dans leur domaine. La troisième catégorie : l'alliance renforcée. Si le but est l'augmentation du nombre de partenaires se ralliant à la cause, ou l'alliance stratégique avec des partenaires importants, en faisant le parallèle avec nos résultats, les stratégies qui correspondraient sont: la stratégie d'influence des décideurs, ou la création d'un réseau. La quatrième catégorie : la base de soutien renforcée. Si le but est d'avoir une participation accrue du public à un problème ou encore d'avoir de bons messagers, le choix de la participation citoyenne comme stratégie s'avère justifié. La cinquième catégorie : les changements de politiques. Si le résultat souhaité est l'adoption ou le développement de politiques, les stratégies identifiées dans les résultats sont les prises de position écrites ou encore l'utilisation de données probantes. La sixième catégorie : l'impact du plaidoyer. Bien que certains éléments de nos résultats nous guident dans l'évaluation du plaidoyer, ils restent insuffisants pour l'identification de cette catégorie sachant que nous ne nous sommes pas intéressés aux répercussions du plaidoyer de la CMTQ lors de nos analyses. Cette sixième catégorie reste cependant primordiale à l'évaluation du plaidoyer et nous redisons qu'une étude future de l'impact dudit plaidoyer serait intéressante.

La troisième étape dans l'élaboration d'un modèle d'évaluation du plaidoyer réside dans la détermination de la structure et du processus qui seront utilisés pour mesurer les résultats précédemment sélectionnés (Reisman et al., 2007). Cette dernière étape se rapporte à la collecte de données. Cette étude ne permet pas d'arriver à cette étape d'analyse, il faut cependant noter qu'elle est très importante et demande beaucoup de rigueur.

5.4 Portée et crédibilité des résultats

Les résultats présentés ci-dessus proviennent de notre étude de cas unique portant sur le plaidoyer de la Coalition montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) entre le 1^{er} janvier 2011 et le 1^{er} juin 2016. En premier lieu on pourrait croire que la portée des résultats semble

limitée face à la petite taille de ce devis; de plus nous aurions pu enrichir nos données avec un plus grand nombre d'entrevues, surtout avec les membres du Conseil d'Administration (CA), ce qui nous aurait peut être amené d'autres éléments et d'autres points de vue. En effet nous avions prévu 6 entrevues, dont 3 avec les membres du CA, mais par leur emploi du temps chargé et leur charge de travail, cela n'a malheureusement pas été possible. Cependant, divers moyens ont été utilisés pour augmenter la portée de ces résultats, à savoir leur crédibilité et leur transférabilité, par l'utilisation de diverses sources de données et par la description en profondeur ou encore l'immersion intensive.

En ce qui concerne la crédibilité des résultats, elles proviennent d'un ensemble diversifié de sources : on a d'abord nos sources documentaires que nous avons divisées en groupe d'appartenance (les mémoires, la visibilité dans les médias, prises de position), puis nous avons les entrevues, la période d'un an de Twitter et notre journal de bord. La diversité de l'ensemble de nos sources a permis la triangulation de nos données; aussi le recours à la littérature a permis la validité de nos analyses. La diversité de nos sources nous a aussi permis une immersion intensive au milieu du cas étudié. En effet, par le premier entretien avec un acteur influent de la CMTQ pour présenter notre projet, la rencontre avec l'équipe de recherche dans laquelle s'inscrit notre recherche, à travers les nombreux emails, les réunions sur le projet d'étude, cela a permis de mieux connaître notre cas et donc la CMTQ, de côtoyer des acteurs en lien avec notre cas. Tout ce temps consacré à la préparation du projet d'étude m'a permis en tant qu'étudiante chercheuse de connaître les acteurs et de me faire connaître des acteurs. Ainsi cela a rendu plus facile le premier contact concernant les entrevues semi-dirigées étant déjà connu des acteurs et en connaissant déjà certains; de plus leur partenariat avec ma directrice de recherche a aussi facilité les choses. Tout cela a donc contribué à une grande authenticité des données recueillies lors des entrevues. En effet au travers des observations et des verbatim, on peut ressentir l'authenticité des participants. Ils ont témoigné en détail des aspects de leur métier, de ce qui les a amenés là, de leur manière de procéder en tant qu'acteurs et ont à chaque fois conclu en apportant leur aide et soutien à notre sujet de recherche.

Pour conclure, puisque le cas de la CMTQ commence à se faire connaître avec le travail des Tables de quartier qu'elle regroupe, et puisque les résultats de cette étude font écho dans la littérature portant sur l'utilisation du plaidoyer dans le milieu de la santé publique,

nous croyons que les témoignages, les analyses, les résultats recueillis lors de cette étude pourront être pertinents pour d'autres acteurs cherchant à s'inspirer du modèle, mais aussi permettra à notre cas aussi d'avoir une rétrospection sur leur travail et d'avoir une plus haute visibilité puisque cette étude sera ouverte au public.

5.5 Limites

Cette recherche a connu malheureusement ses contraintes. Tout d'abord, les données auraient pu être enrichies par un plus grand nombre d'entretiens, surtout avec les membres du Conseil d'Administration, ce qui aurait pu être intéressant pour mieux comprendre et cerner leur rôle, leur place au sein du plaidoyer que mène la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

En ce qui concerne nos sources de données documentaires, il nous a été difficile de recueillir des données sur toutes les stratégies, des comptes rendus de rencontres qui n'étaient pas disponibles, des comptes rendus de colloques que nous ne pouvions consulter. De plus nous avons rencontré un acteur de la CMTQ et nous avons eu recours à internet et il se peut que nous soyons passés à côté de certains documents malgré notre vigilance.

Enfin la dernière limite notée est celle de l'analyse de la période de Twitter. Nous avions prévu au départ de mener une analyse quantitative d'une liste de termes recueillis au préalable à l'aide de nos sources documentaires. Lors de la quantification de nos termes, nous avons pu remarquer la pauvreté de nos résultats quand aux nombres de fois qu'étaient cités les termes. Nous avons donc décidé par la suite de faire une analyse post-och de notre période cependant les résultats furent peu concluants.

Conclusion

La pauvreté et l'exclusion sociale sont des réalités auxquelles font face les Montréalais. En tant qu'acteur, la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier se donne pour mandat de lutter et de contrer ces inégalités sociales suscitées. Notre étude portant sur le plaidoyer de la CMTQ en faveur de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale entre le 1^{er} Janvier 2011 et le 1^{er} Juin 2016; nous a permis de relever la façon dont les acteurs exercent ce plaidoyer.

En premier lieu, nous avons conclu que chacun des acteurs de la CMTQ était importants et influents dans leur domaine d'expertise mais que seul deux acteurs (acteur A et Acteurs B) portaient le titre de porte-parole de la CMTQ et intervenaient sur la place publique en son nom. En deuxième lieu nous avons noté que les acteurs faisaient usage de différentes stratégies tels la stratégie d'influence des décideurs, la création d'un réseau, le fait de profiter des thèmes de l'actualité ou 'fenêtre d'opportunités, la prise de positions écrites (mémoires, lettres ouvertes, etc.) et l'usage de données probantes ou 'fact sheets'. Ils utilisent aussi différents moyens pour atteindre leur objectif tels la participation citoyenne, l'utilisation des médias et des réseaux sociaux (Twitter et Facebook). Ces stratégies et les outils utilisés permettent aux acteurs d'amener à l'agenda des décideurs les problèmes que confrontent les Montréalais.

Notre étude nous a permis également au travers des messages, de voir que la CMTQ accordait une attention particulière au développement social plus particulièrement au transport, au logement et à la culture, points importants de leur champ de bataille pour contrer les inégalités à Montréal.

Cette recherche nous a ainsi permis d'observer comment la CMTQ faisait usage du plaidoyer. Elle réitère l'importance du plaidoyer en santé publique et la formation des acteurs à ce sujet. Il aurait été intéressant de pouvoir interroger des membres du CA pour enrichir notre recherche et mieux comprendre leur rôle dans le plaidoyer que mène la CMTQ. Enfin, pour un travail futur il serait intéressant de se pencher sur les retombées de cedit plaidoyer, en évaluant le travail que mène la CMTQ sur la région de Montréal.

Références

- Agence de la santé publique, C. (2017, décembre 18). Glossaire. Consulté 23 avril 2018, à l'adresse Gouvernement du Canada website: <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/pratique-sante-publique/competences-ligne/glossaire.html#p>
- Amidei, N. (1991). *So you want to make a difference: advocacy is the key*. Washington DC: Sanabil for Economic Research Development.
- Banques alimentaires du Québec. (2016). *Bilan de la faim*. Montréal, Québec.
- Baribeau, C. (2004). *l'instrumentalisation dans la collecte de données: le journal de bord du chercheur*. (2). Consulté à l'adresse http://www.recherche-qualitative.qc.ca/documents/files/revue/hors_serie/hors_serie_v2/CBaribeau%20HS2-issn.pdf
- Bellot, C., Duhaime, G., Morel, S., Quesnel-Vallée, A., Savard, L., Séguin, A.-M., ... De Koninck, M. (2016). *Faire plus, Faire mieux : Un virage nécessaire*. Consulté à l'adresse https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_memoire_plan_action.pdf
- Bey, M. (1999). Recherches sur la pauvreté : état des lieux. Contribution à la définition d'une problématique. *Tiers-Monde*, 40(160), 871-895. <https://doi.org/10.3406/tiers.1999.5349>
- Bisset, S., Cargo, M., Delormier, T., Macaulay, A. C., & Potvin, L. (2004). Legitimizing diabetes as a community health issue: a case analysis of an Aboriginal community in Canada. *Health Promotion International*, 19(3), 317-326. <https://doi.org/10.1093/heapro/dah305>
- Blanchard, D. (2012). *Portrait montréalais du développement des enfants à la maternelle : résultats de l'enquête québécoise sur le développement des enfants à la maternelle (EQDEM)*. Direction de santé publique de Montréal.
- Brownson, R. C., Jones, E., & Parvanta (Éd.). (2011). Communicating for policy and advocacy. In Parvanta, C. et al. (2011). In *Essentials of public health communication* (p. 91-117). Sudbury, Mass: Jones & Bartlett Learning.
- Brunner, E., & Marmot, M. (2005). Social organization, stress and health. In *Social Determinants of Health*. OUP Oxford.
- Bryant, C. A., Courtney, A. H., McDermott, R. J., Lindenberger, J. H., Swanson, M. A., Mayer, A. B., ... Biroscak, B. J. (2014). Community-Based Prevention Marketing for Policy

- Development: A New Planning Framework for Coalitions. *Social Marketing Quarterly*, 20(4), 219-246. <https://doi.org/10.1177/1524500414555948>
- Buchar, J. (2011). *The barriers and enabling factors to public health advocacy skills in Kentucky local health departments*. (University of Louisville). <https://doi.org/10.18297/etd/172>
- Carlisle, S. (2000). Health promotion, advocacy and health inequalities: a conceptual framework. *Health Promotion International*, 15(4), 369-376. <https://doi.org/10.1093/heapro/15.4.369>
- Centraide du Grand Montréal. (2006). *Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation: un quartier où il fait bon vivre!* Montréal, Québec: Ville de Montréal.
- Centraide du Grand Montréal. (2015). *Cadre de référence: Initiative Montréalaise de soutien au développement social local*.
- Chapman, S. (2004). Advocacy for public health: a primer. *Journal of Epidemiology and Community Health*, 58(5), 361-365. <https://doi.org/10.1136/jech.2003.018051>
- Chapman, S., & Wakefield, M. (2001). Tobacco control advocacy in Australia: reflections on 30 years of progress. *Health Education & Behavior: The Official Publication of the Society for Public Health Education*, 28(3), 274-289. <https://doi.org/10.1177/109019810102800303>
- Chapman, Simon. (2001). Advocacy in public health: roles and challenges. *International Journal of Epidemiology*, 30(6), 1226-1232. <https://doi.org/10.1093/ije/30.6.1226>
- Châtel, V., & Roy, S. (Éd.). (2008). *Penser la vulnérabilité: visages de la fragilisation du social*. Québec, Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Cheng, H., Kotler, P., & Lee, N. (Éd.). (2011). *Social marketing for public health: global trends and success stories*. Sudbury, Mass: Jones and Bartlett.
- Christoffel, K. K. (2000). Public health advocacy: process and product. *American Journal of Public Health*, 90(5), 722-726.
- CMTQ. (2017a). Coalition Montréalaise des Tables de Quartier: qui sommes-nous? Consulté 23 avril 2018, à l'adresse > Coalition montréalaise des Tables de quartier website: <http://www.tablesdequartiermontreal.org/qui-sommes-nous/>
- CMTQ. (2017b). La Coalition Montréalaise des Tables de Quartier: Mémoires Archives. Consulté 29 avril 2018, à l'adresse > Coalition montréalaise des Tables de quartier website: <http://www.tablesdequartiermontreal.org/age/memoires/>

- Cohen, B. E., & Marshall, S. G. (2017). Does public health advocacy seek to redress health inequities? A scoping review. *Health & Social Care in the Community*, 25(2), 309-328. <https://doi.org/10.1111/hsc.12320>
- Dorfman, L., Sorenson, S., & Wallack, L. (2009, février 1). *Working upstream, skills for social change*. Consulté à l'adresse http://bmsg.org/sites/default/files/bmsg_handbook_working_upstream.pdf
- Dorfman, Lori, & Krasnow, I. D. (2014). Public health and media advocacy. *Annual Review of Public Health*, 35, 293-306. <https://doi.org/10.1146/annurev-publhealth-032013-182503>
- Éditions Larousse. (s. d.). Encyclopédie Larousse en ligne. Consulté 13 juin 2018, à l'adresse <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/strategie/94034>
- Elo, S., & Kyngäs, H. (2008). The qualitative content analysis process. *Journal of Advanced Nursing*, 62(1), 107-115. <https://doi.org/10.1111/j.1365-2648.2007.04569.x>
- Farrer, L., Marinetti, C., Cavaco, Y. K., & Costongs, C. (2015). Advocacy for Health Equity: A Synthesis Review. *The Milbank Quarterly*, 93(2), 392-437. <https://doi.org/10.1111/1468-0009.12112>
- Firestone, R., Rowe, C. J., Modi, S. N., & Sievers, D. (2017). The effectiveness of social marketing in global health: a systematic review. *Health Policy and Planning*, 32(1), 110-124. <https://doi.org/10.1093/heapol/czw088>
- Freeman, B., Chapman, S., & Storey, P. (2008). Banning smoking in cars carrying children: an analytical history of a public health advocacy campaign. *Australian and New Zealand Journal of Public Health*, 32(1), 60-65. <https://doi.org/10.1111/j.1753-6405.2008.00167.x>
- French, J. (Éd.). (2010). *Social marketing and public health: theory and practice*. Oxford ; New York: Oxford University Press.
- Freudenberg, N., & Tsui, E. (2014). Evidence, power, and policy change in community-based participatory research. *American Journal of Public Health*, 104(1), 11-14. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2013.301471>
- Gagné, M.-H., Lachance, V., Thomas, F., Brunson, L., & Clément, M.-È. (2014). Prévenir la maltraitance envers les enfants au moyen du marketing social. *Canadian Journal of Community Mental Health*, 33(2), 85-107. <https://doi.org/10.7870/cjcmh-2014-017>

- Gagnon, É., Saillant, F., & Dahi, S. (2009). *Exclusions et inégalités sociales: enjeux et défis de l'intervention publique*. Québec, Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Gendron, S. (2001). *La pratique participative en santé publique : l'émergence d'un paradigme. Tome 1*. (Thèse de doctorat, Université de Montréal). Consulté à l'adresse <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/6803/these.pdf>
- Gomm, M., Lincoln, P., Pikora, T., & Giles-Corti, B. (2006). Planning and implementing a community-based public health advocacy campaign: a transport case study from Australia. *Health Promotion International*, 21(4), 284-292. <https://doi.org/10.1093/heapro/dal027>
- Grier, S., & Bryant, C. A. (2005). Social Marketing in Public Health. *Annual Review of Public Health*, 26(1), 319-339. <https://doi.org/10.1146/annurev.publhealth.26.021304.144610>
- Groulx, L.-H. (2011). *Les facteurs engendrant l'exclusion au Canada : survol de la littérature multidisciplinaire*. Consulté à l'adresse https://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_lionel-henri_groulx.pdf
- Hann, N. E., Kean, T. J., Matulionis, R. M., Russell, C. M., & Sterling, T. D. (2004). Policy and Environmental Change: New Directions for Public Health. *Health Promotion Practice*, 5(4), 377-381. <https://doi.org/10.1177/1524839903259496>
- Holder, H. D., & Treno, A. J. (1997). Media advocacy in community prevention: news as a means to advance policy change. *Addiction (Abingdon, England)*, 92 Suppl 2, S189-199.
- Huang, T. T.-K., Cawley, J. H., Ashe, M., Costa, S. A., Frerichs, L. M., Zwicker, L., ... Kumanyika, S. K. (2015). Mobilisation of public support for policy actions to prevent obesity. *The Lancet*, 385(9985), 2422-2431. [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(14\)61743-8](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(14)61743-8)
- Johnson, S. (2009). *Public health advocacy* (p. 7) [Discussion paper]. Edmonton, Alberta.
- Jourdain, M. (2007, mars). *Plaidoyer pour la justice sociale : Théorie et pratique. Guide pratique pour les OCI*. Consulté à l'adresse [file:///Users/angelita/Downloads/guides_2007-03_guide-plaidoyer_1_%20\(2\).pdf](file:///Users/angelita/Downloads/guides_2007-03_guide-plaidoyer_1_%20(2).pdf)
- Kapilashrami, A., Smith, K. E., Fustukian, S., Eltanani, M. K., Laughlin, S., Robertson, T., ... Scandrett, E. (2016). Social movements and public health advocacy in action: the UK people's health movement. *Journal of Public Health (Oxford, England)*, 38(3), 413-416. <https://doi.org/10.1093/pubmed/fdv085>

- Karsenti, T., & Savoie-Zajc, L. (2011). *La recherche en éducation : Etapes et approches* (3e édition revue et corrigée). ERPI - Le Renouveau Pédagogique Editions.
- Knight, E. K. (2014). Shifting public health practice to advance health equity: recommendations from experts and community leaders. *Journal of Public Health Management and Practice: JPHMP*, 20(2), 188-196. <https://doi.org/10.1097/PHH.0b013e31829959fb>
- Kotler, P., & Lee, N. (2008). *Social marketing: influencing behaviors for good* (3rd ed). Los Angeles: Sage Publications.
- Kotler, P., & Roberto, N. (1989). *Social marketing: strategies for changing public behavior*. New York : London: Free Press ; Collier Macmillan.
- Kotler, P., Roberto, N., & Lee, N. (2002). *Social marketing: improving the quality of life* (2nd ed). Thousand Oaks, Calif: Sage Publications.
- Kreger, M., Sargent, K., Arons, A., Standish, M., & Brindis, C. D. (2011). Creating an environmental justice framework for policy change in childhood asthma: a grassroots to treetops approach. *American Journal of Public Health*, 101 Suppl 1, S208-216. <https://doi.org/10.2105/AJPH.2011.300188>
- Laberge, D., & Roy, S. (1994). Marginalité et exclusion sociales : des lieux et des formes. *Cahiers de recherche sociologique*, (22), 5. <https://doi.org/10.7202/1002205ar>
- Laurie, N. (2008). *The cost of poverty*. Toronto: Ontario: Association of Food Banks (OAFB).
- Le Blanc, M. F., Raynault, M. F., & Lessard, R. (2011). *Les inégalités sociales de santé à Montréal – Le chemin parcouru*. Montréal, Québec: Direction de santé publique de Montréal.
- Lechaume, A., & Brière, D. (2014). *L'exclusion sociale: construire avec celles et ceux qui la vivent. Vers des pistes d'indicateurs d'exclusion sociale à partir de l'expérience de personnes en situation de pauvreté*. Québec: Centre d'Étude sur la Pauvreté et l'Exclusion.
- Lefebvre, B. (1989). La recherche qualitative et l'analyse de contenu en éducation. *Canadian Journal of Education / Revue canadienne de l'éducation*, 14(3), 381-386. <https://doi.org/10.2307/1495366>
- Lefebvre, R. C. (2011). An integrative model for social marketing. *Journal of Social Marketing*, 1(1), 54-72. <https://doi.org/10.1108/20426761111104437>
- Légis Québec. Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. , RLRQ c L-7 §.
- Levitas, Ruth et Pantazis, Christina et Fahmy, Eldin et Gordon, Eva and Patsios, & Demy. (2007). *The multi-dimensional analysis of social exclusion*. University of Bristol,Bristol.

- Lobstein, T., Brinsden, H., Landon, J., Kraak, V., Musicus, A., & Macmullan, J. (2013). INFORMAS and advocacy for public health nutrition and obesity prevention: INFORMAS and advocacy for public health nutrition. *Obesity Reviews*, 14, 150-156.
<https://doi.org/10.1111/obr.12083>
- Masuda, J. R., Poland, B., & Baxter, J. (2010). Reaching for environmental health justice: Canadian experiences for a comprehensive research, policy and advocacy agenda in health promotion. *Health Promotion International*, 25(4), 453-463.
<https://doi.org/10.1093/heapro/daq041>
- McAndrews, C., & Marcus, J. (2014). Community-Based Advocacy at the Intersection of Public Health and Transportation: The Challenges of Addressing Local Health Impacts within a Regional Policy Process. *Journal of Planning Education and Research*, 34(2), 190-202.
<https://doi.org/10.1177/0739456X14531624>
- McCubbin, M., Labonte, R., & Dallaire, B. (2001). *advocacy for healthy public policy as a health promotion technology*. Consulté à l'adresse <http://www.utoronto.ca/chp/symposium.htm>
- Mendell, A. (2006). *La mise en action du modèle écologique par les acteurs d'un territoire CLSC dans le cadre d'un programme de santé publique en périnatalité et pour la petite enfance* (Mémoire de Maitrise, Université de Montréal). Consulté à l'adresse https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/17102/Mendell_Anika_2006_memoire.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- MESS. (2014). *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale*. Québec: Ministère de l'Emploi et Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et du suivi de la performance.
- Moseley, C., Melton, L. D., & Francisco, V. T. (2008). Grassroots advocacy campaign for HIV/AIDS prevention: lessons from the field. *Health Promotion Practice*, 9(3), 253-261.
<https://doi.org/10.1177/1524839906292821>
- MSSS. *Loi concernant la lutte contre le tabagisme*. , (2017).
- Mucchielli. (1996). *Dictionnaire des techniques qualitatives en sciences humaines et sociales*. Paris: Armand Colin.

- OMS. (1986). *Charte d'Ottawa: promotion de la santé*. Consulté à l'adresse <http://www.euro.who.int/fr/publications/policy-documents/ottawa-charter-for-health-promotion,-1986#>
- OMS. (1995). *Health promotion strategies- Advocacy Strategies for Health and Development: Development Communication in Action* (p. <http://www.searo.who.int/entity/healthpromotion/health-promotion-strategies/en/>). Europe, Genève.
- OMS. (2008). *Commission des déterminants sociaux de la santé. Rapport final. Combler le fossé en une génération; Instaurer l'équité en santé en agissant sur les déterminants sociaux*. Genève.
- OMS. (2009). *Combler Le Fosse En Une Generation Instaurer L'Équité En Sante En Agissant Sur Les Determinants De La Sante*. OMS.
- OMS. (2019). Workplace health promotion:Advocacy. Consulté 14 avril 2019, à l'adresse World Health Organization website: https://www.who.int/occupational_health/topics/workplace/en/index2.html
- ONU. (2004). Élaboration d'une stratégie de plaidoyer. Consulté 14 juin 2018, à l'adresse <http://www.endvawnow.org/fr/articles/104-elaboration-dune-strategie-de-plaidoyer.html>
- Paillé, P., & Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Consulté à l'adresse <http://sbiproxy.uqac.ca/login?url=http://international.scholarvox.com/book/88855469>
- Pelletier, D., Haider, R., Hajeighbhoy, N., Mangasaryan, N., Mwadime, R., & Sarkar, S. (2013). The principles and practices of nutrition advocacy: evidence, experience and the way forward for stunting reduction: Principles and practices of nutrition advocacy. *Maternal & Child Nutrition*, 9, 83-100. <https://doi.org/10.1111/mcn.12081>
- Phipps, S. A. (2003). *Répercussions de la pauvreté sur la santé aperçu de la recherche*. Consulté à l'adresse http://www.bibliotheque.qc/ba/Archives/pgc/H118_11_2003_1F.pdf
- Pilon, M., Poirier, A., Maranda, M. A., Alix, C., Québec (Province), Direction du programme de santé publique, & Institut national de santé publique du Québec. (2007). *Troisième rapport national sur l'état de santé de la population du Québec: riches de tous nos enfants : la pauvreté et ses répercussions sur la santé des jeunes de moins de 18 ans*. Consulté à l'adresse <http://www.deslibris.ca/ID/250722>

- Popay, J. (2010). Understanding and tackling social exclusion. *Journal of Research in Nursing*, 15, 295-297. <https://doi.org/10.1177/1744987110370529>
- Power, R. (2001). Checklists for improving rigour in qualitative research. *BMJ : British Medical Journal*, 323(7311), 514.
- Raine, K. D., Sosa Hernandez, C., Nykiforuk, C. I. J., Reed, S., Montemurro, G., Lytvyak, E., & MacLellan-Wright, M.-F. (2014). Measuring the progress of capacity building in the Alberta Policy Coalition for Cancer Prevention. *Health Promotion Practice*, 15(4), 496-505. <https://doi.org/10.1177/1524839913511627>
- Raphael, D. (2009). *Social Determinants of Health: Canadian Perspectives*. Canadian Scholars' Press.
- Raynault, M.-F., Tessier, S., & Thérien, F. (2015). *Pour des logements salubres et abordables*. Montréal, Québec: Rapport du directeur de santé publique de Montréal.
- Reisman, J., Gienapp, A., & Stachowiak, S. (2007). *A guide to MEASURING ADVOCACY AND POLICY*. Prepared for the Annie E. Casey Foundation by Organizational Research Services. 46.
- Rock, M. J., McIntyre, L., Persaud, S. A., & Thomas, K. L. (2011). A media advocacy intervention linking health disparities and food insecurity. *Health Education Research*, 26(6), 948-960. <https://doi.org/10.1093/her/cyr043>
- Romero, D., Kwan, A., & Chavkin, W. (2013). Application of Empirical Research Findings in Public Health Advocacy: Focus on Maternal, Child, and Reproductive Health: Maternal, Child, and Reproductive Health. *Journal of Social Issues*, 69(4), 633-644. <https://doi.org/10.1111/josi.12033>
- Roy, S. (1995). L'itinérance : forme exemplaire d'exclusion sociale? *Lien social et Politiques*, (34), 73. <https://doi.org/10.7202/005232ar>
- Santé Canada. (2001). *Certaines circonstances: équité et sensibilisation du système de soins de santé quant aux besoins des populations minoritaires et marginalisées : recueil de documents et de rapports préparé pour Santé Canada*. Ottawa: Santé Canada.
- Scott, J. T., & Maryman, J. (2016). Using Social Media as a Tool to Complement Advocacy Efforts. *Global Journal of Community Psychology Practice*, 7(1S), pages 1-22.

- Seale, C. (1999). Quality in Qualitative Research. *Qualitative Inquiry*, 5(4), 465-478.
<https://doi.org/10.1177/107780049900500402>
- Shilton, T. (2006). Advocacy for physical activity-from to influence. *Promotion & Education*, 13(2), 118-126. <https://doi.org/10.1177/10253823060130020106>
- Simpson, D. (2002). Encyclopedia of public health: Media advocacy. Consulté 23 avril 2018, à l'adresse <https://www.encyclopedia.com/education/encyclopedias-almanacs-transcripts-and-maps/media-advocacy>
- Soulet, M. H. (2004). *Quel avenir pour l'exclusion?* Fribourg Suisse: Academic Press / Saint-Paul.
- Statistique Canada. (2011). *Enquête nationale auprès des ménages (ENM)*.
- Stead, M., Gordon, R., Angus, K., & McDermott, L. (2007). A systematic review of social marketing effectiveness. *Health Education*, 107(2), 126-191.
<https://doi.org/10.1108/09654280710731548>
- Tsoukalas, T., & Glantz, S. A. (2003). The Duluth clean indoor air ordinance: problems and success in fighting the tobacco industry at the local level in the 21st century. *American Journal of Public Health*, 93(8), 1214-1221.
- Turgeon, J.-É. (2005). *Modélisation du counseling infirmier pré-interruption volontaire de grossesse de deuxième trimestre dans des services de première ligne : une étude qualitative exploratoire*. Consulté à l'adresse <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/17121>
- UNESCO. (2017). Définition de l'exclusion selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Consulté 26 avril 2018, à l'adresse <http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/international-migration/glossary/exclusion/>
- Wakefield, M., Clegg Smith, K., & Chapman, S. (2005). Framing of Australian newspaper coverage of a secondhand smoke injury claim: Lessons for media advocacy. *Critical Public Health*, 15(1), 53-63. <https://doi.org/10.1080/09581590500048382>
- Wallack, L., & Dorfman, L. (1996). Media advocacy: a strategy for advancing policy and promoting health. *Health Education Quarterly*, 23(3), 293-317.
- Wallack, Lawrence. (1994a). Media advocacy: a strategy for empowering people and communities. *Journal of Public Health Policy*, 15(4), 420-436.

- Wallack, Lawrence. (1994b). Media Advocacy: A Strategy for Empowering People and Communities. *Journal of Public Health Policy*, 15(4), 420-436.
<https://doi.org/10.2307/3343024>
- Wallack, Lawrence. (2002). Public Health, Social Change, and Media Advocacy. *Social Marketing Quarterly*, 8(2), 25-31. <https://doi.org/10.1080/15245000212549>
- Wallack, Lawrence, Dorfman, L., Jemigan, D., & Themba, M. (Éd.). (1993). *Media advocacy and public health: power for prevention*. Newbury Park: Sage Publications.
- Walsh, D. C., Rudd, R. E., Moeykens, B. A., & Moloney, T. W. (1993). Social Marketing for Public Health. *Health Affairs*, 12(2), 104-119. <https://doi.org/10.1377/hlthaff.12.2.104>
- Wilkinson, R. G. (2002). *Unhealthy Societies: The Afflictions of Inequality*. Routledge.
- Wise, M. (2001). The role of advocacy in promoting health. *Promotion & Education*, 8(2), 69-74.
<https://doi.org/10.1177/102538230100800204>
- Woodruff, K. (1995). Media strategies for community health advocacy. *Primary Care*, 22(4), 805-815.
- Yin, R. K. (1984). *Case study research: design and methods*. Sage Publications.
- Yin, R. K. (2003). *Case Study Research: Design and Methods*. SAGE.

Annexe 1 : liste des Tables de quartier



(CMTQ, 2017)

Action-Gardien de Pointe Saint-Charles
 Coalition de la Petite-Bourgogne Quartier en santé
 Comité des organismes sociaux de Saint-Laurent
 Concert'Action Lachine
 Concertation Anjou
 Concertation en développement social de Verdun
 Concertation Saint-Léonard
 Concertation Ville-Émard/Côte-St-Paul
 Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce
 Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville
 Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau
 Corporation de développement communautaire Centre-Sud
 Corporation de développement communautaire Côte-des-Neiges
 Corporation de développement communautaire de la Pointe
 Corporation de développement communautaire de Rivière-des-Prairies
 Corporation de développement communautaire de Rosemont
 Corporation de développement communautaire Solidarités Villeray
 Interaction du quartier Peter-McGill
 La Table de quartier Hochelaga-Maisonneuve

(CMTQ, 2017)

Mercier-Ouest, Quartier en santé
 Montréal-Nord en santé
 Regroupement des tables de concertation de la Petite Patrie
 Solidarité Ahuntsic
 Solidarité Mercier-Est
 Solidarité Saint-Henri
 Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent
 Table de développement social de LaSalle
 Table de quartier du Nord-Ouest de l'Île de Montréal
 Table de quartier Sud-de-l'Ouest de l'Île de Montréal
 Vivre Saint-Michel en santé

(CMTQ, 2017)

Annexe 2 : les sources de données écrites à l'étude

Il y a six mémoires pris en compte :

- Un premier publié le 5 Octobre 2011, déposé dans le cadre de la Consultation sur le Projet de Plan Métropolitain d'Aménagement et de Développement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (Mémoires, M1)
- Un deuxième publié le 19 Octobre 2011, déposé à la Commission Permanente sur la Culture, le Patrimoine et le Sport (Mémoires, M2)
- Un troisième déposé à la Commission Permanente sur le Développement Économique et Urbain et l'Habitation, dans le cadre de la Consultation Publique sur la Valorisation du Développement Économique Local, le 9 Mai 2012 (Mémoires, M3)
- Un quatrième publié le 29 Août 2013 sur le Plan de Développement de Montréal. (Mémoires, M4)
- Un cinquième publié dans le cadre de la Consultation Publique sur le Projet de Schéma d'Aménagement et de Développement de l'Agglomération de Montréal en Novembre 2014 (Mémoires, M5)
- Le sixième et dernier datant de janvier 2016, 3^{ème} Plan d'Action Gouvernementale en matière de Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale au Québec (Mémoires, M6)

Nous avons comme autres sources les cinq documents de prises de position :

- La première date de 2012 et concerne l'allocation de la présidente de la CMTQ (Prises de position, PP1)
- Le deuxième est celui de l'Approche Territoriale Intégrée : Par et Pour les Communautés Locales, publié en 2013 par la CMTQ (Prises de position, PP2)
- Le troisième, sorti lors des élections montréalaises en 2013 et nommé « Plateforme de la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier » (Prises de position, PP3)
- Le quatrième publié en 2014 concerne les positions de la CMTQ depuis le lac-à-l'épaulé de 2011 (Prises de position, PP4)
- Enfin le dernier publié en 2015 concerne les prises de positions depuis 2011 (Prises de position, PP5)

Une troisième source de données se concentre sur la visibilité de la CMTQ dans les médias. Sept documents sont étudiés.

- La première date de 2013 et concerne l'intervention d'un des acteurs de la CMTQ dans La Presse, il s'intitule « s'occuper d'autres choses que les nids-de-poule » (Visibilité dans les médias, VM1)
- Le deuxième également de 2013 s'intitule « *Toward Reform- focus 2013 : mending a broken city* » (Visibilité dans les médias, VM2)
- La troisième aussi de 2013 se nomme « *A plea for a People's Montreal* » The Gazette open letter (Visibilité dans les médias, VM3)
- Nous avons ensuite un document de 2014 où un acteur de la CMTQ intervient dans le courrier des lecteurs dans le journal Métro concernant les commissions scolaires. Le titre est : « plus qu'une mission éducative » (Visibilité dans les médias, VM4)
- Également en 2014, nous avons une lettre ouverte d'un acteur de la CMTQ qui concerne le logement. Le titre est : « Réservons des terrains pour du logement social » (Visibilité dans les médias, VM5)
- Nous avons aussi paru en 2015 dans LaPresse, une intervention d'un acteur de la CMTQ se positionnant afin de sauver l'entente de lutte à la pauvreté entre Montréal et le gouvernement du Québec et qui s'intitule « Québec renonce à sabrer de moitié la lutte contre la pauvreté à Montréal (Visibilité dans les médias, VM6)
- Enfin le dernier paru en 2015 dans La Presse concerne l'exil en ville. (Visibilité dans les médias, VM7)

*** Afin d'observer également la transférabilité du modèle de la CMTQ, un document paru en 2013 dans La Presse s'intitulant « Quand la France prend exemple sur Montréal », a été analysé (Transférabilité, T1)**

Annexe 3 : Feuille de recrutement pour les entrevues



L. Potvin



A. Pillet

**LA CMTQ COMME ACTEUR RÉGIONAL CLÉ
DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE**

Nous sollicitons votre participation à cette étude en nous accordant une entrevue d'environ 1 h.



ESPUM
ÉCOLE DE SANTÉ PUBLIQUE
DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



UN SUR LE MONDE



IRSPUM
INSTITUT DE RECHERCHE
EN SANTÉ PUBLIQUE



Université
de Montréal

Pauvreté et exclusion sociale

La pauvreté à Montréal est une réalité à laquelle les acteurs se confrontent tous les jours. Les inégalités dans la Métropole peuvent se voir dans différents domaines, tels : l'éducation, le travail, le logement, l'alimentation et bien d'autres encore. En effet, 24,6 % de la population montréalaise vit sous la mesure de faible revenu (comparativement à 16,7 % de la population québécoise) et 26,5 % des familles avec enfants de Montréal vivent dans la pauvreté (16 % au Québec). On constate aussi que 25,8 % des immigrants vivent en situation de pauvreté et une personne sur 6 (17 %) souffre d'insécurité alimentaire (Le Blanc, Raynault, & Lessard, 2011)

Amandine Pillet réalise cette étude dans le cadre d'un programme de maîtrise en santé publique à l'Université de Montréal, sous la direction de Louise Potvin. Ce projet est relié au programme de recherche en partenariat avec la CMTQ intitulé « Des données probantes pour les interventions de santé publique visant à réduire les inégalités sociales de santé. L'initiative montréalaise : Enjeux locaux et régionaux de l'action communautaire ».

Ce mémoire de maîtrise a comme objet d'étude la prise de position de la CMTQ en faveur de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Il a pour but d'explorer comment les acteurs de la CMTQ exercent leur plaidoyer.

Pour information :

Amandine PILLET : amandine.pillet@umontreal.ca

Nous savons que la CMTQ, par les tables de quartier, travaille sur des enjeux soulevés par le développement social local, l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des citoyens, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

On observe ces différentes actions à travers des prises de position dans des médias, sur les réseaux sociaux, mais aussi par des mémoires publics.

Dans ce projet, nous étudions donc l'ensemble de ces mémoires, interventions dans les médias et réseaux sociaux (Facebook, Twitter) dans le but de voir comment est exercé le plaidoyer en faveur de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

Annexe 4 : L'entretien semi-dirigé

4.1 Présentation du sujet de recherche aux interviewés

Question de recherche : comment les acteurs de la CMTQ à Montréal exercent-ils un plaidoyer en faveur de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale?

Objectifs du projet : l'objectif général de ma recherche sera d'explorer comment est exercé le plaidoyer par les acteurs de la CMTQ afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal.

Les objectifs spécifiques de ma recherche seront :

- identifier les acteurs clés exerçant ce plaidoyer au travers de la CMTQ afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Identifier les stratégies utilisées par ces acteurs pour exercer leur plaidoyer.
- Identifier les arguments utilisés à travers ces stratégies pour exercer leur plaidoyer.

Description du protocole de collecte de données.

Afin de collecter des données complémentaires, nous aurons recours à des entretiens semi-dirigés qui permettent une grande liberté de parole. Ces entretiens semi-dirigés seront au nombre de 6, ils seront menés auprès d'acteurs clés jouant ou ayant joué un rôle majeur dans les fonctions que se donnent la CMTQ (celui de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale). L'objectif opérationnel sera d'obtenir des informations complémentaires aux analyses faites en amont sur les différents documents collectés tels que les mémoires, les prises de position, les apparitions dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Les entretiens auront une durée de 30 à 45 minutes. Il sera également fait usage d'un enregistreur pour éviter de perdre des informations qui nous seraient utiles lors de l'analyse des données.

Le choix de l'utilisation d'un guide d'entretien a été fait dans le cadre de ses entretiens semi-dirigés pour comme son nom l'indique nous guider lors des entretiens afin d'avoir une base d'appui nous permettant de ne pas oublier certains éléments mais pour aussi éviter d'avoir des long silences. Cela reste cependant un simple guide, ce qui peut nous permettre étant des entretiens semi-dirigés de sortir du questionnaire et de pouvoir ouvrir le sujet si des éléments intéressants viennent à venir lors de l'entretien.

4.2 Le Guide d'entretien

Dans ce guide d'entretien, nous trouverons des questions portant sur différents thèmes afin de couvrir l'ensemble des différentes sources documentaires (mémoire, prise de position, apparition dans des articles de médias et enfin les réseaux sociaux).

Partie 1

- Identification des répondants et du rôle joué à la CMTQ (Coalition Montréalaise des Tables de Quartier) → les porte-paroles.

- Parlez-moi de votre rôle au sein de la CMTQ ?
- poste ?
- depuis quand vous occupez ce poste?
- en quoi consiste-t-il ?
- comment est-il rattaché à la CMTQ ? Les atouts ?

Cette première partie permettra d'introduire le sujet et de mettre à l'aise le répondant en parlant librement de ses fonctions et de ses liens avec la CMTQ.

Partie 2

- Perception du rôle joué par la CMTQ, notion de plaidoyer.

- Nous avons précédemment parlé de ce qu'était la CMTQ, on peut dire qu'elle est une institution jouant un rôle dans la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale, quel est votre point de vue à ce sujet ?
- Comme membre ou représentant de la CMTQ, quelles sont les stratégies que vous utilisez pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal ?
- par stratégies j'entends les moyens, les outils, les actions que vous utilisez.
- un terme auquel on associe la CMTQ est celui du plaidoyer. Pour vous aidez à comprendre ce terme, la définition que je pourrais vous donner du plaidoyer est le fait de tenter de façon délibérée d'influencer les décideurs et tous autres acteurs à mettre en œuvre des politiques contribuant à l'amélioration des conditions de vie et de bien-être des groupes défavorisés en agissant sur les déterminants de santé et sociaux tels que ceux associés à la pauvreté et l'exclusion sociale. Après avoir entendu cette définition que pensez-vous de son association avec le rôle de la CMTQ ?
- quels sont d'après vous les impacts de ce plaidoyer et des différentes stratégies utilisés ?

Et enfin une autre question plus générale permettant de centrer et de diriger notre recherche. Selon vous qui sont les acteurs importants qui mènent ce plaidoyer? (**Identification des acteurs influents de la CMTQ**)

➤ Prise de position de la CMTQ ➔ les stratégies.

- Nous avons parlé précédemment des stratégies qui sont utilisés pour exercer le plaidoyer de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale mené par la CMTQ. Parmi ces stratégies nous avons les mémoires publiés par la CMTQ, portant sur différents sujets, ou l'on retrouve des recommandations, une présentation brève sur la CMTQ mais aussi l'apport des tables de quartier, que pouvez-vous m'en dire ?
- quelles sont les répercussions de ces mémoires ?
- en quoi aident-ils à l'amélioration de la vie des citoyens de ces différents quartiers ?
- Nous avons vu également que la CMTQ était active au sein des médias, de la presse, quels sont selon vous les apports d'une telle médiatisation ?
- enfin pour terminer nous pouvons voir certains de vos acteurs très actifs sur les réseaux sociaux, quel est votre avis sur le sujet ?
- avantages de leur utilisation ?
- avez-vous des stratégies sur la façon dont vous publiez ?
- Utilisez-vous des termes précis que vous souhaitez qui soient plus retenus par les lecteurs ?

Annexe 5 : Approbation éthique



Comité d'éthique de la recherche en santé

N° de certificat
16-171-CERES-D(1)

CERTIFICAT D'APPROBATION ÉTHIQUE

- 1^{er} renouvellement -

Le Comité d'éthique de la recherche en santé (CERES), selon les procédures en vigueur et en vertu des documents relatifs au suivi qui lui a été fournis conclut qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la Politique sur la recherche avec des êtres humains de l'Université de Montréal

Projet	
Titre du projet	La Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) comme acteur régional clé dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. // Nouveau titre: L'influence de la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier dans le débat public Montréalais de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
Étudiante requérante	Amandine Pillet (ND), Candidate à la M. Sc. en santé publique, École de santé publique - Département de médecine sociale et préventive
Sous la direction de	Louise Potvin, professeure titulaire, École de santé publique - Département de médecine sociale et préventive, Université de Montréal Coordination du projet: Ginette Boyer
Note :	Changement du titre du projet (8 mai 2018)
Financement	
Organisme	IRSC
Programme	Bourse
Titre de l'octroi si différent	Projet associé au programme de recherche intitulé 'des données probantes pour les interventions de santé publique visant à réduire les inégalités sociales de santé: l'Initiative Montréalaise: enjeux locaux et régionaux de l'action communautaire (volet 2).
Numéro d'octroi	ROH115211
Chercheur principal	Louise Potvin
No de compte	

MODALITÉS D'APPLICATION

Tout changement anticipé au protocole de recherche doit être communiqué au CERES qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique. Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave doit être immédiatement signalé au CERES.

Selon les règles universitaires en vigueur, un suivi annuel est minimalement exigé pour maintenir la validité de la présente approbation éthique, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi est disponible sur la page web du CERES.

Guillaume Paré
Conseiller en éthique de la recherche.
Comité d'éthique de la recherche en santé
Université de Montréal

8 mai 2018

Date de délivrance du renouvellement ou de la réémission*

11 janvier 2017

Date du certificat initial

*Le présent renouvellement est en continuité avec le précédent certificat

1er juin 2019

Date du prochain suivi

1er juin 2019

Date de fin de validité

adresse postale
C.P. 6128, succ. Centre-ville
Montréal QC H3C 3J7

3333 Queen-Mary
2e étage, bur. 220-3
Montréal QC H3V 1A2

Téléphone : 514-343-6111 poste 2604
ceres@umontreal.ca
www.ceres.umontreal.ca

Annexe 6 : Formulaire de consentement (entrevue)



FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT

TITRE DU PROJET DE RECHERCHE

Vous êtes invité(e) à participer à mon projet de recherche s'intitulant : « La Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) comme acteur régional clé dans la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale ».

Étudiante-Chercheuse

Amandine Pillet

Étudiante à la Maîtrise en Santé Publique

Sous la direction de Louise Potvin, chercheuse et professeur titulaire,
École de Santé Publique de l'Université de Montréal (ESPUM) – Département
de Médecine Sociale et Préventive, Université de Montréal.

Téléphone : (438)- *****

Courriel : *****@gmail.com

Ce projet est financé par l'Institut de Recherche en Santé du Canada (IRSC) et est relié au programme de recherche intitulé 'Des données probantes pour les interventions de santé publique visant à réduire les inégalités sociales de santé : L'initiative montréalaise : Enjeux locaux et régionaux de l'action communautaire (volet 2)', sous la direction de Louise Potvin. Il s'inscrit dans le cadre de la Maîtrise en Santé publique option Mémoire (recherche).

Vous êtes invité à participer à un projet de recherche. Avant d'y consentir, veuillez s'il vous plait prendre le temps de lire ce document présentant les conditions de votre participation. Si vous avez des questions que vous jugez utiles à votre compréhension, n'hésitez pas à les poser à la personne vous présentant ce document.

Description du projet

Ce projet d'étude est réalisé dans le cadre d'un programme de maîtrise en Santé Publique à l'Université de Montréal sous la direction de Louise Potvin. Il s'agit d'une étude de cas portant sur la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ), plus précisément il s'agira d'explorer comment est exercé le plaidoyer par les acteurs de la CMTQ afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal.

Procédures

Il s'agira d'entretien qualitatif semi-dirigé où des questions ouvertes vous seront posées ceci à l'aide d'un guide d'entretien préalablement rédigé. La durée approximative de l'entretien sera de 45 minutes et sera effectué par moi, Amandine Pillet, étudiante à l'École de Santé Publique de l'Université de Montréal (ESPUM).

Les thèmes qui seront abordés durant cet entretien porteront sur le plaidoyer que mène la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) en faveur de la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale et les prises de position (mémoires, apparition dans les médias, réseaux sociaux) des acteurs de cette institution.

Il vous sera demandé de répondre le plus honnêtement et de la façon la plus complète possible en vertu de la problématique de recherche. L'usage d'un enregistreur sera fait afin de ne perdre aucune information et la retranscription des données sera faite de la façon la plus fidèle possible par la suite; ceci en vue de l'analyse de l'ensemble des données recueillies. Une fois la retranscription des données faites, une copie vous sera transmise afin de valider les informations écrites.

Avantages et bénéfices

En ce qui concerne les participants, outre votre contribution à l'avancement des connaissances, il n'y aura pas de retombées directes vous concernant. Cependant votre participation à cette étude permettra d'enrichir ce que l'on sait de la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier (CMTQ) concernant le plaidoyer qu'elle exerce à Montréal afin de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Risques et inconvénients

La participation à cette étude peut comporter certains risques, tels que le temps consacré à l'étude qui peut constituer un inconvénient, mais aussi le risque d'identification indirecte lors de la publication de l'étude; la Coalition Montréalaise des Tables de Quartier étant une institution connue du milieu.

Résultats

Une fois l'étude terminée il vous sera envoyé un feuillet résumant les résultats obtenus lors de la recherche.

Confidentialité

Les données brutes seront codées et dénominalisées pour des fins d'analyse. Les enregistrements permettant le retour aux données brutes au besoin seront conservés sous clé dans le bureau de la responsable de la recherche. Les résultats de la recherche pourront faire l'objet d'éventuelles communications, d'activités de partage et d'utilisation des connaissances. L'anonymat des participants ne peut être entièrement garantie. Cependant, notez que l'anonymat de chacun sera tout de même respecté mais le nom des organismes tel que la CMTQ pouvant être mentionnés cela comportera un risque d'identification indirecte des acteurs. Sachez également que les données de l'étude seront conservées sept ans après l'acceptation du mémoire.

Participation volontaire et droit de retrait

Vous êtes libre d'accepter ou de refuser de participer à ce projet de recherche. Vous pouvez vous retirer de cette étude à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raison. Vous avez simplement à aviser la personne ressource de l'équipe de recherche et ce, par simple avis verbal.

Il est à noter que votre participation, refus ou retrait à l'étude n'aura aucune conséquence sur l'emploi que vous occupez si vous êtes employé d'un organisme. En cas de retrait, les données d'entrevue seront détruites sauf ce qui a trait à l'identification et au cheminement dans la recherche, car il nous faut tout de même garder une 'trace'.

Responsabilité de l'équipe de recherche

En acceptant de participer à cette étude, vous ne renoncez à aucun de vos droits ni ne libérez les chercheurs, le commanditaire ou l'établissement de leurs responsabilités civiles et professionnelles.

Personnes-ressources

Si vous avez des questions sur les aspects scientifiques du projet de recherche ou pour vous retirer, vous pouvez contacter : Ginette Boyer, Coordinatrice, CACIS, Chaire de recherche du Canada, Approches communautaires et inégalités de santé.

Université de Montréal, IRSPUM, (téléphone : 514-343-6111 poste 3778), courriel : ginette.boyer@umontreal.ca.

Pour toute préoccupation sur vos droits ou sur les responsabilités des chercheurs concernant votre participation à ce projet, vous pouvez contacter le conseiller en éthique du Comité d'éthique de la recherche en santé (CERES) :

Courriel: ceres@umontreal.ca

Téléphone au (514) 343-6111 poste 2604

Site Web: <http://recherche.umontreal.ca/participants>.

Toute plainte concernant cette recherche peut être adressée à l'ombudsman de l'Université de Montréal, au numéro de téléphone (514) 343-2100 ou à l'adresse courriel ombudsman@umontreal.ca. L'ombudsman accepte les appels à frais virés. Il s'exprime en français et en anglais et prend les appels entre 9h et 17h.

Consentement

Déclaration du participant

Je comprends que je peux prendre mon temps pour réfléchir avant de donner mon accord ou non à participer à la recherche.

Je peux poser des questions à l'équipe de recherche et exiger des réponses satisfaisantes.

Je comprends qu'en participant à ce projet de recherche, je ne renonce à aucun de mes droits ni ne dégage les chercheurs de leurs responsabilités.

J'ai pris connaissance du présent formulaire d'information et de consentement et j'accepte de participer au projet de recherche.

Prénom et nom du participant
(caractères d'imprimerie)

Signature du participant

Date :

Engagement du chercheur

J'ai expliqué les conditions de participation au projet de recherche au participant. J'ai répondu au meilleur de ma connaissance aux questions posées et me suis assuré de la compréhension du participant. Je m'engage, avec l'équipe de recherche, à respecter ce qui a été convenu au présent formulaire d'information et de consentement.